

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 219

janvier 2012

44^e année

paraît mensuellement

Pour qui sonne le glas!

À analyser de près ce qui s'est dit au cours des réceptions de Nouvel An côté politique, patronal et syndical, il est difficile de ne pas trouver que le fameux modèle luxembourgeois du dialogue entre partenaires sociaux pour trouver des solutions consensuelles aux grands problèmes du pays touche à sa fin sinon a déjà rendu son dernier souffle.

Que nous soyons dans une crise, personne n'en doute, mais que nous encaissions le coup mieux que nos voisins, il n'y a que les agences de notation à le reconnaître. Les coryphées du patronat par contre entonnent fortissimo et à l'unisson le chant funèbre de la compétitivité en exigeant, entre deux sanglots de crocodile à fendre le cœur le plus dur, d'abaisser les rémunérations de tous les salariés, surtout de ceux du public, de réduire encore plus le salaire social minimum, de supprimer le système d'ajustement des pensions de retraite, de flexibiliser le droit du travail pour mieux combattre le chômage et pour résoudre les problèmes du logement ... Rarement sinon jamais n'a-t-on vu autant de cynisme et d'insensibilité à l'égard de ceux qui vivent dans la pauvreté ou dans une précarité endémique quant à leur emploi voire qui se retrouvent déjà sur le carreau. Au-delà des victimes les plus directement touchées, une telle politique aboutirait à laminer les couches moyennes de la population, jusqu'à présent les piliers de la stabilité politique et de la paix sociale.

Le gouvernement, de son côté, a déclenché le processus de la mise à mort douce et lente de l'indexation des salaires, en évitant la manière brutale de l'euthanasie réclamée à hauts cris par d'aucuns, mais en appliquant le traitement palliatif qui risque de s'étendre jusqu'en 2016 et au-delà et qui se cache sous le bon teint de la santé, en visant dans le panier des produits indexés l'alcool et le tabac.

En même temps, le ministère de la Fonction publique s'agite en pleine action de chambardement des lois fixant le statut et le régime des traitements des agents du secteur public. Dans les textes des avant-projets, il interprète à sa façon les accords du 15 juillet 2011. Après avoir piégé les syndicats par un

système de mécanisme-correcteur inexplicable mais déclaré panacée pour sauvegarder le statu quo des rémunérations de début de carrière et de leur évolution future, il le présente par après dans les textes comme réducteur de ces mêmes rémunérations, contrairement à tout ce qui avait été convenu lors des négociations. Une pareille façon de procéder ne sent pas seulement la mauvaise foi, mais l'amplifie au point que les syndicats n'ont plus la moindre confiance dans les responsables politiques ou leurs conseillers intimes, sans doute à l'origine de ces machinations. Ils ne sont pas près d'oublier de sitôt ce coup de Jarnac. La liste de ces interprétations spécieuses ne se limite d'ailleurs pas seulement à ce coup bas. Il ne reste plus d'autre recours apparemment que celui au litige.

Comme si cela ne suffisait pas en matière de coups à encaisser, le ministère de la Sécurité sociale avance avec les mêmes bonnes intentions pour présenter son avant-projet de réforme des pensions, qui se résume jusqu'à présent à la formule lapidaire «travailler plus longtemps pour gagner moins», ou tout au plus la même chose avec un pouvoir d'achat moindre. Pour les retraités actuels, qui à leurs débuts ne gagnaient déjà pas gros, le spectre de la diminution voire de l'abolition de l'ajustement des pensions est un hôte bienvenu dans les cénacles patronaux et gouvernementaux. Aux retraités, cela rappelle le goût amer de leur pitance de début de carrière, quand ils ont cru que les beaux jours étaient encore devant eux. Par les temps qui courent, ils finissent par comprendre qu'ils risquent d'être mis à contribution une deuxième fois après une vie active longue et engagée au service du pays et à l'origine de sa prospérité. Pour eux aussi, on prévoit des lendemains qui ne chanteront pas.

Cependant, les responsables politiques actuels peuvent au moins se targuer d'une innovation qui fera sans doute date: jamais trois sans quatre. En effet, le ministère de l'Éducation nationale, bien connu pour ses crises de réformite aiguë à intervalles réguliers au rythme des changements ministériels, s'est lancé depuis des



Le projet de loi portant modulation du système d'indexation aura sans aucun doute de sévères répercussions négatives sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés (voir à ce sujet l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, pages 6-7)

années déjà dans une réforme exhaustive de notre système d'éducation, en abordant maintenant le cycle supérieur de l'enseignement secondaire comme si le système antérieur, qui jusqu'à présent a fait ses preuves, datait du Moyen Âge.

Sans procéder à la moindre évaluation des réformes déjà réalisées, faisant fi des mises en garde des enseignants confrontés aux séquelles des réalités sur le terrain, les réformateurs impénitents avancent inexorablement – sûrs de leur cause, comme si c'était le Saint Graal. Tout en bureaucratisant la tâche des enseignants, ils écorcent l'atout majeur du trilinguisme, ils taillent en pièces les sections spéciales existantes sur un schéma dualiste, simplifiant et allégeant les programmes. Leur objectif majeur, c'est d'augmenter coûte que coûte le taux de réussite des bacheliers et autres diplômés de tout crin quittant l'école plus tard avec des diplômes de pacotille, comme jadis les bacheliers français des années quatre-vingt ou les diplômés allemands de la «Gesamtschule» des années soixante-dix et après. À pareil rythme des innovations, nos étudiants devront bientôt tous passer des examens d'admission aux universités étrangères, et leurs

futurs employeurs feront grise mine en regardant leurs diplômes bradés – avec les meilleures intentions bien entendu. Les enseignants sur le terrain, à tous les niveaux, réagissent avec des explosions de colère ou par des phases de démotivation et de dépression.

Du côté officiel, on ne cesse de proclamer tout haut l'ouverture au dialogue, un dialogue de sourds selon la devise bien connue «c'est mon opinion et je la partage, qu'attendez-vous?»

Dans le monde politique, le parti majoritaire au pouvoir, serrant les rangs derrière un chef inattaquable, avance sans broncher; son partenaire junior, oublieux de son programme social et des leçons de 1998, lui emboîte le pas. Des deux partis d'opposition les plus importants, l'un ne sait plus trop bien ce que veut dire une alternative crédible au pouvoir, l'autre ne guette que le moment d'être élu comme nouveau partenaire junior. Quel manège! Entre-temps, sous l'impact de tous ces débordements de réforme, sonne le glas de la paix sociale et attend un avenir incertain. En période de crise, n'avons-nous vraiment pas mieux à faire?!

Emile HAAG

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

CGFP-Nationalvorstand

CGFP erteilt Regierungsentscheidungen klare Absage

Negative Auswirkungen auf Kaufkraft der Beschäftigten



Im Anschluss an den Nationalvorstand sprach die CGFP-Führung beim traditionellen Neujahrsempfang Klartext: Während sie die von Regierungsseite beschlossenen Index-Modulierungen kategorisch ablehnt, fordert sie in Sachen Reform des Beamtendienstrechts eine sofortige Nachbesserung des Reformvorhabens.

Foto: Steve Heiliger

Für den Erhalt des „Ajustement“

Stichwort Renten und Pensionen: Vor dem Hintergrund der nun bevorstehenden Pensionsreform sprach sich der CGFP-Nationalvorstand noch einmal ganz deutlich für den Erhalt des „Ajustement“, der regelmäßigen Anpassung der Renten und Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung, aus, handle es sich dabei doch um eine hart erkämpfte soziale Errungenschaft. Durch diese nachträglich vorgenommene Aufwertung sollen auch die Pensionierten ihren gerechten Anteil an der allgemeinen Gehalts- und Lohnentwicklung haben. Die CGFP jedenfalls werde sich auch künftig mit aller Entschlossenheit dafür einsetzen, dass den Ruheständlern und Hinterbliebenen diese geschuldete Anpassung zuteil werde und das „Ajustement“ nach altbewährter Tradition im gewohnten Zwei-Jahres-Rhythmus erfolge.

Letzte Aufforderung an die Regierung

Was nun die für den öffentlichen Dienst vorgesehene Reform des Beamtendienstrechts betrifft, wiederholte der CGFP-Nationalvorstand noch einmal diejenigen Punkte aus dem Vorprojekt, die eindeutig vom Verhandlungsergebnis abweichen.

Zu den im nun vorgelegten Entwurf enthaltenen Maßnahmen, mit denen sich die CGFP keinesfalls einverstanden erklären kann, zählt zunächst einmal die Anwendung des von Regierungsseite in Vorschlag gebrachten Korrektionsmechanismus, der, entsprechend den Abmachungen, nicht nur zum Zeitpunkt der Festanstellung spielen dürfe, sondern während der gesamten Laufbahn Einbußen wettmachen müsse. Alles andere käme Beeinträchtigungen während der gesamten Laufbahn gleich, was aber auch zu keinem einzigen Zeitpunkt Gegenstand der Gespräche gewesen sei. Nachdem die CGFP nun schon mehrfach auf diese Fehlinterpretation hingewiesen hat, hat der CGFP-Nationalvorstand nun in dieser Frage eine letzte Aufforderung an die für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitglieder gestellt. Demzufolge erwarte sich die CGFP noch vor Beginn der Einzelgespräche mit den CGFP-Fachverbänden eine den Abmachungen entsprechende Reaktion in gerade dieser Angelegenheit, andernfalls die CGFP sich gezwungen sehe, umgehend die Schlichtungsprozedur einzuleiten.

Dass die im neu zu schaffenden „niveau supérieur“ vorgesehenen Beförderungen auf Drängen der CGFP nun doch automatisch erfolgen, nahmen die Delegierten zur Kenntnis. Den letztendlich vorgelegten Bewertungsmechanismus und die damit verbundenen recht aufwändigen Mitarbeitergespräche werteten sie noch immer als „unsinnig“, weil diskriminierend und nicht umsetzbar, da viel zu arbeits- und kostenintensiv.

s.h.

Die im Rahmen der vorgesehenen Sparmaßnahmen von Regierungsseite vorgelegten Index-Modulierungen hat der jüngste CGFP-Nationalvorstand nach genauer Analyse als „keinesfalls hinnehmbar“ zurückgewiesen. Durch den Eingriff in den Index-Mechanismus könnten über die kommenden drei Jahre bis zu zwei Index-Tranchen dem Salarium verlorengehen, begründeten die CGFP-Delegierten ihre kategorisch ablehnende Haltung. Darüber hinaus riskiere die Verfälschung des Warenkorbs der erste Schritt in Richtung Infragestellung der Preisindexierung zu sein.

Aus all diesen Überlegungen heraus lehne die CGFP die von Regierungsseite beschlossene, aber noch nicht von der Abgeordnetenversammlung gutgeheißene Maßnahme mit aller Entschiedenheit ab, so die unmissverständliche Botschaft. An alle interessierten Kreise, insbesondere an die beiden anderen national repräsentativen Gewerkschaften, erging denn auch der Appell, sich dieser ablehnenden Haltung anzuschließen.

Die einseitig von der Regierung beschlossenen Sparmaßnahmen waren in der Tat ein zentrales Thema des jüngsten CGFP-Nationalvorstandes, der am Mittwoch, dem 4. Januar 2012, zu seiner ersten Sitzung im neuen Jahr zusammengekommen war. Hingewiesen wurde noch einmal auf die Anmaßung der Patronatsvorgaben für die für Mitte Dezember anberaumte Tripartite-Sitzung, die den Gewerkschaften keine andere Wahl gelassen hätten, als dem Verhandlungstisch fernzubleiben.

Die Regierungsentscheidung, über die kommenden drei Jahre höchstens eine Index-Tranche im Jahr auszahlen zu wollen, und das ungeachtet der allgemeinen Preisentwicklung, steht für die CGFP-Delegierten in krassem Widerspruch zu der üblicherweise von der Politik genutzten Argumentation, man solle vor weitreichenden Entscheidungen die weiteren Entwicklungen erst einmal abwarten. Erinnert wurde da-

ran, dass es sich beim Index um eine hart erkämpfte soziale Errungenschaft handle, die im Jahre 1921 zunächst im öffentlichen Dienst eingeführt und erst viel später auf die anderen Wirtschaftssektoren ausgedehnt worden sei. Dass durch die Regierungsentscheidung bis zu zwei Index-Tranchen verlorengehen könnten, sei allein schon deswegen nicht hinnehmbar, weil es sich beim Index keinesfalls um eine Gehaltserhöhung, sondern bestenfalls um einen nachträglich geschuldeten Teilausgleich des Kaufkraftverfalls handle.

Dass die Auswirkungen der nun vorgelegten Regierungsentscheidung weit über drei Jahre hinausreichen, bemerke man bei einer genaueren Lektüre des nun verfügbaren Gesetzesentwurfs. So sollen nämlich nach Auszahlung der letzten, nach Vorstellungen der Regierung auf Ende 2014 rückverlegten Tranche die Zähler wieder auf Null gestellt werden. Die Inflationsrate zwischen einerseits dem Erfall und andererseits der Auszahlung dieser Tranche würde demnach vollends verlorengehen – eine keinesfalls annehmbare Vorstellung. Auch vermisste man in der gesamten Darstellung eine Verzichtsklausel für den Fall, dass sich die wirtschaftliche oder finanzielle Lage des Landes kurz- oder mittelfristig verbessern sollte.

Begleitmaßnahmen unzulänglich

Die Verfälschung des Index-Warenkorbs werteten die CGFP-Delegierten schlicht und ergreifend als „der Anfang vom Ende des bewährten Systems“. Die Entfernung von bestimmten Produkten aus dem Index-Warenkorb, so hieß es, sei ein tiefgreifender Eingriff in den Index-Mechanismus, und das unabhängig davon, um welche Produkte es sich dabei handle. Und wenn schon über eine Veränderung der Zusammensetzung des Warenkorbs diskutiert werden solle, müsse sich auch mit der Frage

beschäftigt werden, ob nicht gleichzeitig auch andere Produkte in die Berechnungen aufgenommen werden sollten. Nach Ansicht der CGFP-Delegierten müsse beispielsweise dem Wohnungsbau und – damit verbunden – der Entwicklung der Immobilienpreise eine ganz andere Gewichtung zukommen. Auch solle erst einmal eine Analyse der derzeitigen Verbrauchergewohnheiten gemacht werden. Und wer zur Berechnung der Indexierung die Entwicklung der Erdölpreise nur noch teilweise in Betracht ziehen wolle, müsse auch dialogbereit sein, wenn es darum ginge, den öffentlichen Nahverkehr auszubauen und den Benutzern dessen Nutzung kostenlos zur Verfügung zu stellen. Aufgeworfen wurde auch die Frage nach einem Preisstopp und einer Reform der Zulieferungsabläufe, seien es doch die Preissteigerungen, die letztendlich die Inflation antrieben.

Die von Regierungsseite vorgelegte Entscheidung habe unweigerlich negative Auswirkungen auf den Kaufkraft-erhalt, dies umso mehr, als auch die Steuertabelle schon über Jahre nicht mehr an die Preisentwicklung angepasst worden sei. Sollte es dennoch zur Verabschiedung des Regierungsentwurfs kommen, müssten die darin enthaltenen Einschnitte unbedingt von sozialen und steuerlichen Anpassungen begleitet werden, um die so entstandenen Verluste auszugleichen. Die bis dato erwogenen Begleitmaßnahmen jedenfalls blieben unzulänglich.

Stichwort „Böllegen Akt“: Der CGFP-Nationalvorstand sprach sich einmal mehr gegen die Neuregelung der Zugangsbestimmungen zum „Böllegen Akt“ aus, die weitgehend auf dem Buckel der Klein- und Mittelverdiener ausgetragen werden soll und daher alles andere als sozial gerecht sei. Die CGFP-Delegierten erwarten sich auch in dieser Frage eine Kehrtwende von Seiten der Regierung, ansonsten mit gewerkschaftlichem Widerstand zu rechnen sei.



S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. : (+352) 4015-1

Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI)

CESI-Vorsitzender auf Arbeitsbesuch bei der CGFP



Bei seinem Arbeitsbesuch in Luxemburg traf der CESI-Vorsitzende Peter Heesen (Bildmitte) zu Gesprächen mit der CGFP-Exekutive...

Gerade in Krisenzeiten dürfe auf europäischer Ebene nicht ausschließlich dem Stabilitäts- und Wachstumsgedanken ein besonderes Augenmerk zukommen, sondern müsse insbesondere auch dem sozialen Aspekt eine wesentliche Bedeutung zukommen. Das wiederum setze Solidarität voraus, auch innerhalb der CESI, wo nur ein starkes Miteinander deren Ansehen und Einflussnahme nachhaltig fördern könne.

So lautete das Fazit eines mehrstündigen Gesprächs der CGFP-Exekutive mit dem Präsidenten der CESI, Peter Heesen, zugleich Bundesvorsitzender des Deutschen Beamtenbundes dbb. Als europäischer Dachverband für Gewerkschaftsorganisationen aus zahlreichen europäischen Ländern vertritt die CESI die Interessen von mehreren Millionen Arbeitnehmern. Als anerkannter europäischer Sozialpartner nimmt sie aktiv am Prozess des europäischen sozialen Dialogs teil. Seit deren Gründung gehört die CGFP der CESI, der einzigen wirklich unabhängigen Gewerkschaftsorganisation auf europäischer Ebene, als Mitgliedsorganisation an. Mit CGFP-Generalsekre-

tär Romain Wolff stellt die CGFP einen der stellvertretenden Vorsitzenden der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften.

Bei dem in freundschaftlicher Atmosphäre geführten Gespräch wurden u.a. nationale Themen wie die von Regierungsseite beabsichtigte Überarbeitung des Beamtendienstrechts oder die bevorstehende Bildungsreform angesprochen. Andere Themen waren die Altersstruktur der europäischen Bevölkerung und die Auswirkungen der Zuwanderung auf die verschiedenen europäischen



... und mit Außenminister Jean Asselborn zusammen, wobei sowohl nationale als auch außenpolitische Themen im Mittelpunkt standen

Fotos: Steve Heilliger

Staaten. Der Wandel der Gegebenheiten jedenfalls habe letztendlich auch einen Einfluss auf die Arbeit innerhalb der Gewerkschaften, die sich den daraus ergebenden Herausforderungen und Anforderungen immer wieder von neuem stellen müssten.

Bei dem Gedankenaustausch mit Außenminister Jean Asselborn standen erwartungsgemäß außenpolitische Themen im Vordergrund, so etwa die politischen Entwicklungen in Ungarn oder die gewaltsamen Auseinandersetzungen im Nahen Osten.

s.h.

Die CGFP zu den Regierungsentscheidungen

Gleich nach Bekanntgabe der Regierungsentscheidungen am vergangenen 16. Dezember reagierte die CGFP in einer ersten Stellungnahme, die wir nachstehend im Wortlaut abdrucken möchten:

Die Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP bedauert zutiefst, dass die Arbeitgeberunion UEL der von Gewerkschaftsseite erhobenen Forderung, ihren im Vorfeld zur geplanten Tripartite-Runde vorgelegten Maßnahmenkatalog zurückzuziehen, nicht nachkommen wollte.

Die CGFP hat insofern kein Verständnis für diese starre Haltung auf Arbeitgeberseite, als es sich bei den Patronatsabsichten um unannehmbare Maximalforderungen von provokativem Halbernst handelt und die Gewerkschaften, im Gegenteil zu den Arbeitgeberverbänden, durchaus zu Kompromissen bereit gewesen sind.

Den in der öffentlichen Meinung mehrfach geäußerten Vorwurf des „Boykotts“ und der „Politik der leeren Stühle“ weist die CGFP weit von sich. In Anbetracht der Kühnheit der Patronatsvorgaben, die in der Tripartite als Verhandlungsbasis hätten gelten sollen, blieb den Gewerkschaften, als verantwortungsbewusste Sozialpartner, in der Tat keine andere Wahl, als dem Verhandlungstisch fernzubleiben.

Was nun die im Zuge der Ministerrat-Entscheidungen getroffenen Maßnahmen betrifft, nimmt die CGFP zur Kenntnis, dass der Mindestlohn, anders als von Arbeitgeberseite gefordert, zum 1. Januar 2013 angepasst wird. Alles andere wäre in der Tat einem tiefgreifenden Einschnitt gleichgekommen und hätte insbesondere negative Folgen auf die Kaufkraft der Mindestlohnempfänger gehabt.

Die Regierungsentscheidung, über die kommenden drei Jahre höchstens eine Index-Tranche im Jahr auszahlen zu wollen, und das ungeachtet der allgemeinen Preisentwicklung, steht stattdessen in krassem Widerspruch zu der üblicherweise immer wieder von der Politik genutzten Argumentation, man solle vor weitreichenden Entscheidungen die weiteren Entwicklungen erst einmal abwarten. Die CGFP erinnert an dieser Stelle daran, dass die automatische Anpassung der Löhne und der Gehälter an die Inflation keineswegs einer Gehaltsaufbesserung gleichkommt, sondern lediglich einen Teil des über einen gewissen Zeitraum entstandenen Kaufkraftverlustes ausgleicht, was insbesondere auch der nationalen Wirtschaft, allen voran dem Handel und dem Handwerk, zugute kommt.

Die Entfernung von bestimmten Produkten aus dem Index-Warenkorb wertet die CGFP als schwerwiegenden Eingriff in den Index-Mechanismus, unabhängig davon, ob es sich dabei um lebensnotwendige Produkte handelt oder nicht. Und wenn die Regierung schon Veränderungen in dessen Zusammensetzung vornehmen will, muss sich laut CGFP auch mit der Frage beschäftigen, ob nicht gleichzeitig auch andere Preisentwicklungen in den Index einfließen müssten. Ungeachtet davon wiederholt die CGFP ihre Forderung nach einem Preisstopp, sind es doch die Preissteigerungen, die letztendlich die Inflation antreiben.

Erwähnen wir der Vollständigkeit halber, dass der CGFP-Nationalvorstand das von Regierungsseite vorgelegte Maßnahmenpaket Anfang Januar im Detail analysieren wird, um dann, in Kenntnis der genauen Sachlage, reagieren zu können.

Beim Wort genommen!

Liebenswürdigkeiten an die Adresse der öffentlichen Funktion

„(...) Mit Neuerungen ist das halt so eine Sache. Jeder schimpft auf den Reformstau. Kommt dann doch mal was, fürchten alle um ihre Pfründe. Das tut auch der Verein der Besserverdiener. So war das nicht abgemacht, schimpft der böse Wolff von der CGFP und droht mal wieder mit Streik.“

Dani Schumacher,
Luxemburger Wort, 10.12.2011

„(...) Nur die CGFP wettet gegen die Index-Regelung. Schließlich hat ihre Klientel ja auch am meisten zu verlieren.“

Schönes Fest!“

Dani Schumacher,
Luxemburger Wort, 17.12.2011



pour une fonction publique

- ▶ **indépendante,**
- ▶ **unie**
- ▶ **et solidaire**

StandPunkte

Geht es unserem altbewährten, in langen Jahren von unseren gewerkschaftlichen Vorgängern zunächst für den öffentlichen Dienst erkämpften, später dann auf alle Sektoren ausgedehnten Indexsystem nun endgültig an den Kragen? Vieles deutet darauf hin, wenn man die am 16. Dezember von der Regierung eingereichte Gesetzesvorlage, gekoppelt an die Regierungsabsicht, verschiedene Produkte aus dem Indexwarenkorb zu entfernen, einmal genauer unter die Lupe nimmt.

Um die wirkliche Tragweite dieses Vorhabens aus gewerkschaftlicher Sicht besser zu verstehen, ist es nicht unwesentlich, zurück zu blicken auf die verschiedenen wichtigen historischen Etappen, basierend auf den fundierten Erkenntnissen, die Pierre Camy, der ehemalige Generalsekretär der CGFP-Vorläuferorganisation AGF, vor Jahrzehnten unter anderem in seinen „Cahiers économiques“ im Detail dargelegt hatte.

Die Geburtsstunde des Index geht auf das Jahr 1921 zurück. Zu jenem Zeitpunkt, genauer gesagt durch Gesetz vom 9. August 1921, wurde der Index nämlich offiziell zu allererst bei der Eisenbahn und im öffentlichen Dienst eingeführt, um im weiteren Verlauf des 20. Jahrhunderts stufenweise auch auf die Privatwirtschaft übertragen zu werden.

Seit jener Zeit wurde die automatische Lohnanpassung an die Preisentwicklung mit Unterbrechung während des Zweiten Weltkrieges praktisch konstant angewandt. Einzig und allein die Ausführungsmethoden haben des Öfteren geändert.

Im Anschluss an den Zweiten Weltkrieg wurde angesichts damals ständig steigender Preise durch Gesetz vom 24. Dezember 1946 die Anpassung der Gehälter und Pensionen an die Inflation wieder eingeführt.

1948 ging dann als erstes Schlüsseljahr in die Indexgeschichte ein, wurde in dem Jahr der sogenannte „indice au coût de la vie“ doch definitiv festgesetzt. Durch eine weitere grundlegende Reform im Jahre 1972 wurden die heutzutage bekannten Tranchen von 2,5 Prozent eingeführt. Darüber hinaus kam die Regierung einer langjährigen gewerkschaftlichen Forderung nach der Einführung einer zum jetzigen Zeitpunkt nicht mehr bestehenden sogenannten „Vorabindextranche“ nach.

Erstaunlich, gerade auch vor dem Hintergrund der aktuellen Diskussionen, bleibt die damalige Entwicklung: Zwischen Mai 1972 und Dezember 1976 erfielen nicht weniger als 16 solcher Tranchen!

Einen letzten historischen Augenblick im „Leben“ des bestehenden Indexes stellt ohne den geringsten Zweifel das Gesetz vom 27. Mai 1975 dar. Seit seiner Verabschiedung durch das Parlament wurden und werden alle Gehälter und Löhne, Pensionen und Renten, wenn auch nachträglich, so doch **automatisch** an die Preisentwicklung, die Inflation also, angepasst, dies sowohl im Privatssektor als auch im öffentlichen Bereich. Dies war keine Selbstverständlichkeit und kam nur durch unermüdlichen, gewerkschaftlichen Einsatz zustande, und gerade aus diesem Grunde ist es für die CGFP und alle anderen Gewerkschaften inakzeptabel, dass gerade jetzt der Anfang vom Ende des Index von der CSV/

Automatische Indexanpassung: Ein Abschied auf Raten?



Romain Wolff, CGFP-Generalsekretär

LSAP-Regierung, offensichtlich mit der Zustimmung einiger Oppositionsparteien, eingeläutet werden soll.

Dieser altbewährte Index-Mechanismus stellt zwar keine wirkliche Erhöhung der Reallöhne dar, dennoch ist es ein nachträglich vorgenommener Teilausgleich für den bis dahin entstandenen Kaufkraftverlust, für viele arbeitende Menschen ganz oft der einzige Lohnzuwachs überhaupt. Die Anpassung darf auch nicht nur, wie von Patronatsseite ganz oft behauptet, als Kostenfaktor gesehen werden, sondern auch und vor allem als Garant des sozialen Friedens und somit auch als nicht zu unterschätzender Vorteil für den Wirtschaftsstandort Luxemburg.

Durch die jetzt in der Gesetzesvorlage vorgesehene, über das Jahr 2014 hinaus geltende Manipulierung des Indexsystems und die angekündigte Herausnahme verschiedener Produkte aus dem Warenkorb wird der Staat, falls überhaupt, auf Grund hierdurch zurückgehender Einnahmen, recht wenig auf Kosten der Gehaltsempfänger einsparen. Darüber hinaus wird es unverkennbar in absehbarer Zeit zu einer deutlichen Aushöhlung dieser in einzelnen Bereichen seit über 90 Jahren geltenden und über Jahrzehnte gewerkschaftlich hart erkämpften sozialen Errungenschaft kommen.

Sollte diese Gesetzesvorlage, gekoppelt an die angekündigte Entfernung einzelner Konsumprodukte, egal welcher Art, aus dem Indexwarenkorb am 26. Januar von den vom Wähler ins Parlament entsandten Volksvertretern verabschiedet werden, dann ist der Index nur noch eine leere Hülle, und **automatisch** kann die Anpassung dann schon überhaupt nicht mehr genannt werden. Einzige Nutznießer dieser Maßnahme wäre das Patronat, zu den eindeutigen Verlierern jedoch zählten die Lohnabhängigen in allen Bereichen. Ob überhaupt und, wenn ja, wie viel der Staat dabei spart, ist vollkommen ungewiss.

Falls die Gesetzesvorlage vom Parlament dennoch in der ursprünglichen Form abgesegnet werden sollte, dann muss sie schnellstmöglich, noch vor den Wahlen 2014, wieder zu Gunsten des Erhalts der Kaufkraft und des sozialen Friedens abgeändert werden. Ein Abschied auf Raten der automatischen Index-Anpassung ist aus CGFP-Sicht jedenfalls nicht hinnehmbar!

Anschlag auf den Rechtsstaat

Das Dienstrecht der öffentlichen Beamten ist durch Gesetz festgelegt, erstmals durch das Gesetz vom 8. Mai 1872 betr. die Rechte und Pflichten des Beamten. Dessen grundlegende Neuordnung erfolgte hundert Jahre später durch das Gesetz vom 16. April 1979 betr. das Allgemeine Staatsbeamtenstatut.

In Ausführung der Verfassung sind die Beziehungen des öffentlichen Beamten zu seinem Dienstherrn – dem Staat – durch Gesetz geregelt. Bei uns wie auch anderswo.

Seither ist das Beamtengesetz mehrfach abgeändert, bzw. den neuzeitlichen Entwicklungen angepasst worden, jedoch ohne grundsätzliche Umgestaltung.

Die aus den Parlamentswahlen des Jahres 2009 hervorgegangene Regierung hat sich tiefgreifende Reformen vorgenommen. Aufgrund der Vorschläge einer anonymen Arbeitsgruppe will das Ministerium der öffentlichen Funktion einschneidende Eingriffe im Beamtenrecht vornehmen, auf die im Detail noch zurückzukommen bleibt, gibt es doch der Ungereimtheiten eine Menge.

Dieser Beitrag befasst sich mit einem besonders weittragenden Einschnitt in das Beamtendienstrecht, der gravierende Konsequenzen haben dürfte und ohne Zögern als einen ruchlosen Anschlag auf den Rechtsstaat qualifiziert werden darf:

„*Sans préjudice des dispositions prévues à l’alinéa 5 ci-dessous, les*

fonctionnaires nommés à une fonction dirigeante sur la base de la présente loi doivent faire preuve des compétences de direction et d’encadrement requises pour l’exercice de leurs fonctions. Ces compétences font l’objet d’un système d’appréciation dont les conditions et modalités sont fixées par voie de règlement grand-ducal.

*Les fonctionnaires visés à l’alinéa qui précède peuvent être révoqués s’il existe un désaccord fondamental et persistant avec le Gouvernement sur l’exécution de leurs missions ou s’ils se trouvent dans une incapacité durable d’exercer leurs fonctions“.**

Aber es kommt noch besser: „*Toutefois, les agents nommés aux fonctions de chef d’état-major, de directeur général de la Police ou de directeur du Service de Renseignement peuvent être révoqués de leurs fonctions avec effet immédiat et sans autre forme de procédure. Les décisions prises au sens du présent alinéa sont sans recours devant les juridictions administratives“.**

Hier nimmt sich die Regierung das Recht, leitende Beamten auf Führungspositionen jederzeit, ohne Federlesens, ohne Einspruchsmöglichkeit, ohne Berufungsmöglichkeit, nach eigenem Gutdünken rücksichtslos aus ihrem Amt zu jagen, wenn sie nicht willfährig und unterwürfig der jeweiligen politischen Führung zu Diensten stehen.

Dies bedeutet Willkür in höchster Potenz wie jener sagen würde.

Sind die Urheber dieser Texte etwa von allen guten Geistern verlassen, oder sind sie wirklich schlechten Willens?

Man hat in der Vergangenheit erlebt, wozu parteipolitische Härte fähig ist. Die Affären sind noch in bester Erinnerung, wobei die Justizorgane Recht sprachen und die politischen Verantwortlichen in ihrem selbstherrlichen, eigenmächtigen Vorgehen in die Schranken verwiesen.

Dem soll nunmehr abgeholfen werden, dadurch, dass die jetzigen und künftigen leitenden Beamten welcher Laufbahn auch immer in totale Abhängigkeit von der (partei)politischen Führung gebracht und zum wehrlosen Instrument der Regierung entmündigt werden.

Dabei beansprucht die Regierung für sich Straffreiheit per Gesetz. Sie soll schalten und walten können nach Belieben, nach freiem Ermessen, ohne Rechenschaft ablegen zu müssen, nach dem Motto: „Und bist du nicht willig, so brauch’ ich Gewalt“.

Alle derzeitigen und künftigen leitenden Beamten in Führungsämtern müssen sich darauf einrichten, jederzeit, sollten sie nicht die Gewähr bieten, aus ihrem Amt hinauskomplimentiert zu werden.

Man glaubte, nach der Befreiung vom Nazijoch im Jahre 1944, das berühmte „Bietet nicht die Gewähr“ sei definitiv aus Praxis und Sprachgebrauch verschwunden.

Sind wir etwa auf dem Weg zurück in den Obrigkeitsstaat?

Dies scheint der Fall zu sein, wenn man bedenkt, dass mit vorerwähnten Maßnahmen ein perfide ausgeklügeltes Bewertungssystem einhergeht, das sich nicht bloß auf Amtsvorsteher beschränkt, sondern alle Staatsbediensteten erfassen und gefügig machen soll.

Dem muss sich widersetzt werden, weil dies alles unvereinbar ist mit dem herkömmlichen bewährten Beamtendienstrecht und in offenem Widerspruch steht zum Gesetz vom 1. Dezember 1978 „*réglant la procédure administrative non contentieuse*“.

Es wäre an der Zeit, dass sich der Justizminister, als Rechtssoziologe, der Angelegenheit annehmen würde, seinen Kollegen Beamtenminister in die Schranken verweisen und dem ganzen Spuck ein Ende bereiten würde.

Wie dem auch sei: Gottlob verfügt man neuerdings über ein Verfassungsgericht. Und dazu gibt es auch noch den Europäischen Menschenrechtsgerichtshof in Straßburg.

C.Sch.

* Diese Bestimmungen findet man im Internet unter der Adresse <http://www.fonction-publique.public.lu/fr/actualites/2011/10/avant-projets/textes-pdf/avpl_modif_.pdf>, auf Seite 34 des 246-seitigen Dokumentes

Chambre des fonctionnaires et employés publics

Une menace pour le pouvoir d'achat

Avis sur le projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Par dépêche du 16 décembre 2011, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Si ce dernier est relativement anodin puisqu'il emploie le verbe «adapter» en relation avec «certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements», la référence attribuée par ses auteurs à la lettre de saisine précitée trahit les véritables intentions du gouvernement. En effet, elle se lit comme suit: «plrlw/loi modulant indice»!

Concrètement, le projet de loi entend limiter à trois au maximum le nombre des adaptations indiciaires pouvant avoir lieu au cours des années 2012 à 2014 inclus, payables chaque fois au 1^{er} octobre au plus tôt.

Ensuite, il dispose que toute tranche supplémentaire éventuellement déclenchée «et non appliquée» sera annulée, c'est-à-dire définitivement perdue pour les salariés.

Finalement, pour le cas où une adaptation indiciaire aurait lieu en 2014, le point de départ pour le calcul de la cote d'échéance subséquente ne sera pas la moyenne semestrielle ayant déclenché l'adaptation, comme tel a toujours été le cas jusqu'ici, mais celle «correspondant au mois précédant cette adaptation» – ce qui signifie qu'une tranche supplémentaire risque d'être perdue.

* * *

Étant donné que la lettre de saisine est datée au 16 décembre 2011, que cette date est celle à laquelle le comité de coordination tripartite aurait dû se réunir, et qu'on ne rédige pas un projet de loi de quelque 15 pages (exposé des motifs, texte du projet, fiche financière, texte coordonné et commentaire des articles fouillés, avec tableaux et graphiques basés sur cinq hypothèses différentes) en quelques heures, il est évident que le dossier avait été bouclé et que le gouvernement avait pris sa décision bien avant la date prévue pour la réunion tripartite. La Chambre des fonctionnaires et employés publics prend acte de cette conception assez particulière de la notion de «dialogue social».

Dans ce contexte, la Chambre rappelle également que l'accord bilatéral gouvernement-syndicats conclu après l'échec de la tripartite en 2010 avait retenu ce qui suit:

«Dans l'hypothèse où en 2012 une tranche indiciaire serait à appliquer après un délai de moins de 12 mois depuis l'application de la tranche indiciaire précédente, le gouvernement et les partenaires sociaux se concerteront pour évaluer la situation et les conclusions qu'il convient d'en tirer».

Dans le nouveau cas de figure du projet sous avis, rien de tel: pas de concertation alors qu'une tranche indiciaire est sur le point d'échoir!



Alors que, une fois de plus, les seules entreprises vont en bénéficier, le projet de loi sous avis aura sans aucun doute de sévères répercussions négatives sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés

La Chambre des fonctionnaires et employés publics s'oppose avec force au projet de loi sous avis, et ce pour toute une série de raisons.

Pourquoi une échelle mobile des salaires?

D'aucuns semblent avoir oublié que l'adaptation des salaires, traitements, pensions etc. à l'évolution du coût de la vie est effectuée *a posteriori*, c'est-à-dire que l'augmentation des revenus n'intervient qu'après celle des prix des biens et services, et qu'il n'y aurait aucune adaptation des revenus sur la base de l'échelle mobile s'il n'y avait pas auparavant un renchérissement du coût de la vie. C'est là que le bât blesse, de sorte qu'il faudrait tout mettre en œuvre pour juguler l'inflation. Il est trop facile de tout mettre sur le dos des prix pétroliers (qui, après leur chute brutale au deuxième semestre 2008, se retrouvent aujourd'hui plus ou moins au même niveau qu'il y a quatre ans). Pourquoi le gouvernement n'entreprend-il rien au niveau des prix dits «administrés»? Et comment se fait-il que des entreprises et autres commerces relèvent leurs prix de 2,5% – et parfois plus – dès qu'il y a eu échéance d'une tranche indiciaire, et ce sur toutes les marchandises qu'ils vendent alors que celles-ci ne sont en aucune relation avec le coût salarial? Et qu'en est-il des réseaux ou circuits de distribution européens de certains biens, ou des «intermédiaires» – par lesquels il

faut bien sûr passer obligatoirement – se remplissent les poches sans même avoir vu la marchandise avec laquelle ils font commerce?

D'autres sujets qu'on «oublie» régulièrement d'abord sont ceux des prix surfaits et des marges bénéficiaires excessives. Si le pays connaît vraiment une crise grave, pourquoi ne pas avoir recours à une mesure exceptionnelle, et carrément décréter un blocage (temporaire) des prix?

Quoi qu'il en soit, ce n'est certainement pas en supprimant l'Office des prix (en 2004) et en instituant un Observatoire de la formation des prix (en 2010/11) que les problèmes abordés ci-dessus peuvent être résolus.

Est-il vraiment besoin de rappeler que l'indexation des salaires, traitements et pensions ne représente pas une augmentation des revenus, mais n'est que la compensation de la perte du pouvoir d'achat suite à l'inflation? Et que le maintien voire le renforcement du pouvoir d'achat devrait être la préoccupation première si l'on veut faire tourner l'économie?

L'argumentation gouvernementale

Dans les cinq alinéas figurant à la dernière page de l'exposé des motifs, la Chambre a rencontré à huit reprises le terme «compétitivité»: «compétitivité globale», «compétitivité-coûts», «com-

pétitivité externe», «compétitivité de l'économie», «compétitivité-prix» etc., de sorte que l'on se demande si le dossier a vraiment été rédigé au Ministère ou s'il a été soumis à ce dernier par les scribes zélés des milieux patronaux.

S'est-on jamais posé la question de savoir pour quelle raison 150.000 frontaliers font chaque jour un déplacement qui dépasse souvent les 100 kilomètres pour venir travailler dans un pays qui va aussi mal? Et pourquoi ce même pays réussit à créer bon an, mal an plus de 10.000 postes de travail nets supplémentaires? Et pourquoi le flot de nouvelles entreprises désireuses de s'installer dans un tel pays ne s'arrête pas?

Quoi qu'il en soit, la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que le projet de loi sous avis profite en première ligne, pour ne pas dire exclusivement, aux milieux patronaux. D'ailleurs, l'alinéa final de l'exposé des motifs le confirme en affirmant que «le dispositif proposé ... contribuera à donner un certain répit aux entreprises et accessoirement aux finances publiques».

Quant à ce dernier bout de phrase, la Chambre n'en est même pas tout à fait convaincue. S'il est clair qu'il ne lui viendrait jamais à l'esprit de contester que l'échéance d'une tranche indiciaire entraîne une augmentation des dépenses étatiques (frais de personnel, adaptation des prestations sociales etc.), il faut toutefois se rendre compte que, de l'autre côté, cette tranche indiciaire est également à l'origine d'un considérable surplus de recettes étatiques puisqu'une bonne partie en retombera dans les caisses de l'État à titre d'impôt sur les salaires de tous les salariés, y compris ceux du secteur privé – qui, par définition, ne sont pas rémunérés par l'État.

D'après les informations publiées par la presse, le report de la seule tranche indiciaire 2012 au 1^{er} octobre économiserait 225 millions d'euros aux entreprises et 50 millions d'euros à l'État. Or, si l'on fait abstraction des charges patronales dans les salaires (± 15%), et dans l'hypothèse où 20% seulement des 195 millions restants rentreraient à nouveau dans les caisses de l'État par le biais des impôts directs – ce qui est tout à fait plausible puisque le taux d'imposition maximal marginal se situe, impôt de solidarité compris, au-delà du double, avec 40,56% – cela signifierait une recette étatique supplémentaire de près de 40 millions d'euros! En y ajoutant les retombées fiscales de la partie des 50 millions de dépenses étatiques qui est payée à titre de traitements et salaires, il est fort probable que le coût net d'une tranche indiciaire pour l'État avoisine zéro. Ou bien, autrement dit, que toute manipulation de l'échelle mobile des salaires se fait au bénéfice exclusif des entreprises et commerces!

Toujours dans ce même contexte, il ne faut pas oublier que la suppres-

CGFP

Visitez notre site:

www.cgfp.lu



sion d'une tranche indiciaire, de même que son paiement tardif, entraînent des moins-values considérables pour la sécurité sociale (caisses de pension, caisse nationale de santé, assurance-accident) ainsi que pour le Fonds pour l'emploi, alimenté entre autres par l'impôt sur le revenu.

La portée du projet dans le temps

À première vue, et à la lecture de l'alinéa 1^{er} du nouveau paragraphe 10 qu'il est proposé d'ajouter à l'article 11 de la loi sur les traitements des fonctionnaires de l'État, la future loi se limiterait aux «années 2012, 2013 et 2014». Or, du fait que l'alinéa final prévoit «une remise à zéro du compteur d'inflation servant au déclenchement de la prochaine indexation», comme il est écrit au commentaire des articles, il est plus que probable que la loi continue à sortir ses effets bien au-delà, et même indéfiniment. Affirmer dans ces conditions que «le régime non modulé sera réintroduit de plein droit à partir du 1^{er} janvier 2015» – et cela à trois reprises dans le commentaire des articles – ne peut être qualifié autrement que de cynisme pur. L'euphémisme «remise à niveau» au lieu de «remise à zéro», employé à plusieurs reprises dans le dossier, va d'ailleurs dans le même sens.

Mais ce qui est bien plus grave, c'est que le projet ne prévoit pas la moindre «clause de révision» qui pourrait jouer au moment où la situation économique et financière, déjà bien confortable en comparaison de celle de nos voisins, s'améliorerait davantage.

Un tel dispositif est pourtant indispensable dans une loi qui porte sur 4 à 5 ans, alors surtout que le gouvernement ne cesse de répéter qu'il faut constamment observer l'évolution de la situation et prendre aux moments appropriés les décisions qui s'imposent au lieu de légiférer à long terme si l'avenir est incertain.

Finalement, la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'étonne que le gouvernement, mine de rien, engage et lie son successeur. En effet, comme il a été dit ci-avant, il y a de très fortes chances que la loi sorte ses effets au-delà du 31 décembre 2014. D'ailleurs, les auteurs du projet affirment eux-mêmes, à la page 8 du dossier soumis à la Chambre, que «dans l'exemple du cas 5, (...) le déclenchement qui normalement aurait lieu en décembre 2014 est ainsi reporté à février 2016 (!)». Aurait-on oublié que les prochaines élections législatives au Grand-Duché auront lieu en juin 2014?

Les positions de référence de l'indice et leur pondération

En dehors de la modulation du système d'indexation véhiculée par le projet de loi sous avis, le gouvernement a annoncé vouloir également manipuler les positions de l'indice et, partant, leur pondération, fixées par le règlement grand-ducal afférent du 20 décembre 1999.

Concrètement, il est projeté d'en supprimer la position «02. Boissons alcoolisées et tabac» et de ne plus considérer les produits pétroliers que jusqu'à un certain niveau.

Bien que ces mesures ne fassent pas l'objet du projet de loi sous rubrique, elles s'inscrivent dans le même contexte, et c'est la raison pour laquelle la Chambre tient à présenter certaines considérations à ce sujet.

C'est à juste titre que l'on peut se poser la question de savoir s'il est indiqué de suivre l'évolution du prix de produits nocifs pour la santé en incluant ceux-ci parmi les positions de référence de l'indice des prix à la consommation.

Aux yeux de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, il y a cependant un aspect fondamental à considérer, qui va bien au-delà de cette question d'ordre plutôt secondaire: il s'agit de l'altération des positions de l'indice.

En effet, en manipulant celles-ci, il est facile d'influencer l'évolution de l'indice. Pour la freiner, il suffit d'en enlever les articles qui connaissent la plus forte hausse des prix. En d'autres termes, toute modification de la composition du «panier», indépendamment du produit qu'elle concerne, est une atteinte grave au mécanisme en tant que tel, «le début de la fin» en quelque sorte, et la Chambre des fonctionnaires et employés publics s'y oppose catégoriquement.

Au-delà de cette remarque de principe, la Chambre donne à considérer – si déjà le gouvernement joue avec l'idée de modifier les positions de l'indice – qu'il y a certainement d'autres positions qui ne reflètent pas ou plus la réalité. Ainsi, la position «04.1. Loyers d'habitation réels» ne représente que 37,1%, c'est-à-dire moins de 4 pour cent, dans la pondération de l'indice. La Chambre des fonctionnaires et employés publics serait bien curieuse de voir le ménage qui ne dépenserait que 4% de son revenu pour se loger! Et les coûts d'acquisition en matière de logement (terrains et constructions), certainement parmi les plus chers sur la planète, n'y figurent pas du tout puisqu'il s'agit de dépenses «d'investissement» et non pas de dépenses «de consommation».

Conclusion

Alors que, une fois de plus, les seules entreprises vont en bénéficier, le projet de loi sous avis aura sans aucun doute de sévères répercussions négatives sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés, ce qui est d'autant plus grave que les barèmes de l'impôt sur le revenu n'ont plus été adaptés depuis des années à l'évolution du coût de la vie.

Pour cette raison, ainsi que pour toutes les autres présentées ci-avant, la Chambre des fonctionnaires et employés publics refuse d'acquiescer à la mise à mort «à la douce» du système d'indexation des salaires, traitements, pensions etc., qui a fait ses preuves depuis des décennies en garantissant la paix sociale, et elle s'oppose de toutes ses forces au projet de loi lui soumis pour avis.

Reform des Beamtendienstrechts

CGFP leitet Schlichtungsprozedur ein

Die Auseinandersetzung um die von der Regierung in die Wege geleitete grundlegende Reform des Beamtendienstrechts geht in eine weitere entscheidende Phase. Wie bereits angekündigt, hat die CGFP in dieser Frage nun offiziell den Schlichter angerufen. Damit kommt die CGFP-Exekutive einer Entscheidung des CGFP-Nationalvorstandes vom 4. Januar nach, der die Einleitung der Schlichtungsprozedur beschlossen hatte für den Fall, dass die Regierung bis zum Beginn der Gespräche mit den CGFP-Fachverbänden kein Einsehen bezüglich der Beanstandungen und Gegenvorschläge des Verhandlungspartners habe.

Bekanntlich weicht das auf Regierungsseite erarbeitete Vorprojekt zur Durchführung einer grundlegenden Reform im öffentlichen Dienst gerade in den entscheidenden Bestimmungen von der Vereinbarung ab. Das gilt neben sonstigen strittigen Punkten zunächst einmal für die Praktikantenausbildung und die Reform der Lehrinhalte, den unsäglichen Bewertungsmechanismus und die damit einhergehenden sogenannten Mitarbeitergespräche sowie das rechtlich äußerst fragwürdige Vorhaben betreffend leitende Führungskräfte.

Ein anderer strittiger Punkt betrifft den von Regierungsseite in Vorschlag gebrachten „Korrektionsmechanismus“, der laut CGFP nicht nur zum Zeitpunkt der Festanstellung, sondern während der gesamten Laufbahn spielen müsse, um auf diese Weise mögliche Einschnitte zu vermeiden.

CGFP dialogbereit

Den Vorwurf, den Dialog zu verweigern, weist die CGFP indes weit von sich. Sie bedauert stattdessen, dass ihrem Vorschlag auf weitere Gesprächsrunden – die CGFP hatte den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern in ihrem jüngsten Schreiben gleich mehrere Terminvorschläge unterbreitet – keine Beachtung geschenkt wurde.



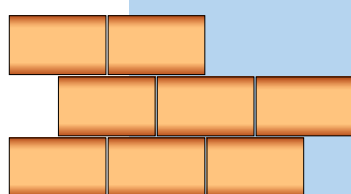
- **parteipolitisch unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

CGFP-Baukredit



**Ihr
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP 

45. Vorständekonferenz der CGFP

Regierung steht in der Pflicht

„Erhalt des sozialen Friedens liegt ganz alleine in den Händen der Regierung“

Wenn die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkomme, drohe im öffentlichen Dienst ein weitreichender Sozialkonflikt, mahnte am Montag, dem 5. Dezember 2011, vor der 45. CGFP-Vorständekonferenz die CGFP-Führung mit Blick auf das Reformvorhaben in der öffentlichen Funktion. Das von Regierungsseite vorgelegte und mehr als 1.000 Seiten umfassende Reformpapier weiche gerade in den entscheidenden Punkten vom Verhandlungsergebnis ab, was keinesfalls stillschweigend hingenommen werde. Und CGFP-General-

sekretär Romain Wolff wörtlich: „Ganz alleine die Regierung hält das Heft in der Hand. Und wenn sie ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, werden wir alle auf die Straße gehen, um unserem Unmut Ausdruck zu verleihen“.

Die „Conférence des Comités“ ist nach wie vor das wichtigste Ereignis im Jahreskalender der CGFP. Auch die Standortbestimmung vom vergangenen 5. Dezember stellte die Geschlossenheit und Solidarität im öffentlichen Dienst wieder einmal eindrucksvoll unter Beweis.



Die langwierigen Verhandlungen mit der Regierung und den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern wertete CGFP-Nationalpräsident Emile Haag als Beweis dafür, „dass der CGFP an einem aufrichtigen Sozialdialog gelegen ist.“ Das Zustandekommen eines ehrlich gemeinten Kompromisses setze allerdings die Bereitschaft auf beiden Seiten voraus, „Zugeständnisse zu machen, ohne dabei das Gesicht zu verlieren“.



„Für die CGFP ist die Neuregelung der Zugangsbestimmungen zum ‚Béllegan Akt‘ unsozial und daher keineswegs annehmbar“, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff vor der 45. Vorständekonferenz. Und aus diesem Grunde fordere die CGFP die Regierung auf, den energetischen Wohnungsbau zu fördern, jedoch nicht auf Kosten der Klein- und Mittelverdiener.

Der große Festsaal des „Parc Hôtel Alvisse“ in Dommeldingen war bis auf den letzten Platz besetzt, als CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die überaus zahlreich erschienenen Gäste und Delegierten zur 45. Vorständekonferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP begrüßte. Unter den statutarischen Organen der CGFP nimmt die „Conférence des Comités“, die Zusammenkunft der Vorstände der über 60 CGFP-Fachverbände, einen ganz besonderen Stellenwert ein, verabschiedet sie doch das aktualisierte Aktionsprogramm der CGFP und nimmt Stellung zu den brennenden Gegenwartsproblemen.

„Money makes the world go around“

Es oblag CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, die Anwesenden recht herzlich willkommen zu heißen, vor allem die Vertreter der politischen Parteien, der Ministerien und der Verwaltungen sowie die Exekutive der befreundeten FGFC, der Gewerkschaft des Gemeindepersonals. Besonders erfreut zeigte sich Emile Haag, den CGFP-Ehrengeneralsekretär Jos. Daleiden, den langjährigen Ersten Vizepräsidenten Pierre Trausch und den Direktor der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten, Georges Muller, begrüßen zu können, ebenso wie alle Delegierten der höchsten CGFP-Gremien und Vertreter der mehr als 60 CGFP-Fachverbände, die allein schon durch ihre Anwesenheit die Solidarität und Geschlossenheit der öffentlichen Funktion eindrucksvoll unter Beweis stellten. Der CGFP-Nationalpräsident unterließ es indes nicht, den vormaligen CGFP-Vorsitzenden, Fernand Masson, zu entschuldigen, der der CGFP-Vorständekonferenz aus gesundheitlichen Gründen nicht beiwohnen konnte.

„Auch wenn wir als Mitgliedstaat der Europäischen Union und der Eurogruppe in einer in ihren Auswirkungen kaum abschätzbaren Wirtschafts- und Finanzkrise stecken, wollen wir diejenigen Menschen nicht vergessen, die im Nahen Osten und in Afrika hungern, unter politischer Unterdrückung leiden oder in Kriegen ihr Leben riskieren und daher wesentlich mehr Leid ertragen müssen als wir“, sagte zu Beginn seiner Ausführungen CGFP-Nationalpräsident Emile Haag. Im Vergleich dazu sei die Wirtschafts- und Finanzkrise innerhalb von Europa fast schon harmlos. Und dennoch beschäftige sie uns Tag für Tag, „weil hochrangige Politiker im Euroland zerstritten sind und bis heute keinen Ausweg aus der Krise gefunden haben.“ Klar sei aber auch, dass sich Luxemburg, als einziges Land, noch einigermaßen glimpflich „aus der Affäre gezogen“ habe.

Nichtsdestotrotz hätten bestimmte Kreise aus der Privatwirtschaft die Gelegenheit schamlos genutzt, „um uns als Zielscheibe zu gebrauchen“ und weitreichenden Sozialabbau gerade bei den Beschäftigten zu fordern. Gleichzeitig aber hätten dieselben Kreise „die Hand groß aufgehoben“, um staatliche Subventionen zu kassieren und von erheblichen Vergünstigungen zu profitieren.

Dabei stehe eins jedenfalls fest: Ohne das wirksame Eingreifen des Staates wäre ein Ausweg aus der von neokonservativen, ultraliberalen Kreisen verursachten Krise geradezu aussichtslos gewesen. Kein Wunder demnach, dass die US-amerikanische Schauspielerin und Sängerin Liza Minelli mit ihrem Musical „Cabaret“ in den Patronatskreisen noch immer auf viel Gegenliebe stöße, habe sie sich deren Leitmotiv doch zu eigen gemacht mit ihrem Song: „Money makes the world go around.“

Weitreichender Konfrontationskurs

Was nun den öffentlichen Dienst und die dort Beschäftigten angehe, so Emile Haag weiter, liege trotz der am 15. Juli zustande gekommenen Vereinbarung noch immer vieles im Argen, „weil das Reformpapier in wichtigen Punkten den Abmachungen schlicht nicht entspricht.“

Die langwierigen Verhandlungen mit der Regierung und den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern wertete der CGFP-Nationalpräsident als Beweis dafür, „dass der CGFP an einem aufrichtigen Sozialdialog gelegen ist.“ Das Zustandekommen eines ehrlich gemeinten Kompromisses setze allerdings die Bereitschaft auf beiden Seiten voraus, „Zugeständnisse zu machen, ohne dabei das Gesicht zu verlieren.“ Und dieser Wille sei in dem von Regierungsseite nun vorgelegten Reformvorhaben in Form eines Vorprojektes nicht erkennbar, bedauerte Emile Haag.

Demnach verwundere es nicht, dass die CGFP dem Text in dieser Form keinesfalls zustimmen könne. Und wenn die Regierungsseite nicht bereit sei, die erforderlichen Anpassungen am Entwurf vorzunehmen, werde das Abkommen keinen Bestand mehr haben, und der öffentliche Dienst müsse sich auf einen weitreichenden Konfrontationskurs mit all seinen Folgen einstellen.

Parallel dazu Sorge derzeit aber auch noch eine andere Reform für viel Aufsehen, und zwar diejenige im Bildungswesen. Die nach der fragwürdigen Umgestaltung des Grundschulwesens nunmehr beabsichtigte Reform im Sekundarunterricht sei nur ein Baustein, der das Fass letztendlich zum Überlaufen gebracht habe. Völlig zu Recht befürchteten besorgte Lehrer aller Un-

terrichtssparten, dass das gesamte Schulwesen riskiere, „den Bach hinunter zu gehen“: durch eine Verwässerung der Aufstiegsriterien, eine unnötige Vermischung von Unterrichtsprogrammen und Lehrfächern, eine verkappte Vernachlässigung des Sprachenunterrichts oder der Fachrichtungen wie Musik und bildende Künste sowie eine Überlastung der Lehrerinnen und Lehrer mit verwaltungstechnischen Arbeiten. Alles in allem eine bedenkliche Entwicklung demnach, die – würde sie zu Ende geführt – risikobehaftete Folgen habe für das schulische Niveau, den Werterhalt der Diplome, das Weiterkommen auf ausländischen Universitäten und im späteren Berufsleben sowie für die Zukunft der nachfolgenden Generationen ganz allgemein.

Um all dem entgegenzuwirken, müsse nun äußerst schnell gehandelt werden, so Emile Haag wörtlich – und zwar noch bevor der Punkt erreicht sei, von dem es kein Zurück mehr gebe. Nicht etwa, dass die CGFP grundsätzlich gegen Reformen sei, nur setze sie auch in dieser Frage auf einen aufrichtigen Sozialdialog, bei dem die Gegenseite dialogbereit sein müsse und stichhaltige Argumente sich durchsetzen müssten.

Der öffentliche Dienst steuere demnach auf allen Ebenen schwierigen Zeiten entgegen. Und um diesen Herausforderungen beizukommen, gebe es eigentlich nur ein Patent, und zwar geschlossen zusammenzustehen und genau das kundzutun, was aus einem bekannten amerikanischen Spruch so wunderbar hervorgehe: „When the going gets tough, the tough get going“. An uns allen demnach, dies zu beweisen...

Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP, erklärte, dass, auch wenn es gegen die Gepflogenheiten verstoße, auf

Fortsetzung Seite 10



Fortsetzung von Seite 9

einer Sitzung der Vorstände ein spezifisches Thema näher zu beleuchten, so erfordere es die momentane Lage, Stellung zur Unterrichts- und Erziehungspolitik zu nehmen, denn diese enthalte nicht nur spezifisch sektorische, sondern ebenfalls *allgemeine* Aspekte. Die Ausbildung unserer Kinder betreffe die Zukunft unseres Landes und müsse somit jeden von uns ansprechen. Das Wesentliche werde zur Zeit immer mehr in den Hintergrund gedrängt, nämlich die Frage, wie wir unseren Jugendlichen die bestmögliche Bildung gewährleisten könnten, damit diese befähigt würden, im Leben Fuß zu fassen und verantwortungsbewusste Bürger zu werden. Wenn wir uns mit Fragen über die Zukunft unserer Luxemburger Gesellschaft, über Berufsaussichten und Zukunftsperspektiven der jungen Menschen beschäftigten, sei es unumgänglich, unsere Bildungslandschaft Revue zu passieren. (Zu den weiteren Ausführungen von Claude Heiser, siehe unseren eigenen Beitrag Seite 11).

Sprachrohr der öffentlichen Funktion

„Die Regierung kommt ihren Verpflichtungen nicht nach“, meinte denn auch eingangs seiner Ausführungen CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Das über 1.000-seitige, von der Regierung vorgelegte Reformpapier weiche gerade in den entscheidenden Punkten von dem am 15. Juli der CGFP-Vorstandekonferenz vorgestellten Abkommen ab. „Das kann doch nicht sein, und wir werden es auch nicht dabei belassen“, so ein sichtlich verärgelter CGFP-Generalsekretär.

Während wir uns international gesehen mit der Euro-Krise in einem schwierigen Umfeld mit mehr als unsicheren Rahmenbedingungen bewegten, steche in Luxemburg insbesondere die für Mitte Dezember anberaumte Tripartite hervor. Doch bevor er die wichtigsten Themen des Jahres noch einmal Revue passieren ließe, wolle er kurz Sinn und Zweck der im Jahre 1967 gegründeten CGFP in Erinnerung rufen.

So sei bereits damals, bei deren Gründung, die Frage nach der Eigenständigkeit der in der CGFP zusammengeschlossenen Fachverbände gestellt und mit einem deutlichen Ja beantwortet worden. Als direkte Folge davon setzten sich die jeweiligen Berufsverbände für die spezifischen Anliegen des in den verschiedenen Verwaltungen beschäftigten Personals ein, während die CGFP, als Dachorganisation, für das Gemeinwohl einstehe. Als überparteiliche Berufsorganisation ziehe die CGFP eine klare Trennlinie zwischen Gewerkschaftsarbeit und Parteipolitik. Als gewerkschaftliches Zuhause aller öffentlichen Bediensteten sei die CGFP das Sprachrohr der gesamten öffentlichen Funktion: gegenüber der Regierung, dem Parlament und der breiten Öffentlichkeit. Darüber hinaus vertrete die CGFP den öffent-

lichen Dienst in wichtigen nationalen Gremien wie jenem der Tripartite. Und dort gehe es um Angelegenheiten, die weit über die Belange der öffentlichen Bediensteten hinausreichten. Auf europäischer Ebene indes stehe die CGFP nach wie vor zu ihrer Zugehörigkeit zur CESI, der einzig wirklich unabhängigen Gewerkschaftsorganisation im europäischen Raum.

Katastrophenjahr 2011

Wer das Jahr 2011 Revue passieren lasse, denke zunächst einmal an die tragischen Schicksalsschläge wie die verheerende atomare Katastrophe in Japan, den Massenmord in Norwegen oder die dramatischen Entwicklungen in Syrien, Libyen, Ägypten und Somalia. Neben alle dem steche aber auch die Wirtschafts- und Finanzkrise im Euroraum ins Auge, eine Krise, die alles andere als ausgestanden sei. Die Politik jedenfalls habe bei der Suche nach Lösungen nicht gerade eine glückliche Figur abgegeben, und die selbsternannten Experten hätten immer wieder einräumen müssen, wie machtlos sie dieser Krise und deren Auswirkungen gegenüberstünden.

Auslöser der Krise sei bekanntlich der Zusammenbruch der Lehman Brothers Investmentbank in den USA gewesen, erinnerte Romain Wolff. Alsdann hätten die katastrophalen Ereignisse recht

schnell ihren Lauf genommen. Überall dort, wo sich der Markt bis zu dem Zeitpunkt offenbar von alleine reguliert habe, hätte der Staat mit Steuergeldern in Milliardenhöhe rettend eingreifen müssen. Ohne diese Rettungspakete wären nicht nur Tausende von Arbeitsplätzen verlorengegangen, auch die mühselig zusammengetragenen Ersparnisse vieler Kleinverdiener wären buchstäblich „den Bach hinunter gegangen“. „Dies konnte die Politik nicht einfach so zulassen, war es doch gerade sie, die mit der Schaffung eines entsprechenden legislativen Rahmens das Zocken der Banken erst möglich gemacht hat“, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff, der noch einmal daran erinnerte, dass die Bankenkrise auf die Gesamtwirtschaft übergegriffen und somit so manchen Staat im Euroraum an den Rand des Ruins getrieben habe. Schlimmer noch: So manches Finanzinstitut habe in den vergangenen Monaten bereits ein zweites, wenn nicht gar ein drittes Mal vom Steuerzahler vor dem Aus gerettet werden müssen.

Neben Griechenland, wo das Tischsilber förmlich verschербelt worden sei, und Belgien, wo die Lage merkwürdiger nicht sein könne, würden in Ländern wie Irland, Portugal, Italien, aber auch Spanien die Regierungen kurzerhand ausgetauscht, und an den Schaltern der Macht säßen nun auf einmal keine gestande-

nen Politiker mehr, sondern Bankiers, kurz auch noch Technokraten genannt. Ob die so zustande gekommenen Regierungen zu beglückwünschen seien, sei mal dahingestellt. Einfach werde es sicherlich nicht, die über Jahrzehnte hinweg begangenen Fehler gut zu machen – immerhin stünden Milliarden von Euros auf dem Spiel.

Infolgedessen sei es in vielen europäischen Staaten zu massiven Kürzungen auf der Ausgabenseite gekommen, zu beträchtlichen Gehaltskürzungen, insbesondere im öffentlichen Dienst, zum Abbau in großem Stil von Arbeitsplätzen, zur Verlängerung der Lebensarbeitszeit, zum Wegfall von Ausbildungsstellen, zu einem spürbaren Kaufkraftverlust, zu einer Schwächung der Innenkonjunktur und letztendlich auch noch zu einem dramatischen Rückgang der Einnahmen, sowohl der Staaten als auch der Sozialkassen.

Staatsfinanzen besser als ihr Ruf

Wenn in jüngster Vergangenheit viel über die Gegebenheiten in Luxemburg spekuliert worden sei, stehe doch eines fest, und zwar dass die Lage in Luxemburg weitaus günstiger sei als in vielen anderen europäischen Ländern. Davon zeugten insbesondere auch die staatlichen Einnahmen, die trotz Wirt-

Fortsetzung Seite 12





Zu Beginn meiner Betrachtungen über die Bildungspolitik möchte ich mit Nachdruck vorausschicken, dass sich unsere Schulen seit geraumer Zeit mit Sicherheit bewährt haben und sich durch Reichtum und Vielfalt kennzeichnen: Schüler aus dem Großherzogtum haben im Ausland den guten Ruf genossen, wenigstens drei Sprachen zu beherrschen und über eine solide Allgemeinbildung zu verfügen. Das aktuelle System der verschiedenen Fachrichtungen (A bis G) hat es den Schülern erlaubt, sich je nach persönlichem Interesse in verschiedenen Fächern zu spezialisieren, ohne aber auf Allgemeinwissen verzichten zu müssen. Auf der anderen Seite müssen wir aber auch feststellen, dass die heutige Jugend nach dem Abitur nicht mehr über dieselben sprachlichen Kompetenzen wie früher verfügt, dass die Zahl der Schulabbrecher zunimmt und die Zahl der Universitätsabsolventen sich eher rückläufig entwickelt – auch mit dieser Feststellung müssen wir uns auseinandersetzen.

Problematisch wird es allerdings, wenn die politisch Verantwortlichen sich nur noch an europäischen Richtlinien wie beispielsweise Europa 2020 orientieren und auf Kosten der Qualität lediglich die Anzahl der Abiturienten bzw. Hochschulabsolventen erhöhen wollen. Argumente wie die Anpassung an die moderne Gesellschaft, die Erfüllung europäischer Richtlinien u. Ä. sollen eine Rundumerneuerung des Luxemburger Schulwesens rechtfertigen, so dass man sich des Eindrucks nicht erwehren kann, eine Politik der „verbrannten Erde“ werde praktiziert, alles Bestehende werde als ineffizient und obsolet abgekartet und deshalb zerschlagen. Dass die Lehrer, die sich die letzten Jahrzehnte für die Ausbildung unserer Jugend engagiert haben, enttäuscht und wütend über solche pauschalisierenden Feststellungen der vermeintlichen Ineffizienz von Seiten ihres Arbeitgebers sind, scheint mir offensichtlich und nachvollziehbar zu sein.

Anstatt fundamentaler oder radikaler Neuerungen gilt es, das Bestehende kritisch zu beleuchten und zu analysieren, offensichtliche Mängel durch gezielte Reformen zu beheben; harsche Kritik ist aus den Reihen der Grundschule zu vernehmen, wo Lehrerinnen und Lehrer seit der letzten Reform durch zusätzliche bürokratische Lasten von ihrer eigentlichen Mission, nämlich die Kinder zu unterrichten und zu erziehen, abgehalten werden. Im Bereich der Berufsausbildung („Formation professionnelle“) muss man feststellen, dass die kürzlich realisierte Reform ein regelrechtes Fiasko darstellt und quasi nicht zufriedenstellend organisiert bzw. umgesetzt werden kann. Deshalb ist eine ehrliche Auswertung des bestehenden Bildungssystems in Zusammenarbeit mit *allen* Schulpartnern vonnöten, wenn nicht unabdinglich. Doch deswegen muss man keineswegs alles zunichtemachen: Reformieren bedeutet nicht notgedrungen Zerstören. Auch eine Reform der Oberstufe des Sekundarunterrichts ist nach über dreißig Jahren mit Sicherheit legitim, aber es muss vermieden werden, alles zu zerschlagen, was bis heute aufgebaut worden ist.

Die Schule krankt zurzeit vor allem an einer raschen Abfolge von „Reförmchen“, wobei eine Änderung die andere ablöst, so dass der Eindruck entsteht, man experimentiere mit der Zukunft unserer Kinder herum, was schlichtweg inakzeptabel ist. Dieses Sammelsurium an kleinen Richtungswechseln hat zweifelsohne zu einem Qualitätsverlust geführt: Lehrinhalte werden vereinfacht, die Anforderungen an die Schüler gemindert, um die Quote der erfolgreichen Schulabschlüsse künstlich zu steigern. Meines Erachtens müssten wir gerade die entgegengesetzte Richtung einschlagen, nämlich höhere Ansprüche an die Schüler stellen, die Lehrinhalte facettenreicher gestalten und die Schule als staatliche Institution stärken, also: die Herausforderung an die jungen Menschen erhöhen. Auch bin ich felsenfest davon überzeugt, dass die heutige Jugend keineswegs dümmmer als die vorhergehenden Generationen ist und dass es gerade deswegen darum geht, ihren Ehrgeiz zu stärken, was die Aufrechterhaltung höherer Ansprüche

voraussetzt. Ob die Reform des Sekundarunterrichts dieser Herausforderung gerecht wird, bleibt unklar. Die Frage, ob die rezentesten Reformbestrebungen zu einem höheren Niveau, einer besseren Qualität, einer geringeren Durchfallquote führen, bleibt unbeantwortet. Einige Mängel werden aber bereits jetzt deutlich:

Die neue bipolare Gliederung der Oberstufe (3^e bis 1^{re}) in lediglich zwei große Fachrichtungen, nämlich einerseits Sprachen/Geisteswissenschaften und andererseits Naturwissenschaften, spiegelt keineswegs den „vollständigen Menschen“ wider, denn dieser betätigt sich nicht nur geistes- und naturwissenschaftlich, sondern ist ebenfalls kreativ, schöpferisch oder künstlerisch tätig. *Deshalb muss mindestens eine dritte Fachrichtung, die man beispielsweise „branches d’expression“ nennen könnte, in dieser Reform vorgesehen werden.* In der Tat ist in den letzten Jahren der Trend festzustellen, dass Fächer wie Musik und bildende Künste immer mehr „geschröpft“ und jetzt eigentlich ganz abgeschafft werden sollen. Der Mensch begrenzt sich nicht auf positivistisches Wissen, sondern drückt sich ebenfalls durch die Künste aus, und eine gesunde Gesellschaft benötigt sowohl Juristen, Ärzte und Wirtschaftswissenschaftler als auch Künstler, Musiker und Dichter.

Ferner ist auch in den Reformansätzen festzustellen, dass die Schüler zwar mehr Fächer wählen können, dass es aber quasi unmöglich ist, gewisse Fächerkombinationen wahrzunehmen, weil keine Querverbindungen zwischen der einen und der anderen Fachrichtung bestehen, d. h., ein Schüler aus der naturwissenschaftlichen Fachrichtung kann kein Fach aus der humanwissenschaftlichen Fachrichtung wählen – *das System müsste also viel flexibler gestaltet werden.*

Eine Reduzierung, wenn nicht sogar Verarmung der Fächer muss insgesamt vermieden werden: Denn den Reformbestrebungen zufolge soll der Sprachenunterricht größtenteils auf Fremdsprachenunterricht reduziert werden, so dass die kulturellen und literarischen Aspekte gänzlich in den Hintergrund geraten werden. Auch wird ein Schüler der naturwissenschaftlichen Fachrichtung nicht mehr sämtliche naturwissenschaftliche Fächer (Chemie, Physik, Biologie) auf hohem Niveau belegen können; Geschichte und Geographie sollen zu einem Fach zusammengefügt werden. Dies sind alles Symptome eines Qualitätsverlusts unter dem Deckmantel der zu fördernden Allgemeinbildung.

Was nun schließlich die Bildungspolitik betrifft, so möchte ich unterstreichen, dass wir uns *grundsätzlich* nicht gegen Reformen lehnen, denn die Gesellschaft entwickelt sich stets weiter. Einerseits muss aber mit allen Mitteln vermieden werden, dass Bestehendes, Effizientes sowie positive Traditionen, die die Basis jedweder Neuerungen bilden, ausradiert werden. Andererseits sollte in puncto Bildungspolitik *jeder* von kritischem Geist zeugen (eine Kardinaltugend und Fertigkeit, die übrigens bei den Jugendlichen insbesondere ausgebildet werden soll) und Vorhaben und Projekte analysieren und ggf. Kritikpunkte und Forderungen *im sozialen Dialog* ausdrücken. In der momentanen verzwickten Lage ist es von größter Wichtigkeit, dass die Reformvorhaben mit allen Schulpartnern und vor allem mit den Lehrerinnen und Lehrern besprochen werden. Zweifel und Kritik sollten ernstgenommen werden, und das Bildungsministerium sollte sich bereit zeigen, die Reformen auf breiter Basis zu diskutieren, und den nötigen Mut aufbringen, ggf. Korrekturen vorzunehmen oder Projekte zurückzuziehen.

Die Reform in der Öffentlichen Funktion, vor allem die Umsetzung der Eckdaten im Unterrichtswesen stellt einen weiteren Punkt dar, der in letzter Zeit für große Aufregung gesorgt hat. Wir stellen fest, dass die beiden Lehrerwerkschaften APESS und SEW/OGBL zwei grundlegend verschiedene Aspekte miteinander vermischen, und zwar auf der einen Seite die Reform in der Öffentlichen Funktion, auf der anderen Seite die Reformen des Sekundarunterrichts. Alles in allem rufen die beiden zur Mobilmachung gegen den Vertrag, den die CGFP mit der Regierung geschlossen hat und der an ein Gehälterabkommen gebunden ist, von dem alle Beamten profitieren, auf. *Meines Erachtens geht es vor allem darum, die verantwortungsvolle Arbeit der CGFP schlechtzumachen. Auch scheint es mir doch ein Leichtes zu sein, schlicht und einfach ein Projekt pauschal abzulehnen, ohne an den mühseligen Verhandlungen teilgenommen zu haben: Im Nachhinein weiß man immer alles besser.* Schließlich muss die CGFP als Dachverband sich für die gesamte Beamtenschaft einsetzen – eine Verantwortung, die doch bei weitem diejenige dieser kleineren sektoriellen Gruppierungen übersteigt. Die CGFP erklärt sich aber auch mit all denjenigen solidarisch, die guten Willens sind und für eine gerechte Sache kämpfen; sie erklärt sich *solidarisch mit allen Beamten und Angestellten der Öffentlichen Funktion, die sich zu Recht für eine allgemeine Besserstellung einsetzen.*

An erster Stelle müssen wir auf den sozialen Dialog setzen und hoffen, dass die politisch Verantwortlichen auch genug Mut dazu haben werden, etwaige Mängel in ihren Reformvorhaben einzusehen und Korrekturen vorzunehmen. Von großer Wichtigkeit ist meines Erachtens die Bereitschaft von Seiten der Ministerien, die Kritikpunkte oder Sorgen derjenigen ernstzunehmen, die tagtäglich mit der praktischen Arbeit und somit der Umsetzung der Reformen – sei es in der Verwaltung oder im Bildungswesen – konfrontiert werden. Falls ein sozialer Dialog nicht mehr möglich sein sollte, müssen wir auf gewerkschaftliche Maßnahmen zurückgreifen und für unsere Ziele und Rechte kämpfen ggf. die Streikprozedur einleiten. Denn etwas sollte man niemals vergessen: Die CGFP verfügt in der Öffentlichen Funktion über die größte Armee!

Claude Heiser



45^e Conférence des Comités – 5 décembre 2011

Résolution

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP, réunis en Conférence des Comités à Luxembourg à la date du 5 décembre 2011, après avoir pris connaissance du rapport sur l'activité de la CGFP et de la prise de position du Comité Exécutif sur les problèmes d'actualité:

approuvent le programme d'action de la CGFP qui vise entre autres la situation économique et sociale ainsi que les réformes dans la Fonction publique et dans l'Education nationale;

En matière économique et sociale:

constatent qu'au milieu de la crise des dettes souveraines et de ses conséquences pour la zone Euro notre pays, bien que touché, se trouve mieux préparé que nos voisins pour affronter les défis futurs;

prennent acte que les recettes de l'Etat pour 2011 dépassent sensiblement les prévisions initiales optimistes et ne requièrent pas le retour à des mesures d'austérité;

condamnent la distorsion grandissante dans la répartition des charges fiscales aux dépens des particuliers;

demandent au Gouvernement de poursuivre les efforts consentis et d'assurer le maintien des investissements publics, tout en garantissant le pouvoir d'achat des consommateurs, autres stimulants puissants de la croissance économique;

militent en faveur de la création, dans le cadre de la SNCI, d'un fonds étatique d'investissement et de participation, afin de mettre l'Etat en mesure de pouvoir efficacement sauvegarder les intérêts du pays et de pouvoir investir opportunément dans l'économie nationale;

se prononcent dans l'intérêt du maintien du pouvoir d'achat des salariés et afin de contenir l'inflation, pour le blocage des prix, le gel voire la réduction des marges bénéficiaires surfaîtes, et pour des mesures efficaces destinées à assainir les circuits d'approvisionnement et de distribution par la suppression des intermédiaires – agents généraux étrangers – rapaces et inutiles;

critiquent l'impuissance gouvernementale à endiguer la spéculation immobilière qui accable les jeunes ménages;

appuient l'engagement de la CGFP à sauvegarder intégralement le «bëllegen Akt», tout en favorisant les incitations à réduire la consommation énergétique;

sont déterminés à défendre avec résolution le patrimoine social acquis de haute lutte, y compris l'ajustement régulier des pensions de retraite à l'évolution des rémunérations;

soutiennent sans réserves les initiatives gouvernementales pour faire baisser le chômage, surtout celui des jeunes et des moins jeunes souvent laissés pour compte;

s'insurgent contre les mises en scène antisociales et hostiles à la fonction publique des représentants du patronat, qui cachent mal leur obsession de l'argent facile sans égards pour le salariat;

condamnent les campagnes systématiques contre la fonction publique d'aucuns à la solde des lobbies patronaux;

En matière de réformes dans la Fonction Publique:

se félicitent d'avoir réussi à amener le Gouvernement à céder et à consentir, outre des améliorations à caractère social, la poursuite de la politique salariale continue dans le secteur public par des adaptations des rémunérations en 2012 et 2013 et à renoncer à l'impôt de crise dès 2012;

exigent du Gouvernement le respect intégral des engagements sociaux pris et des promesses faites dans le cadre de l'accord signé le 15 juillet 2011 avec la CGFP;

continuent à considérer l'introduction dans le service public d'un système d'appréciation envahissant – assorti d'un processus d'entretiens prétendument partenariaux et d'une formule pompeuse de gestion par objectifs – comme une initiative douteuse, paralysante, inapplicable et finalement vouée à l'échec;

rappellent au Gouvernement que la contrepartie du réajustement des rémunérations en période de stage à réformer fondamentalement – compte tenu de son caractère formateur – est le maintien intégral de la rémunération du fonctionnaire et de l'employé de l'Etat depuis sa nomination et tout au long de sa carrière jusqu'à sa retraite;

demandent que les négociations prévues entre les ministres de la fonction publique et les organisations sectorielles ne servent pas d'alibis, mais constituent des échanges de vues authentiques et sincères en vue de trouver des accords entre parties dans le domaine de leurs compétences respectives;

En matière de réformes dans l'Education Nationale:

insistent sur l'importance capitale de l'Education Nationale comme atout structurel pour l'avenir des jeunes et du pays;

se prononcent en faveur d'une politique consensuelle visant le maintien d'un haut niveau des études et la mise en place de structures d'appui efficaces pour les élèves moins favorisés ou en difficulté;

exigent la participation active dans l'élaboration des réformes scolaires en général de tous les acteurs de l'enseignement: directeurs, enseignants, élèves, parents;

mettent en garde contre les dérives du virus de la «réformite», véritable obsession à vouloir en permanence, et au pas de course, jeter par-dessus bord ce qui a bien fonctionné dans le passé, pour le remplacer par des innovations non testées ou qui ont échoué ailleurs;

s'opposent à la dégradation de l'enseignement des langues et des arts, autres atouts décisifs, et au chambardement sans contrepartie valable des différentes sections existantes, menant à l'appauvrissement intellectuel et culturel de nos jeunes et à la disparition de futures filières professionnelles d'une utilité certaine;

estiment qu'avant tout changement de contenus et de méthodes il faudrait, sans tomber dans une austérité spartiate, insister sur le renforcement des valeurs fondamentales, à savoir: discipline, respect de l'autre, goût de l'effort soutenu et du travail bien fait, ambition de réussir, ...;

revendiquent le moratoire des réformes, en attendant que les passions se calment, que la sérénité indispensable à pareille entreprise revienne et que les leçons de celles actuellement mal engagées puissent être tirées;

constatent que la précipitation excessive des réformes lancées a mené l'enseignement technique, surtout son volet professionnel, dans un désordre aux effets chaotiques au grand dam des élèves, des apprentis et des enseignants;

expriment leur solidarité et leur sympathie aux syndicats d'enseignants SNE/CGFP et FEDUSE/CGFP dans leurs efforts en faveur d'un enseignement d'intérêt national de haut niveau, débureaucratisé, dépolitisé et dépourvu d'accents idéologiques.

* * *

adressent un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs, à faire preuve de solidarité, de fidélité et d'unité dans l'action, garants de son succès, de son rôle sur la scène sociale et nationale, et finalement du progrès social;

renouvellent leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.

Fortsetzung von Seite 10

schaftskrise im verflossenen Jahr um 4,6 Prozent höher ausgefallen seien als im Jahr zuvor. Auch das für 2010 errechnete Wachstum habe letztendlich deutlich über den Erwartungen gelegen. Und was die Entwicklung der Staatseinnahmen angehe, sei zu bemerken, dass allein die Einkommenssteuer um sechs Prozent, die Mehrwertsteuer um 7,4 Prozent und die sogenannte „Taxe d'abonnement“ der Körperschaften im Vergleich zum Vorjahr sogar um ganze 24,3 Prozent gestiegen sei.

Selbst die staatlichen Investitionsfonds, die nach bestimmten Verlautbarungen bereits Ende 2008 leer gewesen sein sollten, seien Ende 2010 noch immer mit rund 1,9 Milliarden Euro dotiert

gewesen. Die staatlichen Einnahmen im Jahre 2011 hätten nach Angaben des Finanzministers weit über den Erwartungen gelegen. Allein auf Ebene des Zentralstaates sei im Vergleich zu 2010 ein Zuwachs von um die 13,2 Prozent zu verzeichnen gewesen. Und das Defizit der gesamtöffentlichen Verwaltung soll Ende 2011 bei höchstens 0,5 oder 0,6 Prozent liegen. Die CGFP jedenfalls sehe sich in ihrer Meinung bekräftigt, dass auf Ebene des Gesamtstaates das Gleichgewicht 2011 fast schon und nicht – wie von Regierungsseite behauptet – erst Ende 2014 wieder hergestellt sei. Die Maastricht-Kriterien würden also beachtet, und die Verletzung dieser Vorgaben sei in Luxemburg zu keinem Zeitpunkt ein Thema gewesen.

Wohnungsbau: Preise explodiert

Stichwort Wohnungsbau: Seit den 90^{er} Jahren seien die Immobilien- und Baulandpreise in Luxemburg buchstäblich explodiert. Der Zugang zum Eigenheim jedenfalls sei zusehends schwieriger, wenn nicht ganz unmöglich geworden. Auch die Wirtschafts- und Finanzkrise habe nicht verhindern können, dass die Preise munter weiter gestiegen seien, wie jüngste Erhebungen erneut belegten. Sei es in der Vergangenheit einer einzigen Generation bei oftmals nur einem Gehalt noch gelungen, ein Eigenheim zu finanzieren, so sei dies heute, selbst mit zwei Einkommen, kaum noch denkbar. Darlehen würden nicht mehr für

20 Jahre, sondern mit Laufzeiten von 30 oder sogar 40 Jahren erteilt, so dass bei der Anschaffung einer Immobilie die nachfolgende Generation gleich mitbelastet würde.

Dass insbesondere die Baulandpreise überdurchschnittlich gestiegen seien, habe sicherlich seine Ursachen: Einem nationalen Angebot von Grundstücken stehe in der Tat eine internationale Nachfrage gegenüber von Kaufinteressenten, die sich im Großherzogtum niederlassen wollten. Parallel dazu werde aber auch die Baulandspekulation munter vorangetrieben, was laut Romain Wolff unweigerlich folgende Konsequenzen habe:

- Die ständig steigenden Preise führten dazu, dass sich viele Kaufinteressenten

ten, bis weit in die Mittelschichten hinein, kein Eigenheim mehr leisten könnten;

- Infolgedessen verschlage es immer mehr Einheimische ins benachbarte Ausland, wo die Anschaffungspreise zumindest jetzt noch niedriger seien;
- Dadurch wiederum würden immer mehr Einkommen und Pensionen ins Ausland fließen, was negative Folgen auf die öffentlichen Finanzen und die nationale Wirtschaft habe, „weil dadurch ein wesentlicher Teil der nationalen Kaufkraft ins Ausland getragen wird“;
- Dies wiederum habe negative verkehrstechnische Auswirkungen, die zudem auch noch schädlich für die Umwelt seien, ganz zu schweigen von den dadurch verursachten Problemen für Familien mit Kindern, bei der Einschulung etwa;
- Und aus all diesen Überlegungen heraus reiche es nicht, das Thema Wohnungsbau einmal im Jahr, bei Gelegenheit der nationalen Wohnungswoche, anzugehen, sondern es müsse das ganze Jahr über, ohne Unterbrechung, an Lösungsmöglichkeiten gearbeitet werden.

Nun, in diesem Jahr, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff weiter, habe die Regierung gehandelt, jedoch nicht nach jedermanns Geschmack. Eine breite Debatte, so wie sie die CGFP gefordert habe, sei bedauerlicherweise ausgeblieben. Stattdessen habe die Regierung am 29. September eine Gesetzesvorlage hinterlegt, die nicht mehr den Zugang zum Eigenheim prioritär fördere, sondern Wohnungsbauinteressenten zum energetischen und umweltbewussten Bauen ermutige. Nicht etwa, dass die CGFP Einwände gegen die Förderung energetischer Baumaßnahmen habe, nur stelle sie fest, dass durch die Neuregelung vielen Klein- und Mittelverdienern der Zugang zum sogenannten „Bëllegen Akt“ in seiner Gesamtheit verwehrt bleibe.

Die jetzt vorgelegte, vom Parlament allerdings noch nicht verabschiedete Regelung jedenfalls sei alles andere als sozial gerecht, treffe sie doch in besonderem Maße diejenigen, die sich eine derartige Altbauanierung aus rein finanziellen Ursachen nicht erlauben könnten. Noch problematischer werde die Angelegenheit in Mehrfamilienhäusern, wo der Eigentümer einer einzelnen Wohnung auf die Zustimmung aller Miteigentümer, das Wohnhaus zu sanieren, angewiesen sei, um letztendlich von diesem Steuervorteil profitieren zu können. Und Romain Wolff wörtlich: „Für die CGFP ist diese Regelung unsozial und daher keineswegs annehmbar. Und aus diesem Grunde fordern wir die Regierung auf, den energetischen Wohnungsbau zu fördern, jedoch nicht auf Kosten der Klein- und Mittelverdiener“. Die Zugangskriterien zum „Bëllegen Akt“ müssten unverändert bleiben. Alles andere käme einer massiven Verschlechterung gleich, der die CGFP keinesfalls zustimmen könne.

Steuerlast ungerecht verteilt

Die Steuerlast und ihre einseitige und daher ungerechte Verteilung seien bereits seit Jahren wichtige Themen bei den CGFP-Vorstandskonferenzen, fuhr Romain Wolff fort. Und aus diesem Grunde sei es auch bedauerlich, dass die im Zuge der Krise beschlossenen Sparmaßnahmen – Stichwort Krisenabgabe – weitgehend zu Lasten der natürlichen Personen („personnes physiques“) gingen und gerade diejenigen, die die Krise verschuldet hätten, wieder einmal ungeschoren davon kämen. Die Steuerlast jedenfalls werde immer mehr auf die Schultern der natürlichen Personen übertragen, nicht zuletzt durch die Nicht-Anpassung der Steuertabelle an die Preisentwicklung, und immer weniger Unternehmen zahlten überhaupt noch Steuern, ein Umstand, der durch Regelungen wie „ruling“ oder „fiscal engineering“ noch begünstigt werde. Und bei all dem sei auch noch kein politischer

Wille erkennbar, dem Steuerbetrug und der Steuerhinterziehung mit wirksamen Mitteln entgegenzutreten.

Ein gutes Beispiel dafür sei die Mehrwertsteuer, eine indirekte Steuer, die im Gegensatz zu allen anderen Abgaben jeden Einzelnen gleichermaßen treffe, eine Abgabe auf Verbrauchsgüter, bei der keine soziale Selektivität spiele, und die dem Staat im Bereich der indirekten Steuern die höchsten Einnahmen sichere. Die Komplexität des Systems allerdings lasse, und das sei äußerst bedauerlich, auch genug Spielraum für Betrug und Hinterziehung. Nach Angaben der EU-Kommission jedenfalls liege der Unterschied zwischen der innerhalb der Union geschuldeten und schließlich erhobenen Mehrwertsteuer bei um die 100 Milliarden Euro. Demnach ginge rund ein Zehntel der geschuldeten Mehrwertsteuer an der Staatskasse vorbei, um letztendlich in falschen Taschen zu versinken.

Die Folge davon: Gerade in Krisenzeiten müssten die Steuern erheblich angehoben werden, und wiederum seien es die privaten Haushalte, die Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer also, die die Zeche begleichen könnten. Verschont blieben wieder einmal die Körperschaften, dies unter dem mehr als fragwürdigen Vorwand, deren Konkurrenzfähigkeit nicht zu beeinträchtigen. Hinzu komme, dass der höchste Steuersatz für Unternehmen bei gerade mal 28,55 Prozent liege, derjenige für Privatpersonen allerdings bei 39 Prozent. Und in diesem Wert sei die Solidaritätssteuer nicht einmal eingerechnet. Bei den Körperschaften sei aber nicht nur der maximale Steuersatz, sondern insbesondere auch die Grundlage, auf der die Besteuerung erfolge, entscheidend. „Worauf bezahlen die Unternehmen überhaupt noch Steuern?“, fragte Romain Wolff sichtlich erbost. Die Besteuerungsgrundlage für Betriebe werde in Luxemburg jedenfalls recht niedrig angesetzt, so dass es sich bei den 28,55 Prozent auch noch um einen rein theoretischen Wert handle, der im Zusammenspiel mit der Besteuerungsgrundlage wesentlich geringer ausfalle als von interessierter Seite immer wieder behauptet.

Der Jahresbericht der Fiskalverwaltung („contributions directes“) jedenfalls belege eindeutig, dass im Jahre 2010 die über den Weg der direkten Steuern eingezogenen Staatseinnahmen zu 46 Prozent aus der Einkommenssteuer stammten. „Wo bleibt also die in den Sonntagsreden immer wieder gepriesene Steuergerechtigkeit?“, so Romain Wolff an die Adresse der überaus zahlreich erschienenen Delegierten. Insbesondere auf europäischer Ebene habe ein unaufhaltsamer Lobbyismus der Arbeitgebervertretungen zusehends dazu geführt, dass die Politik weitgehend von der Wirtschaft bestimmt werde. Und damit müsse ein für allemal Schluss sein.

CGFP tritt für Preisstopp ein

Als direkte Folge davon dürften wieder einmal die Beschäftigten, auch und insbesondere die öffentlichen Bediensteten, für schwerwiegende Fehlentscheidungen in den Chefetagen der Finanzinstitute bezahlen. Für einen Gewerkschafter sei und bleibe eine solche Entwicklung schlicht inakzeptabel. Und alleine schon aus diesem Grunde wehre sich die CGFP entschieden gegen einen Eingriff in den Indexmechanismus, der auch weiterhin unverändert, d.h. nach altbewährter Methode, funktionieren müsse. Schließlich seien es auch nicht die Beschäftigten, sondern die Arbeitgeber gewesen, die 2011 von der um sechs Monate verzögerten Auszahlung der Index-Tranche profitiert hätten.

Entgegen einer weit verbreiteten Meinung sei es auch nicht der Index, der die Inflation antreibe, stünden am Anfang doch immer die Preissteigerungen, die dazu führten, dass die automatische Anpassung der Löhne und Gehälter an die Preisentwicklung nachträglich erfolge. Die Preisteuerung würde auf diese Weise nicht einmal ganz, sondern lediglich teilweise ausgeglichen.

Unverständlich sei auch, dass bestimmte Preise nach dem Erfall einer Index-Tranche gleich um 2,5 Prozent angepasst würden. Insbesondere vor diesem Hintergrund dränge sich die Frage nach einem Preisstopp geradezu auf. Die ganze Index-Diskussion bräuhete dann nicht mehr geführt zu werden. Für die CGFP jedenfalls kämen sowohl Veränderungen am Index-System als auch das von Patronatsseite bereits mehrfach geforderte Moratorium keinesfalls in Frage.

Ein abschreckendes Beispiel

Als mehr als bedenklich wertete CGFP-Generalsekretär Romain Wolff die aktuelle Lage auf dem nationalen Arbeitsmarkt, „ein wirkliches Problem“, das nicht umsonst das zentrale Thema der Tripartite-Runde vom 1. Dezember

gewesen sei. Weil die Solidaritätssteuer zur Finanzierung der Arbeitslosigkeit schlicht benötigt werde, habe die CGFP diese Abgabe auch niemals in Frage gestellt.

Als geradezu abschreckendes Beispiel, wie in international aufgestellten Konzernen mit dem Personal umgegangen werde, nannte der CGFP-Generalsekretär die Vorgehensweise bei Arcelor/Mittal, wo nicht mehr die Beschäftigten im Mittelpunkt stünden, sondern einzig und allein die an die Teilhaber zu zahlende Dividende zähle. Wenn eine bestimmte Wirtschaftlichkeit nicht mehr erreicht werde, würden die Betriebe kurzerhand geschlossen. Geschmacklos werde die Angelegenheit erst dann, wenn solche Entscheidungen auch noch wenige Tage nach großangelegten Fei-

Fortsetzung Seite 14

CGFP unterstützt Staatsbeamten-Hilfswerk Nationalpräsident Emile Haag überreicht Scheck in Höhe von 12.500 Euro

Am Rande der Vorstandskonferenz am 5. Dezember 2011 überreichte CGFP-Nationalpräsident Emile Haag einen Scheck über 12.500 Euro an den Vorsitzenden der „Fondation CGFP de Secours“, Paul-Henri Meyers, dies im Beisein von Jos. Daleiden, Präsident von CGFP-Services, und CGFP-Finanzverwalter Michel Cloos.

Die „Fondation CGFP de Secours“ hat seit ihrer Gründung vor mehr als 35 Jahren Spenden in mehrfacher Millionenhöhe gesammelt, um den Opfern von Naturkatastrophen und ähnlichen Schicksalsschlägen zu helfen, aber auch um längerfristige Projekte in Entwicklungsländern zu unterstützen. Seit nunmehr über sieben Jahren führt das CGFP-Hilfswerk nun bereits konkrete und nachhaltige Entwicklungshilfeprogramme im westafrikanischen Togo durch, wo in Zusammenarbeit mit der Gewerkschaft und CGFP-Partnerorganisation CGCT versucht wird, das Los der vom herrschenden Regime vernachlässigten Landbevölkerung zu verbessern, dies u.a. durch Weiterbildungsprogramme, verbunden mit der Vergabe von Mikrokrediten. Auf diese Weise ist es seither gelungen, vielen Hundert Jungbäuerinnen und Jungbauern den Besuch von Fortbildungskursen zu ermöglichen, wodurch sie die Produktivität ihrer Betriebe erheblich steigern konnten.

Parallel dazu läuft seit 2009 ein auf mindestens vier Jahre anberaumtes Wasserprojekt, das in großem Stil defekte Wasserpumpen instandsetzt und damit Hunderttausende von Menschen mit sauberem Trinkwasser, einem wahrhaft kostbaren Gut in diesen Regionen, versorgt.

Nicht zu kurz kam bei all dem aber auch der Gesundheitsbereich, wo es enorme Defizite zu vermeiden gibt. Ein erstes Projekt betraf die Sanierung einer völlig verseuchten Entbindungsstation in dem Ort Yometchin. Und dank der Großzügigkeit zahlreicher CGFP-Mitglieder konnte nun auch die Verwirklichung von zwei weiteren Gesundheitszentren in den Ortschaften Aképé und Kpime in Angriff genommen werden („fonction publique“ berichtete).

Mit der Überreichung eines Schecks aus Eigenmitteln will die CGFP als Gewerkschaft ihren Beitrag zugunsten der Hilfsbedürftigen in einem der ärmsten Länder der Welt leisten – eine Geste, die auch diesmal wieder möglich wurde dank der Freigebigkeit und der Spendenfreudigkeit der öffentlichen Bediensteten, die gerade zum Jahresende dem CGFP-Hilfswerk immer wieder bedeutende Geldbeträge spenden.



Am Rande der Vorstandskonferenz überreichte CGFP-Nationalpräsident Emile Haag einen Scheck über 12.500 Euro an den Vorsitzenden der „Fondation CGFP de Secours“, Paul-Henri Meyers, dies im Beisein von Jos. Daleiden, Präsident von CGFP-Services, und CGFP-Finanzverwalter Michel Cloos

Wer konkrete Solidarität mit den Notdürftigen dieser Welt bekunden möchte, kann dies auch weiterhin gerne tun, und zwar mit einer Überweisung auf eines der Spendenkonten der „Fondation CGFP de Secours“:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Die Spenden sind im Übrigen im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar.

s.h.



Fortsetzung von Seite 13

erlichkeiten bekannt gegeben wurden. Und Romain Wolff wörtlich: „*Esou e-pes ass énnér aller Klarinett an d'fir e Schlag an d'Gesicht vun deenen am Stolsecteur schaffende Leit*“. Und gerade deshalb wolle sich die CGFP solidarisch zeigen mit den in der Stahlindustrie Beschäftigten, „weil diese um ihre Zukunft, ja um ihre Existenz bangen müssen“. Die Rechte der in diesem Sektor tätigen Mitarbeiter derart mit Füßen zu treten, wertete Romain Wolff als „regelrechten Affront“.

Befremdend sei auch die Tatsache, dass die Erwerbslosenzahlen und damit auch die Zahl der bei der ADEM eingeschriebenen Arbeitsuchenden ständig stiegen, obwohl Jahr für Jahr massiv Arbeitsplätze geschaffen würden. Wer diesen Umstand einzig und allein mit dem Vorhandensein eines Index-Mechanismus erklären wolle, mache sich die Sache zu einfach. Wenn dann auch noch Arbeitgebervertreter, die nicht davor zurückschreckten, Beschäftigte aus Profitgier auf die Straße zu setzen, behaupteten, sie setzten sich für die sozial Schwächeren ein, gleichzeitig aber die Meinung äußerten, der soziale Mindestlohn in Luxemburg sei zu hoch, komme das einer grundlosen Unverschämtheit gleich.

Die ADEM jedenfalls trage keine Schuld an der augenblicklichen Lage auf dem Arbeitsmarkt. Vielmehr müsse sich mit der Frage beschäftigt werden,

ob nicht so manche Personalabteilungen die Krise als Vorwand benutzten, Arbeitsverträge auf unbestimmte Zeit aufzukündigen, um diese Stellen mit unsicheren, auf Zeit begrenzten Arbeitsverträgen wieder zu besetzen. „Wo bleibt da die soziale Verantwortung der Unternehmen?“, so Romain Wolff vor der CGFP-Vorständekonferenz – eine Frage, die einer dringenden Antwort bedürfe.

CGFP gegen Sozialklaus

Den vergangenen 15. Juli, so CGFP-Generalsekretär Romain Wolff weiter, dürfte noch jeder in Erinnerung haben, sei es an dem Tag doch zu einem Gehälterabkommen über drei Jahre für den öffentlichen Dienst gekommen. Und obwohl fast alle politischen Parteien, die Mehrheitsvertreter so gut wie die Oppositionssprecher, der Meinung gewesen seien, bis 2014 dürfe es zu keiner Punkterhöhung kommen, habe die CGFP ein Übereinkommen erzielt, das für 2012 eine einmalige Prämie auf dem Jahresgehalt von 0,9 Prozent und für 2013 eine Punkterhöhung von 2,2 Prozent vorsehe, nicht zu vergessen die Abschaffung der Krisensteuer zum 1. Januar 2012.

Ein weiteres Dokument, das die CGFP-Vorständekonferenz an dem Tag, wenn auch nicht mit allzu großer Begeisterung, verabschiedet habe, betreffe die sogenannte Reform des öffentlichen Dienstes und damit die grundlegende Überarbei-

tung des Beamtendienstrechts. Erinnern wolle er daran, dass es die Regierung und nicht die CGFP gewesen sei, die eine Reform von dieser Tragweite wolle. Und daher mute es schon etwas zweifelhaft an, dass nun bestimmte Regierungsmitglieder offensichtlich Probleme mit deren Umsetzung hätten – als ob im Vorfeld nicht mit ihnen darüber gesprochen worden sei und sie kaum wüssten, um was es eigentlich ginge.

Rückblickend erinnerte der CGFP-Generalsekretär alsdann an das Jahr 2005, in dem der damalige Mittelstandminister vor einem dem Patronat nahestehenden Arbeitskreis ein erstes Mal von einer Anpassung der Gehälterstruktur im öffentlichen Dienst gesprochen habe. Die heftige Reaktion der CGFP hierauf habe sicherlich dazu geführt, dass es bis März 2009 in dieser Frage erst einmal ruhig geblieben sei. Der am 30. März 2009 im Vorfeld der Landeswahlen vom 7. Juni stattgefundene CSV-Nationalkongress habe es dann an den Tag gebracht: Aus dem bei dieser Gelegenheit vorgestellten CSV-Wahlprogramm sei der Wille, die Einstiegsgehälter im öffentlichen Dienst zu kürzen, klar hervorgegangen.

Gleich am darauffolgenden Tag habe sich die CGFP in einer deutlichen Wortmeldung gegen diesen Sozialklaus ausgesprochen. Deren ablehnende Haltung hinsichtlich einer Herabsetzung der Anfangsgehälter habe letztendlich auch dazu geführt, dass sich die CGFP am 16. Mai 2009 einer großangelegten Protestaktion gegen jedweden Sozialabbau angeschlossen habe. Nichtsdestotrotz sei ausgerechnet diejenige Partei, die eine Senkung der Einstiegsgehälter angekündigt hatte, gestärkt aus den Wahlen vom 7. Juni 2009 hervorgegangen, und das in der Folge davon mit dem Koalitionspartner erstellte Regierungsprogramm habe sich in dieser Frage, wenn auch etwas differenzierter, an die zuvor gemachten Aussagen angelehnt.

Im März 2010 habe die CGFP-Vorständekonferenz dann ein erstes Regierungspapier zur Durchführung einer Dienstrechtsreform als Verhandlungsbasis zurückgewiesen. Am 1. Dezember desselben Jahres hätten die Gespräche schließlich in einer Sackgasse geendet, und das, weil die Regierung einfach nicht von ihrer Idee der Einführung eines äußerst komplizierten, fragwürdigen und dazu auch noch arbeits- und kostenintensiven Bewertungssystems abzubringen gewesen sei. Die Gespräche seien erst einmal auf Eis gelegt worden, und für Ostern 2011 hätten die für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortminister der Abgeordnetenversammlung einen abgeschlossenen Gesetzesentwurf vorlegen wollen.

Diese Vorgehensweise habe die CGFP erneut auf den Plan gerufen: Mit einer Protestkundgebung am 7. Februar 2011, im Rahmen einer außerordentlichen CGFP-Vorständekonferenz, habe die

45. CGFP-Vorständekonferenz

Die Gäste

CGFP

Pierre Trausch, langjähriger Erster Vizepräsident der CGFP

CGFP-Services

Jos. Daleiden, Präsident CGFP-Services, Ehrengeneralsekretär der CGFP

Paul Zimmer, Wirtschaftsrat

Christlich-Soziale Volkspartei (CSV):

Norbert Hauptert, Abgeordneter
Paul-Henri Meyers, Abgeordneter

déi Gréng:

Claude Adam, Abgeordneter

déi Lénk:

Serge Urbany, Abgeordneter

Demokratische Partei (DP):

Fernand Etgen, Generalsekretär

Kommunistische Partei (KPL):

Zénon Bernard, Mitglied des Exekutivkomitees

Alain Herman, Mitglied des erweiterten Zentralkomitees

Luxemburgische Sozialistische Arbeiterpartei (LSAP):

Claudia Dall'Agnol, Abgeordnete
Roger Negri, Abgeordneter

Fédération Générale de la Fonction Communale (FGFC):

Dan Cardarelli, Präsident
Marco Thomé, Generalsekretär
Jean-Paul Kertz, Vizepräsident
Jeannot Wegener, Vizepräsident
Claire Wagner, Beisitzende

Wirtschafts- und Sozialrat (WSR):

Jean-Claude Conter

Ehemalige AGF:

Maurice Schmitz, Generalsekretär

CGFP-Pensioniertendelegation:

Charles Waringo, Vorsitzender

Berufskammer des öffentlichen Dienstes:

Georges Muller, Direktor

Staatsbeamtenkrankenkasse:

Claude Geimer, Vizepräsident

CGFP ihren Unmut zum Ausdruck gebracht und die für den öffentlichen Dienst zuständigen Regierungsmitglieder dazu gebracht, die CGFP-Fachverbände zu Einzelgesprächen zu empfangen.

Zu wirklichen Verhandlungen sei es aber auch zu diesem Zeitpunkt noch immer nicht gekommen, bedauerte Romain Wolff. Stattdessen sollten die von Regierungsseite im Alleingang erarbeiteten Reformtexte im Laufe des Monats April, inmitten der Osterferien, den Ministerrat passieren, und einen Termin für deren Vorstellung vor dem für den öffentlichen Dienst zuständigen Parlamentsausschuss habe es auch schon gegeben. Wenn es letztendlich dennoch nicht hierzu gekommen sei, sei das einzig und allein dem ausdrücklichen Einwirken der CGFP auf unterschiedlichen Ebenen zu verdanken gewesen. Wirkliche Verhandlungen hätten dann ab Mai 2011 stattgefunden, die letzten Endes auch zu dem am 15. Juli vorgestellten Prinzipienpapier geführt hätten.

Gut drei Monate später sei der breiten Öffentlichkeit dann ein schwerfälliges, über 1.000 Seiten starkes Reformvorhaben zugänglich gemacht worden – ein Reformpapier, bei dem auch jetzt so manche Punkte allerdings noch unklar seien. Während die allgemein gültigen Bestimmungen mit dem Dachverband, der CGFP, zu klären seien, fielen die sektoriellen Angelegenheiten in den Zuständigkeitsbereich eben der sektoriellen CGFP-Mitgliedsorganisationen. Und wer



verlauten lasse, den CGFP-Fachverbänden bliebe kein Verhandlungsspielraum mehr, liege schlicht falsch, ebenso wie diejenigen, die behaupteten, der CGFP seien die Hände gebunden.

Zurzeit liege gerade mal ein Vorprojekt auf dem Tisch, das, was den sektoriellen Teil angehe, mit den CGFP-Fachverbänden besprochen und verhandelt werden müsse. Sie alle hätten ein Recht darauf, dass ihren legitimen Interessen und Forderungen auch Rechnung getragen würde. Und wenn jemand es wünsche, dass bei diesen Gesprächen ein Mitglied der CGFP-Exekutive anwesend sein soll, sei die CGFP-Führung auch bereit, an diesen Gesprächen teilzunehmen.

Bis zuletzt jedenfalls sei die CGFP darum bemüht gewesen, die negativen Folgen dieser Reform weitestgehend abzuschwächen, selbst wenn die meisten Oppositionsparteien die Ansichten der Regierung in vielen Punkten teilten, so etwa bezüglich der Einführung eines unsinnigen Bewertungssystems oder der Nicht-Anpassung des Punktwertes bis 2014.

Wenn die CGFP-Vorständekonferenz vom 15. Juli das Reformvorhaben letztendlich verabschiedet habe, dann sei diese Zustimmung insbesondere aufgrund von drei wesentlichen, in dem Papier enthaltenen Bestimmungen erfolgt. Zum einen, weil die eigentlichen Anfangsgehälter unverändert blieben und lediglich die während der Praktikanten-ausbildung zu zahlende Entschädigung angepasst werde, unter der Voraussetzung natürlich, dass es gleichzeitig zu einer grundlegenden Reform der Berufsbildung komme. Dann, weil die Beförderungen sowohl im „niveau général“ als auch in dem neu zu schaffenden „niveau supérieur“ künftig automatisch erfolgen sollten, und zwar im harmonisierten Drei-Jahres-Rhythmus. Und schließlich, weil die Bewertung des öffentlichen Personals, von der Stage-Zeit einmal abgesehen, nur noch zwei bis drei Mal während einer Laufbahn, bei Beförderungen in Führungsämtern, geschehen sollte. Nicht zuletzt habe aber auch das parallel dazu für den öffentlichen Dienst erzielte Besoldungsabkommen über drei Jahre eine nicht unwesentliche Rolle bei der Verabschiedung des Reformpapiers gespielt.

Regierung kommt Verpflichtungen nicht nach

Jetzt aber, so Romain Wolff sichtlich verblüfft, stelle man fest, dass das nun vorgelegte Reformvorhaben, ein über 1.000 Seiten umfassendes Vorprojekt, gerade in den entscheidenden Punkten vom Reformpapier vor den Sommermonaten abweiche. Das gelte zunächst einmal für die Praktikantenzeit, bei der man sich auf eine grundlegende Reform geeinigt habe, die vorsehe, dass der Praktikant im Verhältnis zu der von der Regierung beschlossenen Entschädigung eine solide berufsbezogene Ausbildung erfahre und nicht als „billige Arbeitskraft“ missbraucht werde. Dann habe die CGFP der Neuregelung der Beförderungen in dem eben bereits erwähnten „niveau supérieur“ nur unter der Bedingung zugestimmt, dass hier künftig, ähnlich wie im heutigen „cadre ouvert“, Automatismen spielten, allein schon, um auf diese Weise die aufgrund der Altersstrukturen innerhalb von Verwaltungen immer häufiger werdenden Blockaden zu vermeiden. Und schließlich habe die CGFP von Anfang an darauf gedrängt, dass die eigentlichen Anfangsgehälter nach der Stage-Zeit unverändert blieben und es auch im weiteren Verlauf einer Laufbahn zu keinerlei Verschlechterungen komme. In all diesen Punkten entspreche das nun vorgelegte Reformvorhaben der Vereinbarung nicht, bedauerte Romain Wolff. Dies gelte im Übrigen auch für die nun zurückbehaltene Form eines Bewertungsmechanismus, die, gepaart mit jährlich durchzuführenden Mitarbeitergesprächen, noch immer zu kompliziert, zu kosten- und zu personalintensiv sei und obendrein auch noch diskriminierend anmute und daher als unsinnig abgetan werden müsse.

In all diesen Punkten komme die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nach. Und aus diesem Grunde richte die CGFP denn auch einen eindringlichen Appell an die ganze Regierungsmannschaft, insbesondere aber an die für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortminister, zu den Vereinbarungen in Wort und Geist zu stehen. Sollte dies nicht erfolgen, so ein verärgerter CGFP-Generalsekretär, komme es unweigerlich zu einem Streitfall, das heiße zur Einleitung der Streikprozedur.

Doch damit nicht genug: Auch auf sektorieller Ebene beinhalte das Reformpapier offensichtlich so manche Mängel. „All das ist unannehmbar, und wir werden uns dagegen zu wehren wissen“, so Romain Wolff unter dem lang anhaltenden Applaus der Delegierten. Sollte die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkommen, sei das Reformpapier null und nichtig und die CGFP werde alle ihr zur Verfügung stehenden gewerkschaftlichen Mittel einsetzen, um die Interessen und erworbenen Rechte der öffentlich Bediensteten zu verteidigen. Ganz alleine die Regierung halte das Heft nun in der Hand. „Und wenn sie ihren Verpflichtungen nicht nachkommt, werden wir alle auf die Straße gehen, um unserem Unmut Ausdruck zu verleihen.“

Soziale Verbesserungen

In den Gehälterverhandlungen indes habe die CGFP ein Ergebnis erzielt, das nebst sozialen Verbesserungen für 2012 die Auszahlung einer Einmalprämie von 0,9 Prozent auf dem Jahresgehalt und für 2013 eine lineare Punktwelterhöhung von 2,2 Prozent vorsehe, gehe es doch darum, die öffentliche Funktion an der allgemeinen Einkommensentwicklung teilhaben zu lassen. Dieses Abkommen müsse nun auch umgesetzt werden, so eine der zentralen Forderungen vor der CGFP-Vorständekonferenz vom 5. Dezember. Daneben habe die CGFP die Abschaffung der Krisenabgabe zum 1. Januar 2012 durchgesetzt. Zugleich sei es ihr gelungen, das „Ajustement“, die Anpassung der Renten und Pensionen an die Lohnentwicklung, wenn auch zeitversetzt ausgezahlt, zu erhalten. Und auch künftig wolle sich die CGFP dafür stark machen, dass neben Fördermaßnahmen für energetisches Bauen die gesetzlichen Zugangsbestimmungen zum „Béllegen Akt“ unverändert blieben. Es könne jedenfalls nicht angehen, dass ausgerechnet Klein- und Mittelverdiener durch eine Neuregelung geschädigt würden. Und: Die CGFP trete auch weiterhin mit aller Entschlossenheit für den Erhalt des altbewährten Index-Mechanismus ein und lehne zugleich das von Arbeitgeberseite ins Gespräch gebrachte Moratorium mit aller Entschiedenheit ab.

Gewerkschaftsarbeit in Krisenzeiten: eine Herausforderung

Dass Gewerkschaftsarbeit gerade in schwierigen Zeiten eine Herausforderung sei, dürfte wohl jedem bewusst sein, schlussfolgerte Romain Wolff. Die CGFP jedenfalls habe es nicht verlernt, alle ihr zur Verfügung stehenden gewerkschaftlichen Mittel auszuschöpfen, wenn sie feststelle, dass etwas völlig aus dem Ruder laufe. Und dieser Moment sei nun gekommen, so der CGFP-Generalsekretär an die Adresse der Delegierten. Und Romain Wolff wörtlich: „Die Regierung kommt ihren Verpflichtungen nicht nach. Und deshalb brauchen wir eure Unterstützung jetzt mehr als je!“

Steve Heiliger

Im Anschluss an die Ausführungen von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff und die Überreichung eines Schecks an das CGFP-Hilfswerk (siehe unseren eigenen Beitrag Seite 13) oblag es CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, die Entschließung 2011 vorzutragen, die bei der anschließenden Abstimmung von der Versammlung verabschiedet wurde (siehe Kasten Seite 12). Mit einem Empfang zu Ehren der geladenen Gäste und Delegierten wurde der Abend beschlossen.

Im Rahmen der 45. Vorständekonferenz der CGFP

Ein Empfang zu Ehren der Gäste und Delegierten



La réforme du «Bëllegen Akt»: Une mesure socialement inacceptable

Dans son avis, la CHFEP se prononce sur le projet de loi déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement et portant modification:

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

et sur le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives.

Par dépêche du 29 septembre 2011, Monsieur le Ministre des Finances a demandé, «dans les meilleurs délais» bien évidemment, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi et le projet de règlement grand-ducal spécifiés à l'intitulé.

À en juger d'après son intitulé, le projet de loi aurait pour but d'«encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement», ceci par le biais de «différentes mesures fiscales». Lesdites mesures fiscales peuvent être scindées en deux selon qu'elles concernent l'Administration de l'enregistrement et des domaines (chapitre 1^{er} du projet de loi) ou celle des contributions directes (chapitre 2).

Chapitre 1^{er} – Enregistrement et domaines

Aux termes de l'exposé des motifs qui accompagne le projet – et comme cela a d'ailleurs été annoncé dans la presse et en public à maintes reprises déjà – le gouvernement entend modifier les dispositions légales relatives au crédit d'impôt en matière de droits d'enregistrement («Bëllegen Akt») pour en lier à l'avenir la moitié à la condition d'investir dans un logement dit «énergétiquement efficace».

Que l'époque que nous vivons demande qu'on favorise davantage les constructions et assainissements respectueux de l'environnement, voilà qui ne fait aucun doute. Que cela se fasse cependant en mélangeant deux choses qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre, voilà une autre question.

Si l'on connaît les prix de l'immobilier au Grand-Duché, il saute aux yeux que la réforme envisagée se fera, une fois de plus, au détriment de ceux qui ont à l'heure actuelle déjà toutes les peines du monde pour pouvoir s'offrir un logement propre. Ceux qui peuvent facilement se payer un appartement ou une maison ont également, en règle générale, les moyens pour investir leur argent dans un logement qui répond aux critères prévus par le projet sous avis, et ils pourront en conséquence bénéficier de l'intégralité des aides étatiques prévues. Ceux par contre qui peuvent à peine s'offrir un logement digne de ce nom auront certainement d'autres préoccupations que de se concentrer sur l'efficacité énergétique de leur demeure, et ils verront donc leur crédit d'impôt réduit de moitié. À la limite, cette réduction, qui équivaut à un surcoût du prix d'acquisition ou de construction, risque de rendre impossible l'accès à la propriété dans le chef d'acheteurs potentiels. La réforme projetée doit en conséquence être qualifiée en premier lieu non pas de écologique, mais de inéquitable puisqu'elle favorisera ceux qui en ont le moins besoin.

S'y ajoute que, même au cas où le futur propriétaire s'intéresserait à l'assainissement écologique d'un appartement qu'il aurait acquis dans une résidence par exemple, il faudrait que tous les autres copropriétaires

marquent leur accord avec les travaux afférents, ce qui est loin d'être évident!

Par ailleurs, l'idée d'accorder dans une première phase au demandeur le «crédit d'impôt supplémentaire énergétique» et d'en exiger le remboursement «avec les intérêts légaux à partir du jour de l'octroi» si les conditions exigées par la loi ne sont pas remplies dans un délai donné va à l'encontre des soucis de simplification administrative affichés par le gouvernement à toute occasion qui s'y prête.

En conclusion, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne se voit pas en mesure de se déclarer d'accord avec la réforme envisagée. Sans vouloir s'opposer à une réorientation de ce que l'on appelle le «Bëllegen Akt», elle ne saura cautionner une telle qu'à la condition que les nouvelles mesures restent équitables et socialement acceptables.

Chapitre 2 – Contributions directes

Le projet de loi sous avis comporte également une importante modification dans le domaine des impôts directs, plus précisément au niveau de l'amortissement des immeubles affectés au logement locatif.

Les efforts des gouvernements successifs visant à créer davantage de logements moyennant un attrait fiscal ont pris leur départ il y a une vingtaine d'années déjà.

Par le règlement grand-ducal du 17 décembre 1991, le taux d'amortissement applicable aux immeubles affectés au logement locatif a été augmenté de 2% à 4% pour l'année de l'achèvement de la construction et les cinq années suivantes.

Par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002, ledit taux a été augmenté de 4% à 6% pour l'année de l'achèvement de la construction et les six années suivantes. Ce taux de faveur est toujours en vigueur à l'heure actuelle pour les nouvelles constructions, mais l'alinéa 2 de l'article 32ter LIR permet aussi de profiter du taux de 6% en cas de dépenses de rénovation dépassant 20% du prix d'acquisition ou de revient d'un ancien logement.

Malheureusement (comme tout le monde le sait), cet attrait fiscal n'a guère remédié au déséquilibre manifeste entre l'offre et la demande de logements au Luxembourg.

Le texte du projet sous avis ne concerne pas les logements nouvellement construits, mais seulement les anciens immeubles rénovés selon des critères écologiques, pouvant être définis par un règlement grand-ducal. Le taux d'amortissement est fixé à 10% et applicable sur une durée de huit années. L'innovation réside donc dans le fait que ce taux de faveur ne s'applique qu'aux dépenses d'investissement effectuées en cas d'assainissement énergétique d'un immeuble ancien affecté au logement locatif.

Tout en saluant les bonnes intentions du gouvernement d'améliorer la qua-

lité énergétique et environnementale des immeubles loués, la Chambre des fonctionnaires et employés publics se doit de rendre attentif à certaines incohérences, voire même des carences dans le texte proposé.

Une première critique concerne la méthode visant à accorder l'aide étatique par le biais des impôts au lieu d'une aide financière directe, comme c'est le cas par exemple pour les primes écologiques accordées pour l'acquisition de voitures moins polluantes. Ainsi, pour une raison incompréhensible, les logements rénovés de fond en comble pour servir ensuite de résidence principale occupée personnellement par le propriétaire sont exclus des faveurs prévues par le texte sous avis!

Ce constat est d'autant plus amer que les aides au logement allouées par le Ministère du Logement sont en baisse depuis des années. Ainsi, le nombre de primes de construction ou d'acquisition est passé de 2.684 en 2003 à 1.865 en 2010. Sur la même période, et malgré des prix nettement plus élevés, le montant global des aides directes allouées est passé de 11,5 à 8,53 millions d'euros, selon le rapport d'activité de l'année 2010 du Ministère du Logement.

L'amortissement accéléré est donc uniquement destiné aux propriétaires d'immeubles rénovés et affectés au logement locatif. Sont visés à la fois les logements appartenant au patrimoine privé d'un propriétaire et ceux faisant partie de l'actif net investi d'une entreprise commerciale, d'une exploitation agricole ou d'une profession libérale. Il en découle que les contribuables ne profitent pas de la même manière de la faveur en raison de la progressivité de l'impôt. À investissement égal, l'amortissement accéléré déclenche des allègements fiscaux insignifiants en cas de revenu imposable modeste, tandis qu'il fournit des gains d'impôt remarquables aux propriétaires à revenu imposable élevé. La méthode de la fiscalisation de cette aide est donc, elle aussi, socialement inéquitable.

C'est la raison pour laquelle la mesure fiscale envisagée va faire les choux gras des promoteurs immobiliers et des investisseurs qui, en ces temps de crise économique et financière, boudent la Bourse pour investir dans la pierre. Par conséquent, on assistera sans doute à une nouvelle flambée des prix de l'immobilier en raison d'une augmentation de la demande de logements anciens face à une offre toujours insuffisante.

À cela s'ajoute que le contrôle de l'investissement écologique à définir par un règlement grand-ducal (qui reste à prendre) ne tombe pas dans les attributions des fonctionnaires des impôts directs et indirects. La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à rappeler qu'il existe un Ministère du Logement avec un service des aides au logement ayant dans ses attributions, entre autres, l'allocation de primes d'amélioration de logements

anciens. C'est l'instrument tout trouvé pour allouer des aides au logement écologiques à tous les investisseurs potentiels, sans passer par la voie fiscale. Cette façon de procéder permettrait aussi de faire revivre les primes d'amélioration qui, en 2010, ont totalisé un montant de seulement 850.224 euros pour 334 demandes.

Par ailleurs, la Chambre se demande s'il n'existe pas une incohérence entre le texte de l'article 15, n° 1° et son commentaire. En effet, le texte dispose que «... lorsque l'achèvement des travaux remonte au début de l'exercice d'exploitation à moins de 7 ans», tandis que le commentaire est libellé comme suit: «... tant en ce qui concerne l'exercice d'exploitation au cours duquel s'achèvent les travaux en question qu'au cours des 7 exercices subséquents». S'agit-il d'une faveur à accorder sur des investissements qui sont déjà réalisés jusqu'à 7 ans en arrière ou d'une telle pour des investissements à réaliser à partir de 2012? Dans la première hypothèse, le cadeau aux investisseurs serait accordé de façon rétroactive!

Concernant l'application pratique de l'amortissement accéléré dans le cadre de l'imposition des propriétaires, l'exemple figurant sub numéro 3 du commentaire de l'article 15 illustre à merveille la complexité et la longévité bureaucratique de cette aide au logement, accordée par le biais des impôts directs. Une fois de plus, la simplification administrative tant prônée par le gouvernement reste lettre morte.

Quant à la forme

En raison de l'alinéa qui suit, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne se livrera pas à un examen détaillé du texte des projets lui soumis. Elle tient toutefois à signaler que, depuis sa création il y a presque un demi-siècle, elle n'a jamais eu à se prononcer sur un texte de loi (!) qui utilise, à 16 reprises dans 14 articles, la formule impossible «Il y a lieu de (remplacer, ajouter, introduire etc.)» ...

Conclusion

Comme il ressort clairement de l'analyse du projet de loi faite ci-avant, le gouvernement entend donc non seulement désavantager les (futurs) propriétaires d'une résidence principale par la réduction envisagée du crédit d'impôt dit «Bëllegen Akt» (chapitre 1^{er} du projet), mais encore exclure les mêmes propriétaires (dans le chapitre 2) du bénéfice d'une mesure fiscale favorisant des investissements d'assainissement énergétique de leur résidence principale (par exemple par le biais d'une majoration du plafond des intérêts débiteurs déductibles), tout en privilégiant les promoteurs et propriétaires fortunés.

Dans ces conditions, la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne peut que s'opposer avec fermeté au projet de loi (et, forcément, au projet de règlement grand-ducal) sous avis.

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden


BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:	 OEL/CGFP Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement B.P. 595 – L-2015 Luxembourg
Baukredit:	_____ (Name) _____ (Vorname) _____ (Straße, Hausnummer) _____ (Plz. /Wohnort) _____ (Telefon) _____ (Dienstbezeichnung) _____ (Dienststelle)
Ich bitte um unverbindliche Beratung durch einen CGFP/BHW-Berater	

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2012

Bausparen

aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.

Kleine Lichtlehre für stimmungsvolles Wohnen



Die eigenen vier Wände sind perfekt eingerichtet und doch kommt nicht so recht Stimmung auf? Höchste Zeit für eine kleine Lichtlehre. Denn gutes Licht schafft Atmosphäre und schenkt „Erleuchtung“ – vor allem in der dunklen Jahreszeit!

Spot an: Farbiges Licht setzt Wohnräume eindrucksvoll in Szene

Ihre Wirkung wird oft unterschätzt, doch Lichtplaner wissen: Gute Lichtverhältnisse sind das A und O für komfortables Wohnen. Wissenschaftlich erwiesen, kann Licht stimulieren oder beruhigen, die Konzentration steigern und für Entspannung sorgen. Wichtig ist dabei auch der geringe Energieverbrauch, der sich zum Beispiel per Fernbedienung flexibel steuern lässt. Das spart Geld und schont die Umwelt.

Gesund und sicher wohnen

Das Spiel mit Licht und Schatten ist also nicht nur Geschmackssache, sondern Grundlage für ein gesundes und sicheres Wohnen. „Häufig wird das Thema noch stiefmütterlich behandelt“, sagt Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bausparkasse. „Dabei kann ein guter Lichtmix das Wohnen deutlich aufwerten.“ In Neubauten wie auch bei Altbau-Modernisierungen wird daher mit professionellen Lichtkonzepten gearbeitet. „Denn der nachhaltige Gewinn an Wohnqualität und Energieeffizienz steigert den Wert der Immobilie sichtbar.“ Dabei werden drei Arten von Beleuchtungen unterschieden:

Grundbeleuchtung schafft Durchblick

Mittlerweile Standard in Neubauten sind integrierte bzw. indirekte Leuchten, die Räume und Verkehrszonen dezent und gleichmäßig erhellen. Sie sollten dimmbar sein und unruhige Helligkeitsunterschiede ausgleichen. An Wänden oder Decken angebracht schafft das Umgebungslicht durch leicht erreichbare Schalter sofort Orientierung im Raum.

Platzbeleuchtung schafft Ordnung

Besonders in Büros, Kinderzimmern, Küchen oder an Essplätzen ist eine hochwertige und blendfreie Platzbeleuchtung von enormem Nutzen. Sie erhöht die Sicherheit beispielsweise in der Küche, die Konzentration am Arbeitsplatz oder im Werkraum und macht den längeren Aufenthalt in diesen Räumen angenehm.

Lichtplanung in Wohnräumen

- Blendeffekte vermeiden – Leuchten richtig ausrichten, glänzende Oberflächen vermeiden und einen blendfreien Computerbildschirm verwenden
- Dimmbare Grundbeleuchtung ermöglicht die schnelle Anpassung des Lichts an Tätigkeit und Atmosphäre
- Treppen gut ausleuchten und irritierende Schatten vermeiden – das minimiert das Unfallrisiko



Naturstein mit Charakter: Schiefer



Einfach cool! Schiefer, bislang eher als witterungsbeständiger Dach- und Fassadenschutz bekannt, sorgt zunehmend auch in Wohnräumen, Küchen und Bädern für Furore. Schon die Römer wussten die vielfältigen Qualitäten des seidig schimmernden Steins zu schätzen. Der entstand vor Millionen Jahren unter Druck, Hitze und Bewegung und wird heute weltweit abgebaut. Das Gestein ist unbrennbar, schmutzunempfindlich und dank seiner hohen Strapazierfähigkeit für Nutzflächen und

stark frequentierte Räume besonders gut geeignet. Auch als Wandgestaltung wird das ausdrucksstarke Naturmaterial zum Hingucker. „Schiefer ist ein gesunder und wärmeleitfähiger Naturstein, dessen nachhaltige Qualitäten im Wohnbereich hervorragend eingesetzt werden können“, sagt Ralf Palm von der BHW Bausparkasse. Je dichter und weniger porös das Material, desto teurer, aber auch weniger anfällig ist es. Hier gilt: Schiefer ist nicht gleich Schiefer! Gute Qualität zahlt sich aus.

Compétition fiscale européenne dans le «shopping mall» électronique:

Luxembourg, capitale numérique paneuropéenne

La Fédération des éditeurs européens estime qu'en 2011 la vente de livres électroniques a augmenté de 20% pour atteindre un volume de 462 millions d'euros. En 2010, le marché général des livres avait été de 23,5 milliards d'euros, en baisse de 2% par rapport à 2007, avec une part de 98,4% pour les livres traditionnels en papier et de 1,6% seulement pour les livres sur support numérique.

Aux États-Unis, les ventes des «e-books» ont entre 2008 et 2010 passé de 64 à 878 millions de dollars, le volume se multipliant ainsi par 13,5. La part de marché a passé en deux ans de 0,5% à 6,3% et pourrait d'ici 2015 se situer vers 20-25% et représenter alors un chiffre d'affaires de 3 à 4 milliards de dollars. Pour l'Europe, plus «lettrée», l'enjeu est au moins comparable, une part de 15-20%, en 2015 vers les 4 milliards d'euros voire plus.

Côté coûts, le livre numérique revient évidemment nettement moins cher, avec la disparition de frais unitaires pour la production et la distribution physiques (impression, reliure, transport, etc.), de sorte qu'aux États-Unis son prix de vente se situe entre-temps aux environs de 60% de celui d'un livre conventionnel à contenu identique, alors qu'en France la décote des versions électroniques n'était en 2011 que de l'ordre de 20%, avec toutefois, au début de janvier 2012, des baisses spectaculaires, de l'ordre de 20% à 60%.

C'est pour 2012 que les experts s'attendent à une expansion fulgurante du marché, poussée désormais par la disponibilité d'équipements de lecture performants à prix abordable (à partir de 100 euros), comme Kindle d'Amazon, iPod et iPad d'Apple ou encore Kobo by Fnac. En français académiquement correct, ces outils s'appellent du reste «liseuses électroniques» et en anglais «e-reader».

La perspective d'une explosion du marché alimente l'espoir des commerçants du «web» comme la peur des libraires et de certains éditeurs traditionnels, alors que le ministre français de la culture Frédéric Mitterrand se réfère à l'expérience américaine pour prétendre que «l'offre numérique n'a que très peu diminué l'offre en livre papier» et pour estimer qu'elle aurait «finalement augmenté le désir de lecture». Les attentes expansionnistes se reflètent également dans l'agitation qui a dernièrement saisi certains Ministères des Finances européens.

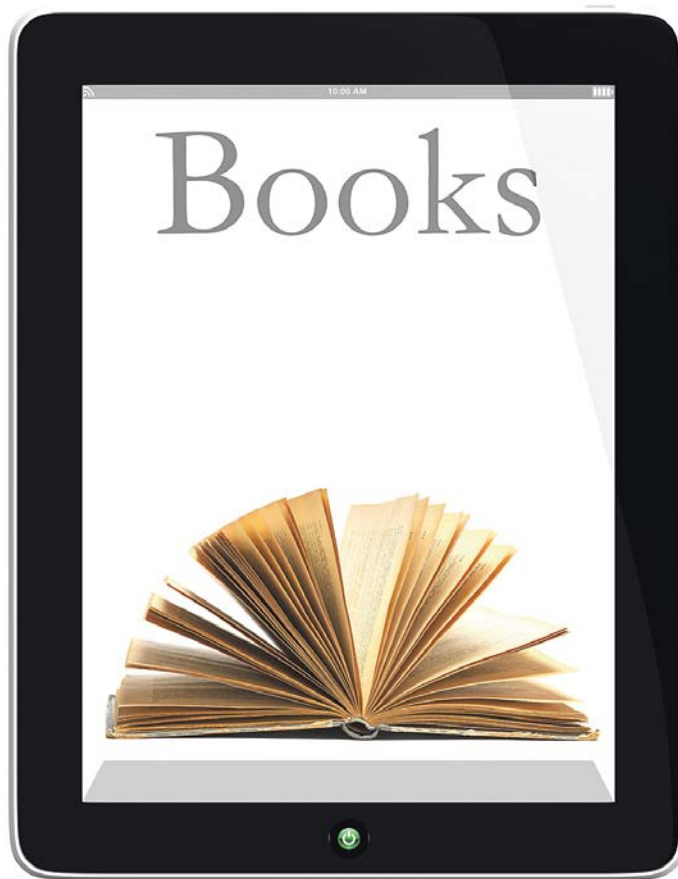
La taxation de l'immatériel

L'Angleterre, qui applique une TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) de taux zéro sur les livres conventionnels, évoquait au cours de l'année dernière la possibilité d'appliquer cette exemption

également sur les livres électroniques, actuellement taxés à 20%. Mais Albion se faisait aussitôt rappeler à l'ordre par la Commission européenne, soulignant que les normes européennes excluent expressément la possibilité d'étendre le champ d'application des taux zéro et des exemptions. L'Espagne, qui avait abaissé dès 2009 sa TVA sur le livre numérique à 4%, a vite été obligée par Bruxelles à retourner à 20%.

Bien évidemment qu'il n'échappait pas au Chancelier de l'Échiquier de Sa Gracieuse Majesté que pour le commerce électronique desservant les particuliers, la taxe se collecte non pas dans le pays de résidence du consommateur, mais au lieu d'implantation du commerçant, et surtout au taux applicable dans le pays de ce dernier, par et au profit de l'administration de ce pays. Bref: les Britanniques visaient en fait à se positionner comme le libraire en ligne de l'Europe entière.

En France, avec une TVA normale de 19,6%, les livres (sur support papier mais également en format numérique sur tout autre support physique, donc comme fichier sur disque compact, sur cédérom ou sur clé USB) bénéficiaient dans le passé, en tant que biens culturels, du taux réduit de 5,5%. Au 1^{er} avril 2012, ce taux doit passer à 7%, alors que pour les livres numériques achetés et fournis en ligne on est passé dès le 1^{er} janvier dernier de 19,6% à 7%.



Après des débats houleux et prolongés en décembre, le Président de la République a réussi à imposer ses vues, le relèvement de 5,5% à 7% pour les livres sur supports matériels ne devenant toutefois effectif que le 1^{er} avril prochain.

... et une réplique prompte et habile

Face au choix français de taxer le livre électronique à 7% alors contre 15% à Luxembourg, le Grand-Duché ne se laisse pas faire, bien évidemment. Le 12 décembre dernier, une circulaire de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines informait que, sur décision du Ministère des Finances, le taux de la TVA sur le livre numérique serait désormais harmonisé avec celui du livre papier, soit au taux de 3%. Les explications et motivations méritent d'être reproduites:

«Etant donné que la notion de «livres» ne fait pas l'objet d'une interprétation unanime au sein des Etats membres de l'UE, le Gouvernement a décidé, pour des raisons de neutralité, qu'il y a lieu d'accorder une acception large à ce terme, visé au point 5 de l'Annexe B de la loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée et à l'article 2, point 5, sous a) du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduits, super-réduits et intermédiaires de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce sens qu'à identité de fonction, une distinction entre support physique et support numérique ne s'impose pas.

Cette interprétation est implicitement corroborée par la Communication du 6 décembre 2011 de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen sur l'avenir de la TVA (COM(2011) 851 final), où il est souligné à la position 5.2.2. que «la question de l'égalité de traitement des produits qui sont disponibles à la fois sur support traditionnel et en ligne a également suscité de très nombreuses réactions lors de la consultation publique. Ces questions devront être abordées.» La présente est applicable à partir du 1^{er} janvier 2012.»

Astucieusement le Grand-Duché se garde de changer une loi, toute proposition politique de cette nature déclenchant normalement à Bruxelles des analyses, des commentaires et le cas échéant des objections. Le Ministre des Finances s'est limité à une mesure administrative clarificatrice, basée exclusivement sur des réflexions et arguments fondamentaux publiés par la Commission Européenne.

Tergiversations et incertitudes

Le gouvernement anglais, qui confirme ne plus vouloir modifier son régime, proclame sa conviction que les nouvelles règles françaises et luxembourgeoises ne sont pas conformes au droit communautaire en vigueur. Toujours est-il qu'en décembre le Ministre français de la Culture avait laissé entendre qu'il avait reçu des signaux rassurants de Bruxelles. Depuis lors, la Commission, manifestement divisée à propos de la question, n'a pas fait entendre de protestations, comme on l'aurait normalement attendu de la part de la «gardienne des traités».

Nos nouvelles mesures vont indiscutablement dans le sens des intentions officielles de ne plus taxer différemment des œuvres «pour autant similaires dans leur nature et l'usage que pouvait en attendre le consommateur». Dans le document mentionné, la Commission avance en effet comme un des principes directeurs que «des biens et services

Il y a plus d'un an, la France avait déjà fait voter le passage des livres téléchargés au taux de 5,5% avec effet au 1^{er} janvier 2011, avant d'en reporter l'application d'un an. On voulut ne pas se mettre en infraction avec le droit communautaire sans avoir donné à l'Europe le temps de s'aligner aux desiderata de la Grande Nation.

Une initiative française ...

Nul n'ignore que le commerce électronique américain s'est implanté au Grand-Duché, sinon exclusivement du moins en ordre principal du fait que «les services immatériels fournis par voie électronique» à des particuliers européens n'y sont imposés qu'au taux de 15%, le prélèvement le plus favorable du continent. Et donc voilà qu'en France, le livre électronique téléchargé en ligne va passer au taux de 7%, bien entendu également, vu les règles européennes, pour d'éventuels clients domiciliés en dehors de l'hexagone!

N'est-ce pas là un mouvement agressif bien surprenant de la part de la Grande Nation? Il y a encore peu de temps, le Sénat français prenait notre taux de 15% comme prétexte pour de très lourdes accusations de «dumping fiscal», de «distorsion concurrentielle» et de «tour de passe-passe fiscal»? (Voir «fonction publique» de novembre 2010.) Pas de doute donc que la mesure française a été prise en considération des réalités luxembourgeoises.

Les alignements de taux ont défrayé la chronique en France pendant quelque temps, mais moins pour l'aspect de concurrence fiscale transfrontalière. Ce sont les libraires et éditeurs français qui se sont ameutés et qui ont qualifié de «catastrophe» le passage de 5,5% à 7% pour la TVA sur les livres en papier, surtout que la fixation administrative du «prix du livre» par la fameuse «Loi Lang» les empêchait de répercuter le coût additionnel (de 30 centimes pour un livre de poche de 20 euros) sur le consommateur et qu'elle comprimait de ce fait leurs marges bénéficiaires ou leur vaut des pertes nettes.

D'autre part, le Sénat, depuis quelques mois à majorité socialiste, a rejeté majoritairement le projet gouvernemental pour la loi budgétaire de 2012 contenant les modifications proposées pour la TVA.





similaires devraient être soumis au même taux de TVA et le progrès technologique devrait être pris en considération à cet égard, de façon à ce que l'on puisse répondre au défi consistant à assurer la convergence entre les supports physiques et électroniques».

Toutes ces discussions, imprécisions, doutes et divergences à propos des livres numériques reflètent évidemment les problèmes éternels de la bureaucratie bruxelloise, dont la lenteur et l'inefficacité sont proverbiales, alors que les choix politiques de l'UE sont souvent biscornues et souffrent de la nécessité de composer avec de multiples intérêts particuliers, surtout ceux des gouvernements des «grands» États membres voire des lobbyistes les plus puissants.

Pour le commerce électronique, les escarmouches communautaires ont toujours été, comme les polémiques fiscales du Sénat français, en retard d'une guerre, du fait qu'on ne comprenait ni la logique du marché ni le sens de l'évolution technologique.

L'Europe dans tous ses états

Il convient de rappeler que, voilà une décennie, quand le commerce européen exerçait des pressions afin que les futures ventes en ligne de leur concurrence d'outre-Atlantique soient bien soumises à une TVA européenne, l'on aurait évidemment pu imposer, en considération de l'aisance transfrontalière du trafic numérique naissant, une taxe européenne unique et uniforme, éventuellement même au bénéfice de l'UE elle-même, non seulement pour les commerçants américains, mais aussi pour les opérateurs européens.

Une telle solution supranationale simple était idéologiquement inacceptable pour les eurosceptiques, notamment britanniques. Dès lors, face à l'impossibilité évidente d'imposer à chaque opérateur transfrontalier du web le respect simultané de dizaines de taux de TVA nationaux, de dizaines de dispositions nationales divergeant dans le détail et de dizaines de modalités de perception différentes, le Conseil des Ministres s'est finalement résolu à une solution de fortune.

Celle-ci veut que 1° l'on applique, pour la vente électronique à la clientèle particulière, la TVA non pas à la sauce nationale du consommateur, mais à celle de son commerçant, et que 2° tous les opérateurs non-communautaires soient obligés à se choisir une résidence fiscale en Europe. En adoptant cette issue, les centaines (ou les milliers?) de fonctionnaires européens et de politiciens nationaux, avec tous leurs experts, ne prenaient manifestement pas un instant en considération que les entreprises américaines étaient capables de calcu-

ler correctement et que, si on leur laissait un choix, ils allaient comparer les différentes «juridictions fiscales» avant de décider du lieu de leur implantation en Europe.

Une chance qui a été saisie

Ce n'est qu'ex post que les Ministres des Finances européens ont remarqué qu'ils avaient fixé des règles européennes qui devaient forcément faire les choux gras de leur collègue luxembourgeois. La délégation luxembourgeoise avait bien entendu retenu le souffle pendant de longs mois, pleinement consciente de l'enjeu.

Nous connaissons la suite. Les recettes du Trésor luxembourgeois relatifs à la TVA sur «les services fournis par voie électronique» sont substantielles, d'un



volume de plus de 1,6 milliards d'euros pour les cinq exercices 2006 à 2010, et pour 2010 sans doute de plus de 400 millions.

Ce n'est donc vraiment pas une mince affaire pour notre budget et pour notre économie. *(Et le présent article est donc loin de traiter d'un développement insignifiant.)* Ce qui en 2002 commençait avec à peine quelques dizaines d'emplois nourrit entre-temps à Luxembourg déjà plus d'un millier de nouveaux immigrés «branchés». Avec une nette tendance à la hausse.

En effet, en peu de temps, tous les poids lourds américains du secteur ont établi leur quartier général européen à Luxembourg: de Microsoft à Amazon, d'Apple à iTunes, d'eBay à PayPal. Pour l'e-business d'outre-Atlantique, nous sommes sans discussion le «gateway to Europe», le portail pour le grand marché de l'UE, et ceci malgré tous les

efforts de la «TechCity» dans le quartier de «Silicon Roundabout» à Londres. En fait, il n'y a qu'un seul des grands noms qui manque à notre palmarès: Google a préféré s'établir en Irlande.

Il s'agit évidemment d'un secteur en ébullition constante. Ainsi, le premier des opérateurs à s'être fixé chez nous, America Online, a quitté l'Europe après quelques années seulement, n'ayant pu y implanter efficacement son concept américain. Que Skype, le champion mondial du «VoIP» («Voice over Internet Protocol», c'est-à-dire du téléphone par Internet) avec 660 millions d'utilisateurs, ait conservé son siège mondial chez nous, en dépit de trois changements de propriétaire, cela tient à ce que la firme est luxembourgeoise d'origine.

Skype a été fondé en 2003 à Luxembourg par un Suédois et un Danois s'appuyant sur des programmeurs estoniens. Un actionnaire indirect de la première heure était la SNCI, notre banque publique. *(Ce n'est donc pas un hasard que Skype est né ici. Il faut insister: dans ce cas comme pour SES-Astra, l'initiative est venue du secteur public, et aucun mérite ne revient aux propagandistes et pleureuses de la Fedil.)*

Son concept eut un succès fulgurant immédiat, et Skype fut racheté dès 2005 par eBay pour être revendue en 2009, avant de passer en 2011 sous le contrôle de Microsoft pour le prix impressionnant de 8,5 milliards de dollars, soit environ 6,5 milliards d'euros. La firme évolue donc dans la classe de grandeur de la SES de Betzdorf avec sa capitalisation boursière de 6 milliards d'euros. Pour comparaison: le géant ArcelorMittal avec ses 250.000 salariés au plan mon-

dial affiche une valeur en bourse de 21 milliards d'euros.

C'est dire que notre secteur électronique, même si au niveau national il reste à l'ombre de la place financière avec 45.000 emplois directs, n'est plus un projet vague ou une chimère virtuelle, mais bel et bien une indéniable réalité économique et financière. La plupart des plus importants et des plus dynamiques des leaders mondiaux des technologies de l'information et de la communication, ont une adresse réelle chez nous, des activités concrètes et des projets prometteurs.

Un environnement ultra-favorable

Si le différentiel du taux de TVA fut jadis un puissant appât pour permettre aux représentants du Grand-Duché aux États-Unis de parvenir à «présenter notre dossier» aux décideurs du monde

électronique, il n'est pas l'unique argument disponible. En tout cas, il faudra s'accommoder du fait que dès 2015 l'«exception fiscale» expire.

Dès le départ, ce taux n'était un argument réel que pour le seul «B2C» («business to consumer», le commerce s'adressant aux particuliers), mais d'aucun effet pour le «B2B» («business to business», les ventes entre commerçants). De plus, pour la vente en ligne de biens matériels avec livraison physique, par exemple une commande de livres ou de CDs vidéo auprès d'Amazon, les taux avantageux de la TVA luxembourgeoise (de 3% pour les livres et de 15% pour la plupart des autres livraisons) ne s'applique que pour les seuls clients résidents au Grand-Duché. Sur le contenu de leurs colis, les particuliers allemands, français, anglais et autres subissent en revanche leur taux national respectif, même si toutes les opérations européennes d'Amazon sont facturées par le siège de Luxembourg.

Quand en 2015 l'environnement fiscal se modifie, les recettes de TVA du Trésor s'affaîsseront certes, mais nous ne voudrions pas assister à l'exode des opérateurs numériques transfrontaliers. Aussi les décideurs gouvernementaux et toutes les administrations concernées s'appliquent-ils intensivement, depuis des années, à assurer un confort maximal à ces contribuables et employeurs. Pour les retenir, il s'agit en fait de répéter le tour de force qui a fait que notre place bancaire n'ait pas périclité quand les arguments initiaux de sa genèse, d'ordre monétaire notamment, venaient à disparaître sous le rabot de l'harmonisation et de l'intégration européennes.

Les investissements lourds que l'État a consenti, d'un côté dans les connexions internationales nous reliant aux points cardinaux du «web» mondial, et de l'autre dans des capacités de traitement numérique (les fameux «data centres») nous assurent dès à présent des arguments forts pour retenir les acteurs en place et pour en accueillir constamment de nouveaux.

De nouvelles vagues d'acteurs

2011 a confirmé que le Luxembourg possède les atouts et la masse critique pour une croissance persistante. Comme 2° et 3° vagues d'opérateurs en ligne sont en effet arrivés, avec la création immédiate de plusieurs centaines d'emplois, d'un côté les éditeurs et opérateurs de jeux interactifs en ligne, et de l'autre les distributeurs de contenus de vidéo-sur-demande.

suite page 21



Schnell und übersichtlich informiert:



Unsere Webseite www.cgfp.lu

Grand canapé 3 places **Thales** en cuir, design Sacha Lakic.

édition **spéciale**

3 800 €

au lieu de 4 710 € jusqu'au 26 mars 2012



Prix valable jusqu'au 26/03/2012. **Grand canapé 3 places Thales** (L. 240 x H. 68/96 x P. 111 cm), design Sacha Lakic. Habillé de cuir massif Alpilles (ép. 1,8-2mm), vachette, fleur rectifiée pigmentée. Assise mousse HR 35 kg/m³. Dossier mousse HR 21 kg/m³. Passepoil contrasté en cuir gris clair. Dossiers relevables. Structure bois massifs et multiplis. Suspension sangles entrecroisées. Piètement hêtre massif, teinté anthracite. Existe dans d'autres dimensions, en fauteuil et pouf. **Liseuse Grand Eclat Blackbody**, design C+B Lefebvre. **Fabrication européenne.**

Nombreuses solutions de financement en magasin

BERTRANGE : 126 A, rue de Mamer - Tél. : +352 31 95 57-1

rochebobo
PARIS

www.roke-bobo.lu

suite de la page 19

Parmi les opérateurs établis continuant à développer et à diversifier leurs activités, on peut épingler le cas d'Amazon Europe. Avant de lancer sa liseuse Kindle à partir de juillet 2011 sur le marché britannique et ensuite graduellement sur notre continent, la firme s'est renforcée de 300 collaborateurs additionnels, dont deux tiers stationnés à Luxembourg. Le nouveau taux de TVA pour les livres électroniques arrive donc à point pour attiser l'expansion.

Quant aux nouveaux arrivés, leurs noms sont moins connus du public, mais il s'agit des leaders de ce secteur jeune en expansion fulgurante. Le «social gaming» n'a entamé que depuis quelques mois la conquête des marchés nationaux européens à partir de Luxembourg, représenté notamment par les californiens Kabam, OnLive et Zynga, le nippon-coréen Nexon ainsi que le russe Innovas.

Le secteur de la livraison en ligne de films et de séries télévisées (appelé «video streaming» par les initiés) est à son tour même encore plus récent. Netflix, l'indiscutable Numéro Un américain, n'a débarqué que fin 2011 pour attaquer en 2012 les marchés britannique et espagnol. Sa décision en faveur de notre pays a été déterminée par l'impressionnante largeur de la bande passante, donc la capacité de débit («bandwidth») des connexions internationales.

Une infrastructure modèle

Les jeux interactifs, que l'on achetait jadis sur un support s'introduisant dans une console de jeu ou un ordinateur, que l'on déchargeait ensuite via Internet comme logiciel à utiliser «offline», ils sont désormais utilisés en ligne. Normalement le joueur connecté n'installe chez lui que des éléments de programme pour la gestion des visuels, alors que le moteur du jeu fonctionne chez l'opérateur, ce qui permet de mettre simultanément en compétition une multitude de joueurs.

Dans ce métier particulier, c'est le temps de réaction qui est crucial pour la qualité du service, de sorte que la vitesse de transmission des signaux devient décisive pour le choix du site d'implantation du centre de calcul. Les ressources considérables investies ces dernières années par le secteur public font que le Luxembourg ne se situe plus qu'à 3 microsecondes (ms, millièmes de secondes) de Bruxelles, à 4 ms de Francfort, à 5 ms de Paris, à 6 ms d'Amsterdam.

Pour les experts, c'est là une remarquable «low latency», un délai de transmission négligeable. Les Américains ont



de ce fait pu être convaincus qu'avec sa localisation centrale et son infrastructure exemplaire, le Luxembourg constitue l'endroit idéal pour quiconque vise le marché numérique paneuropéen.

Ces bonnes connexions avec l'étranger, ce sont les réseaux Teralink (de P&T) et LuxConnect, opérés tous deux par des entreprises d'Etat, ainsi que le réseau de Cégécom, une firme appartenant en partie au groupe Enovos/Creos, ayant lui-même des actionnaires du secteur public luxembourgeois (Etat et SNCI 35%, Ville de Luxembourg 8%).

Pour ce qui est des «data centers» ou «computer farms», ces concentrations de serveurs opérationnels aux quatre coins du pays, au service de l'Internet comme du monde bancaire, leur nombre passe cette année de 17 à 19. Les ordinateurs occupent une surface technique de 40.000 m², équipée majoritairement dans la classe de performance la plus élevée, appelée «Tier IV». Les opérateurs de pointe sont encore ceux du secteur public: «eBRC», une filiale à part entière des P&T, et LuxConnect.

D'autres arguments

L'expansion des activités électroniques à Luxembourg bénéficie bien entendu aussi des réseaux sociaux et commerciaux qui se sont tissés et de l'expertise qui a été accumulée au fil des années, dans les affaires internationales en général comme dans les activités financières, de la présence d'un grand nombre d'experts en droit international, en comptabilité, en fiscalité, en informatique et dans le marketing transfrontalier et global.

De nombreuses réformes légales ont dans bien des domaines adapté le droit luxembourgeois aux exigences poin-

tues des affaires européennes et mondiales, pas seulement sur le plan fiscal. Et nos représentations à l'étranger, les ministères ainsi que les administrations et organismes de surveillance savent déjà anticiper les problèmes à résoudre pour les nouveaux investisseurs intéressés ou débarquant.

Les dirigeants des firmes nouvellement implantées accordent au Luxembourg, en expliquant leur choix et en motivant leur arrivée, une grande attractivité et haut degré de compétitivité. Ils contredisent donc ouvertement les thèses et les théories des Fedil & Compagnie sur notre attractivité perdue et notre compétitivité ruinée.

Pour leurs firmes et leurs collaborateurs, les entrepreneurs du monde numérique apprécient une qualité de vie exceptionnelle, une offre culturelle remarquable et des infrastructures soignées pour le sport, les loisirs et la santé, le niveau des ressources scolaires, le multilinguisme et le climat cosmopolite, la stabilité politique et la paix sociale ainsi qu'une sécurité publique dépassant de loin celle des grandes agglomérations internationales.

Sur les sites Internet assurant la promotion du Luxembourg, on est impressionné par la quantité et l'intensité de témoignages des décideurs de toute origine nationale et géographique qui chantent les louanges de l'accueil leur réservé par les autorités publiques et le personnel de celles-ci. En un mot, le Luxembourg c'est administration intelligente, à tous égards l'opposé de la bureaucratie et des brimades que les entreprises de ces pionniers ont vécues dans leurs pays d'origine respectifs.

(Notre Gouvernement devrait obliger tous les acharnés de la réforme du secteur public et autres fanatiques de la complication administrative – qu'ils soient politiciens ou non – à écouter ces appréciations indépendantes, si élogieuses. Elles montrent l'absurdité de la crispation que d'aucuns appliquent à mettre en péril l'efficacité de notre service public si performant. Les dizaines de milliers d'heures que coûteront annuellement des évaluations aussi superflues que stupides n'amélioreront rien!)

Stratégies intercontinentales et globales

Revenons à notre point de départ, à l'environnement fiscal européen et aux stratégies à y appliquer. Si les changements survenant en 2015 font bien disparaître un avantage luxembourgeois dans les calculs de certains opérateurs, ceux-ci ne trouvent aucun avantage nouveau par l'exode vers un autre site. Ce constat n'est pas négligeable; et il importe que d'ici là d'autres atouts soient mis en place. On s'y applique avec détermination.

Quand en 2011 Microsoft – soucieux de se tailler une part plus importante dans les affaires de l'Internet et des télécommunications – rachetait Skype pour 8,5 milliards de dollars, alors que quelque mois plus tôt la valeur de la firme avait

été estimée à 5,1 milliards seulement, des observateurs américains ont rendu attentif au fait que cet achat s'effectuait entièrement avec des bénéfices réalisés et accumulés en dehors des États-Unis.

Ces experts soulignaient que tout rapatriement des profits aurait déclenché aux USA un prélèvement fiscal de 35%, soit pour le montant en question une ponction de l'ordre de 3 milliards de dollars. Et certains de constater bruyamment que la fiscalité américaine pénalisait tous ceux qui ne se servaient pas d'un domicile comme le Luxembourg pour gérer leurs affaires européennes ou non-américaines.

Peu après, ceux des fiscalistes américains intéressés aux affaires internationales et européennes, qui avaient omis de prendre connaissance des avantages du régime d'imposition de notre site économique, se virent rappelés à l'ordre par une autre manœuvre de Microsoft qui fit la une des médias.

L'entreprise de software fondée par Bill Gates ressentait des difficultés pour se positionner dans le juteux marché des «smartphones», les téléphones mobiles multimédia de plus en plus performants, parce qu'une alliance de ses principaux concurrents lui verrouillait l'utilisation de certains brevets requis pour avancer dans cette technologie. Dans ces circonstances, l'issue pour Microsoft était une alliance spectaculaire avec un des piliers de la téléphonie mobile, le finlandais Nokia.

L'entreprise joint-venture créée à cet effet par les deux partenaires, ensemble avec une tierce firme spécialisée dans l'exploitation de brevets, a été constituée à Luxembourg, gérant dès le départ 2000 brevets industriels provenant de Nokia. Pourquoi le Luxembourg pour une telle alliance?, se demandait-on aussitôt, pour découvrir une disposition de 2007 assurant à nos soparfis («sociétés de participations financières») une exemption fiscale de 80% sur tout bénéfice provenant de la réalisation d'investissements dans la propriété intellectuelle.

L'Internet comme appât

Voilà le Luxembourg donc désormais sur le radar des stratèges américains à ambitions externes, comme une «juridiction fiscale» à ne pas négliger, comme un site opérationnel choisi par SES, Intelsat et autres Skype, comme la tête de pont européenne de crème de la crème de l'e-business américain. Mais soyons sûrs qu'aux perspectives exceptionnelles que ceci nous promet correspondront aussi des réactions d'agacement de la part des administrations rivales étrangères, tout comme des veilleurs de concurrence communautaires et des protectionnistes américains et autres.

Arrêtons là notre promenade à travers le nouveau paysage luxembourgeois des TIC (techniques de l'information et de la communication), pour visiter une autre fois les firmes dominant les télécommunications mondiales via satellites, celles qui gèrent ou supportent des activités internationales dans la téléphonie mobile, qui investissent dans de la propriété intellectuelle du domaine des TIC, qui essaient de sécuriser le trafic Internet ou de domestiquer le «cloud computing» etc.

Mais n'omettons toutefois pas, en conclusion, de souligner la morale de cette histoire. Tous les secteurs de pointe de notre économie ont été mis en place sur initiative et avec les efforts soutenus du secteur public, qui est constamment parvenu à attirer des entrepreneurs venus de loin, par les mettre au confort et par accompagner avec efficacité leur expansion.

Il en est à ce propos de l'Internet comme il en était des banques internationales, des fonds d'investissement ou encore des satellites: les efforts sur place viennent tous de l'État et de ses serviteurs. Pendant ce temps, notre patronat traditionnel se limite à gémir sur l'indexation, les cotisations sociales de maladie et le salaire minimum, à lancer des polémiques grotesques, et à dénigrer le service public. Z.



Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement
à chaque niveau

Partout au Luxembourg !
Esthétique et discret !
Fabrication Thyssen !

Information :
ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.
Z.A. Weiergewan
22, rue Edmond Reuter
L-5326 Contern

Tél. : 40 08 96
Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch — L-1473 Luxembourg
Tél.: 25 03 54 — Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice



Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A WIETOR

VIANDES EN GROS

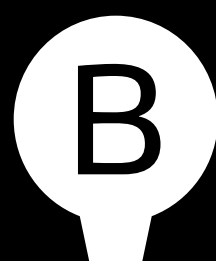
www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort

Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu



IMMOBILIER

BINGEN & ASSOCIÉS

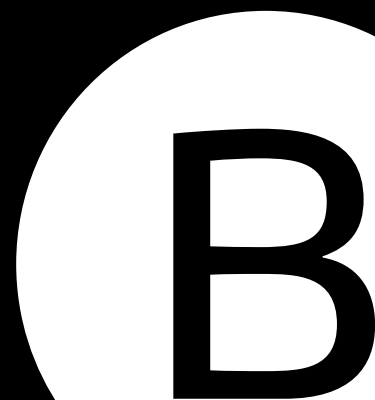


ESTIMATION (onverbindlech)
a VENTE vum Ärem Haus,
Appartement oder Terrain

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99
dan.watgen@b-immobilier.lu

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88
marc.rauchs@b-immobilier.lu

www.b-immobilier.lu



Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires,
n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



BGL
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

bgl.lu

AFAS/CGFP

Schüler auf ihrem Bildungsweg begleiten

Die gemeinnützige „Association de Formation et d'Appui Scolaires“ (AFAS/CGFP) bietet eine flexible Struktur, deren Ziel darin besteht, Schülern zeitlich befristeten Einzelunterricht durch qualifiziertes Lehrpersonal zu vermitteln. Das Angebot steht allen Bürgerinnen und Bürgern, deren Kinder im Luxemburger Sekundarunterricht eingeschult sind, offen. Neben den traditionellen Nachhilfestunden werden ebenfalls Kurse zur Vor- und Nachbereitung bzw. Vertiefung des Lernstoffs und zur Methodologie (Organisation der Studien, Zeiteinteilung u.a.) vermittelt.

Anmeldung vorzugsweise per E-Mail: afas@cgfp.lu

Nachstehend noch einige praktische Tipps und Informationen zur AFAS/CGFP:

Was tut die AFAS/CGFP?

- Die AFAS/CGFP stellt als **Vermittlungsstelle** den Kontakt zwischen Schülern/Eltern und qualifizierten Lehrern her.

Preise

- Die Vermittlung der AFAS/CGFP ist **gratis**.
- Folgende Tarife, die sofort an die Lehrer gezahlt werden, sind festgelegt:
 - cycle inférieur (7^e – 4^e bzw. 10^e): **50 € / pro Einheit (60')**
 - cycle supérieur (3^e bzw. 11^e – 1^{re} bzw. 13^e) : **70 € / pro Einheit (60')**

Unterrichtssequenzen

- Sequenzen von **3 bzw. 6 Nachhilfestunden** finden innerhalb eines befristeten Zeitrahmens (in der Regel 1 bzw. 2 Monate) statt.
- Der Schüler soll immer nach Möglichkeit von demselben Lehrer betreut werden.
- Durch die Sequenzen soll ermöglicht werden, dass die Entwicklung des Schülers verfolgt, ein Vertrauensverhältnis entstehen und eine adäquate Vorbereitung gewährleistet werden kann.

Wann und wo?

- Termine werden zwischen Lehrern und Schülern vereinbart.
- Der Nachhilfeunterricht findet an verschiedenen Sekundarschulen **landesweit** statt.
- Es wird kein Nachhilfeunterricht in Privatwohnungen erteilt.

Regeln / Bedingungen

- Die Schüler unterliegen den internen Regeln der jeweiligen Schulen.
- Termine müssen eingehalten werden.
- Die Honorare werden unmittelbar an die Lehrer gezahlt.

Anmeldung / Informationen

- Die **Anmeldung** erfolgt **vorzugsweise über Internet**, ist aber auch per Telefon möglich.
- Internetseite: <http://afas-cgfp.mysite.lu>
- E-Mail-Adresse: afas@cgfp.lu
- Telefon: 26 77 77 77 (Mo – Fr / 09.30 – 11.30 Uhr)

Was unterscheidet die AFAS/CGFP von herkömmlichen Nachhilfeschulen?

- Als gemeinnützige Organisation verfolgt die AFAS/CGFP keine geschäftlichen Ziele.
- Sie bietet ein flexibles System an: Je nach Wohnort der Schüler findet der Nachhilfeunterricht an einer bestimmten Sekundarschule statt.
- Der Nachhilfeunterricht wird gewährleistet von aktiven oder sich im Ruhestand befindenden Lehrerinnen und Lehrern aus staatlichen Sekundarschulen.
- Einzelbetreuung der Schüler.

**Stehen Sie nicht
im Abseits –
Werden Sie noch
heute Mitglied der**



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfvermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Postes vacants

Direction de la Santé

La Direction de la Santé désire engager sous le statut du fonctionnaire de l'État

deux médecins et un pharmacien

(M/F)

à plein temps et à durée indéterminée.

Les candidat(e)s devront être autorisé(e)s à exercer la profession de médecin respectivement de pharmacien au Luxembourg.

Compétences requises

- connaissance du système de santé luxembourgeois;
- aptitudes analytiques et de synthèse développées;
- bonne maîtrise de la gestion documentaire (littérature scientifique et médicale, bases de données...);
- facilité de travail en équipe;
- langues de travail: luxembourgeois, français, allemand et anglais.

Pour les médecins une formation ou une solide expérience en santé publique ou en épidémiologie, de préférence dans le domaine de la délivrance des soins, sera considérée comme un avantage.

Des renseignements supplémentaires pourront être demandés par téléphone au tél.: 247-85550.

Les demandes avec curriculum vitae et diplômes certifiés conformes sont à adresser pour le 10 février 2012 au plus tard au

Directeur de la Santé
Villa Louvigny-Allée Marconi
L-2120 Luxembourg
Tél. 247-85550

Participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE des élections présidentielles en Russie

Le Luxembourg envisage de participer à la mission d'observation de l'OSCE des élections présidentielles en Russie, qui se tiendront le 4 mars 2012.

Conditions requises

Le ministère des Affaires étrangères cherche des volontaires pour participer à cette mission d'observation à **court terme**. Les candidat(e)s devront remplir les conditions suivantes:

- parfaite maîtrise de l'anglais, parlé et écrit;
- bonne connaissance du contexte politique en Russie;
- expérience dans des missions d'observation des élections (de préférence);
- âge minimum de 21 ans;
- parfait état de santé;
- permis de conduire;
- être disponible en cas de second tour.

La durée de séjour de cette mission à court terme sera d'environ dix jours. La période de déploiement des observateurs s'étendra vraisemblablement du 28 février au 8 mars 2012.

Les intéressé(e)s sont prié(e)s de soumettre leur candidature avant le lundi 30 janvier 2012 au ministère des Affaires étrangères, 5, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, à l'attention de M. Daniel Gengler (Tél.: 247-82469, E-mail: daniel.gengler@mae.etat.lu), en y joignant:

- un CV;
- une **copie du passeport** qui doit être encore **valable au minimum 6 mois** après la date des élections;
- deux photos (format passeport);
- une adresse e-mail;
- un extrait récent du casier judiciaire.


GRATIS!

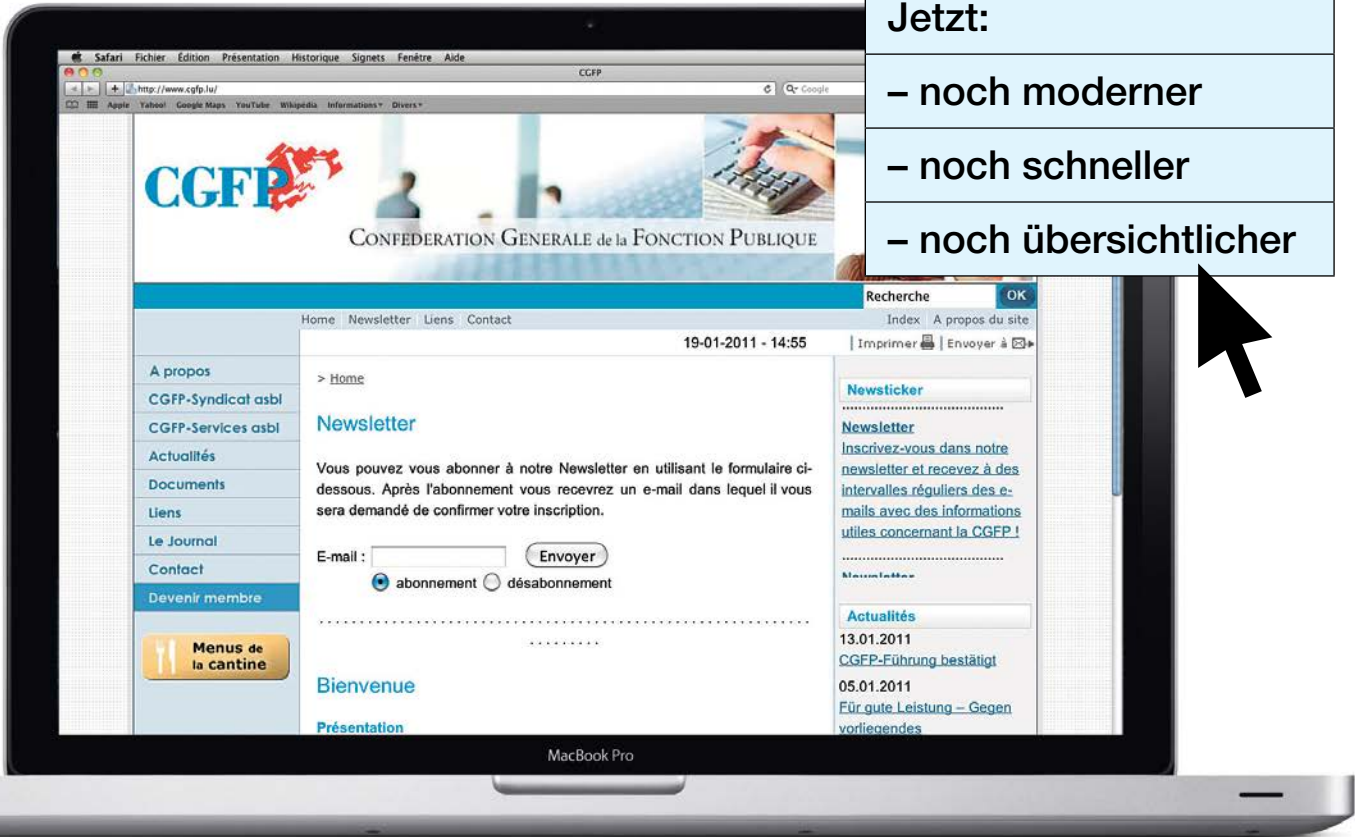
CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie jetzt die CGFP-Newsletter

Immer topaktuell unter www.cgfp.lu





Neu!

Jetzt:

- noch moderner
- noch schneller
- noch übersichtlicher



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparkassepartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

i BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

BHWA



fonction publique SPÉCIAL **AUTO**

Gute Gründe, sich jetzt für einen Neuwagen zu entscheiden



Finanzielle Anreize sind nicht das Einzige, was für einen Neuwagen spricht. Es gibt viele Gründe, warum jetzt der richtige Zeitpunkt für einen Neuwagenkauf ist.

Rabatte, Sonderaktionen, Finanzierung

In den letzten Monaten und Jahren waren die Rabatte für Neuwagen noch nie so hoch wie jetzt. Bei praktisch jedem Neuwagen lässt sich der Preis dank erheblicher Rabatte deutlich senken.

Verschiedene Hersteller zahlen Prämien oder Boni, welche die Kaufentscheidung zugunsten ihrer Modelle beeinflussen sollen. Auch kurz vor einem Modellwechsel lohnt es sich zuzuschlagen, denn da sind Sonderprämien besonders hoch. Der Preisvorteil kann bei bis zu 4.000 Euro liegen und somit ist auch das perfekte Neuwagen-Schnäppchen möglich.

Kann ein Auto nicht vom ersparten Geld bezahlt werden, ist eine Finanzierung möglich. Bei einem Ratenkredit bleibt die monatliche Belastung über die gesamte Laufzeit des Vertrages gleich, was eine gute Planbarkeit ermöglicht. In der Regel sind die Finanzierungsbedingungen für Neuwagen besser als für Gebrauchtwagen.

Immer mehr Modelle und Varianten

Im Segment der Klein- und Kleinstwagen gibt es immer mehr Fahrzeuge, die hohen Fahrkomfort und eine gute Sicherheitsausstattung mit einem günstigen Preis verbinden. Viele ansprechende Modelle gibt es unter 10 000 €.

Beim Autokauf muss niemand Kompromisse eingehen. Es gibt mehr Modelle und Fahrzeugtypen denn je. Die Automobilindustrie entwickelt für fast jeden Anspruch das passende Modell - zum Beispiel Hochdachkombis oder Minivans.

Die Vorteile eines Neuwagens liegen auf der Hand: Einen passenden Gebrauchtwagen mit der gewünschten Ausstattung muss man lange suchen. Die Ausstattung eines Neuwagens kann man nach seinen individuellen Bedürfnissen frei wählen. Dabei sollten neben Komfort und Platzangebot auch Verbrauchswerte und Unterhalt berücksichtigt werden.

Neuwagen sind so sicher wie nie

Der deutsche ADAC hat bestätigt: Autos sind heute so sicher wie nie zuvor. Bei gebrauchten Fahrzeugen steigt das Unfallrisiko mit fortschreitendem Alter. Unfälle mit älteren Autos haben stärkere Auswirkungen auf Fahrzeug und Insassen. Neuwagen schneiden im Vergleich signifikant besser ab. Das liegt vor allem an neuen und verbesserten Technologien, die bei Neuwagen oft serienmäßig sind. Auf ESP zum Beispiel sollte niemand mehr verzichten. Außerdem erreichen aktuelle Kleinwagen inzwischen Crash-test-Bewertungen, die vor einigen Jahren den großen Modellen vorbehalten waren.

Die Autos werden immer umweltfreundlicher

Die Autoindustrie entwickelt heute immer umweltfreundlichere Modelle. Neuwagen, welche die Abgasnorm Euro 4 erfüllen, produzieren nur noch halb so viele Abgase und Schadstoffe wie mit der überholten Norm Euro 2. Der Treibstoffverbrauch beeinflusst den Ausstoß des Treibhausgases CO₂ und bestimmt, wie hoch die zu zahlende Steuer ist. Folglich schont ein geringer Verbrauch den Geldbeutel.

Was ein Fahrzeug jedoch tatsächlich verbraucht, ist vom Fahrverhalten abhängig und kann von den Herstellerangaben abweichen.

Weniger Pannen und geringere Wartungskosten

Auch bei der Pannenstatistik schneiden Neuwagen sehr gut ab. Nach vier Jahren steigt die Pannenwahrscheinlichkeit eines Fahrzeugs merklich an, nach 8 Jahren ist sie bereits achtmal so hoch wie bei einem Neuwagen. Auch kostenintensive Reparaturen wie der Austausch von Verschleißteilen sind ein Problem von älteren Autos. Heutige Fahrzeuggenerationen sind weniger pannen anfällig als noch vor 20 Jahren. Heute sind es hauptsächlich Elektronikprobleme, die Ärger bereiten.



DISTRIBUTEUR



IMPORTATEUR

VENTE - REPRISE - CREDIT

Entretien - Réparation - Carrosserie
Pare-brise - Pneus - Restauration

Performance Cars
Garage A. ZIMMER
E-mail: perfcars@perfcars.lu

DONDELANGE
Tél. 30 73 23
Fax 30 73 24

Autofahren im Winter angenehmer und sicherer gestalten

Die meisten Autofahrer haben sich bereits vor Monaten auf den Winter vorbereitet, indem sie die Reifen gewechselt und sich Frostschutzmittel besorgt haben. Hier ein paar Tipps, wie man die Fahrt im Winter noch angenehmer gestalten kann.

Bei den eisigen Wintertemperaturen ist die Autoheizung nicht mehr wegzudenken. Deshalb kann es sehr hilfreich sein, sich die dazugehörige Gebrauchsanweisung genauer anzuschauen, um die Heizung clever zu nutzen. Die neuen Fahrzeugmodelle sind viel effektiver, um gegen das Beschlagen der Autoscheibe anzukämpfen und die Innentemperatur des Autos richtig zu regulieren. Bei anderen Modellen ist die Funktion zur Entfrostdung der Autoscheiben bereits vorhanden. Bei älteren Motoren sollte die Autoheizung jedoch nicht sofort auf die höchste Stufe eingestellt werden. Dies führt dazu, dass der Wagen längere Zeit benötigt, um seine Betriebstemperatur zu erreichen.

Nachdem die Scheiben enteist wurden, sollte die Innentemperatur auf

einen angenehmen Wärmegrad eingestellt werden. Eine unangenehme Raumtemperatur kann die Fahrtechnik des Fahrers beeinflussen. Denn wenn es im Auto zu warm wird, lässt die Konzentration schnell nach, man wird schläfrig. Die ideale Temperatur liegt zwischen 20 und 21 Grad Celsius.

Als Alternative zum schnellen Heizen bieten sich Sitzheizungen an. Wer jedoch diesen Luxus nicht besitzt, der kann sein Fahrzeug mit heizbaren Sitzbezügen ausstatten. Diese sollten jedoch nicht verrutschen, ansonst können sie eine Gefahr für die Sicherheit darstellen. Ein Segen für die Autofahrer sind Standheizungen, die den Wagen bereits vor der Abfahrt vorwärmen. Die Besitzer von Smartphones können neuerdings die Heizung über eine App einschalten.

Die Temperaturen entsprechen dieses Jahr nicht den typischen Wintergepflogenheiten und dennoch sollten die Fahrer nicht auf Winterreifen verzichten. Die Faustregel lautet, Winterreifen sollten von O bis O, d.h. von Oktober bis Ostern angebracht werden.



Auch wenn eine kaum befahrene Straße dem Fahrer im Sommer als Abkürzung dient, sollte diese gerade im Winter gemieden werden. Priorität für den Streudiens haben Straßen in Wohngebieten und keine Schleichwege außerhalb der Ortschaften.

Es ist ebenfalls zu beachten, dass das Autodach vor der Abfahrt sauber ist, denn der Schnee kann gerade beim heftigen Bremsen die Sicht des Fahrers und auch der folgenden Fahrzeuge beeinträchtigen.

Découvrez la gamme Audi et nos conditions spéciales Autofestival.

www.audi.lu



ultra
lightweight
quattro
connect

Autosdistribution Losch
Importateur

Garage M. Losch
Bereldange

Garage Martin Biver
Weidingen/Wiltz

Garage M. Losch
Esch/Alzette

Garage M. Losch
Luxembourg

Garage Castermans
Rollingen/Mersch

Garage Losch & Cie
Junglinster

Garage Roby Cruciani
Dudelange

Consommation moyenne de 3,8 à 9,3 l/100 km selon motorisation. Émissions de CO₂ de 99 à 218 g/km.

Vorsprung durch Technik **Audi** 

Photo non contractuelle.

WELCOME DAYS

CONDITIONS AUTOFESTIVAL SUR TOUTE LA GAMME
JUSQU'AU 6 FÉVRIER (OUVERT LES DIMANCHES 29 JANVIER ET 5 FÉVRIER)

0%^{TAEG (5)}

DE FINANCEMENT SUR 14 MODÈLES



NOUVELLE TWINGO

Expression dCi 75

90g CO₂/km

PRIX CATALOGUE TVA _c	€ 12.070
REMISE WELCOME DAYS ⁽¹⁾	- € 670
PRIME RENAULT ⁽³⁾	- € 750
PRIME ⁽⁴⁾	- € 1.500
PRIME DE RECYCLAGE ⁽²⁾	- € 1.000

PRIX NET WELCOME DAYS TVA_c
REMISE ET PRIMES DÉDUITES

€ 8.150

AVANTAGE[®]
-32%



SÉRIE LIMITÉE CLIO

TomTom® Live dCi 90 ECO (5p) 89g

89g CO₂/km

PRIX CATALOGUE TVA _c	€ 17.725
REMISE WELCOME DAYS ⁽¹⁾	- € 2 125
PRIME RENAULT ⁽³⁾	- € 750
PRIME ⁽⁴⁾	- € 1.500
PRIME DE RECYCLAGE ⁽²⁾	- € 1.500

PRIX NET WELCOME DAYS TVA_c
REMISE ET PRIMES DÉDUITES

€ 11.850

AVANTAGE[®]
-33%



NOUVELLE MÉGANE BERLINE

Série limitée TomTom® Edition Energy dCi 110

93g CO₂/km

PRIX CATALOGUE TVA _c	€ 21.290
REMISE WELCOME DAYS ⁽¹⁾	- € 2.950
PRIME RENAULT ⁽³⁾	- € 1.500
PRIME ⁽⁴⁾	- € 750
PRIME DE RECYCLAGE ⁽²⁾	- € 1.500

PRIX NET WELCOME DAYS TVA_c
REMISE ET PRIMES DÉDUITES

€ 14.590

AVANTAGE[®]
-31%



3,4 - 8,2 L/100 KM. 90 - 190 G CO₂ /KM. www.renault.lu DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Renault préconise



(1) Offre valable pour les particuliers, pour toute Renault neuve commandée entre le 06/01/2012 et le 06/02/2012. Nos prix s'entendent TVA 15% comprise. (2) Par respect pour l'environnement, Renault se charge de recycler votre ancien véhicule hors d'usage (VHU) à l'achat d'une Renault neuve. Pour plus d'informations, contactez votre distributeur Renault. Offre non-cumulable avec la prime de reprise surévaluée. (3) Par respect pour l'environnement, Renault offre, à l'achat d'un véhicule neuf respectueux de l'environnement, une prime exceptionnelle. Offre valable pour les particuliers pour toute Renault neuve émettant maximum 120 g CO₂/km commandée entre le 06/01/2012 et le 06/02/2012. (4) Prime gouvernementale de € 1.500 TVA_c ou € 750 TVA_c valable pour l'achat d'un véhicule possédant respectivement une émission de CO₂ inférieure ou égale à 90 et 100 g de CO₂ par kilomètre et rejetant moins de 5 mg/km de particules pour un moteur diesel avec une immatriculation avant le 31/12/2012. Plus d'infos sous www.car-e.lu. (5) Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 06/01/2012 au 06/02/2012 sur 14 modèles. Taux débiteur fixe 0% et taux annuel effectif global 0% pour une durée maximale de 36 mois avec un acompte minimum de 30%. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A. (Prêteur), Rue Ravenstein 60/15, 1000 Bruxelles. (6) Remise en % entre le prix catalogue TVA_c et le Prix Welcome Days TVA_c remises, reprises et primes déduites.

DU 15/01 AU 29/02/2012

VOITURE DE REMPLACEMENT OFFERTE* LORS DE LA RÉVISION DE VOTRE VÉHICULE

TOUTES NOS OFFRES ET VOTRE PRISE DE RENDEZ-VOUS ONLINE SUR : www.renault.lu (rubrique après-vente).

*Offre valable aux particuliers pour l'achat d'un forfait entretien, sur présentation de ce coupon, du 15/01/2012 au 29/02/2012 dans le réseau Renault participant, uniquement pour un véhicule de catégorie A, 150km compris, carburant à charge du client.

0% d'intérêt, 100% avantageux.

1.6 16V 4x2 apd
11300 € TVA_c

Dacia Duster



A l'achat d'un Dacia Duster :
- 50% sur votre pack festival⁽¹⁾!

~~1500 € TVA_c~~
750 € TVA_c

• Pack SUV

- Tubes avant en inox • Barres latérales en inox
- Canule d'échappement chromée

• Pack Off-Road

- Protection des passages de roue avant et arrière contre les projections.
- Protection bas de portes

• Kit mains-libres JABRA FREEWAY

• TOM TOM Start 20 4.3 Touch Screen Europe

Conditions Autofestival jusqu'au 6 février

(ouvert les dimanches 29 janvier et 5 février).

3 ANS ⁽³⁾
GARANTIE
ou 100 000 km

0%^{TAEG (5)}
FINANCEMENT

DACIA
GROUPE RENAULT

www.dacia.lu

(1) Offre valable à l'achat d'un Dacia Duster neuf du 06/01/2012 au 06/02/2012. (2) Offre de prêt à tempérament réservée aux particuliers, valable du 06/01/2012 au 06/02/2012 sur Logan, Logan MCV, Sandero, Duster, Logan Van et Logan Pick-Up. Taux débiteur fixe et Taux Annuel Effectif Global (TAEG de l'offre) : 0% pour une durée maximale de 36 mois, avec un acompte minimum de 30%. Sous réserve d'acceptation du dossier par Alpha Credit S.A. (Prêteur), Rue Ravenstein 60/15, 1000 Bruxelles. (3) Au premier des 2 termes atteint.

4,0 - 8,0 L/100 KM. 104 - 185 G CO₂/KM. www.dacia.lu.

DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ. Dacia préconise

AVEC DACIA, VOUS OPTEZ POUR UN VÉHICULE ÉCOLOGIQUE, À LA SÉCURITÉ EXIGEANTE, AU DESIGN AFFIRMÉ, ET SURTOUT,...ÉCONOMIQUE !

CHEZ DACIA, LES COÛTS D'ENTRETIEN DE VOTRE VÉHICULE PARTICIPENT À CETTE LOGIQUE D'ÉCONOMIE

À PARTIR DE SEULEMENT

VOTRE FORFAIT ENTRETIEN DACIA

€109^{*}

TVA_c

PRENEZ RENDEZ-VOUS ONLINE SUR : www.dacia.lu (rubrique services).

*Offre valable à particuliers. Entretien Dacia 5W40. L'entretien Dacia comprend : vidange et appoints d'huile - remplacement du filtre à huile - mise à niveau des liquides - 25 points de contrôle.

RENAULT LUXEMBOURG
2 Rue Robert Stümper
L-2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

RENAULT BEGGEN
182 Rue de Beggen
L-1220 BEGGEN
43.52.32.1

RENAULT DIEKIRCH
26 Route d'Ettelbrück
L-9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE
Rue Jos Kieffer
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

GARAGE THOMMES
92 Op der Strooss
L-7650 HEFFINGEN
87.81.15.1

GARAGE SCHNEIDERS
17 Rue de Luxembourg
L-6450 ECHTERNACH
72.90.45.1

GARAGE DE L'EST
Zone artisanale et commerciale
L-6131 JUNGLINSTER
788.22.21

GARAGE FELTEN
Weicherdtange - Tél.: 92.16.12

GARAGE REINERT
Petange - Tél.: 50.37.87

GARAGE GELZ
Steinfort - Tél.: 39.00.47

GARAGE SCHILTZ
Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75

GARAGE KAUTEN
Beckerich - Tél.: 23.62.13.67

GARAGE THOMMES
Mersch - Tél.: 26.32.39

GARAGE RECH
Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34

SERVICE AUTOMOBILE
Capellen - Tél.: 30.93.41

**BMW
Diplomatic Sales**



**Sheer
Driving Pleasure**



JOY KNOWS NO BORDERS.

As a member of the Corps Diplomatique, a European institution or an international organization, you know that things can be quite different from one country to another. One thing we want to keep unchanged, is your joy of driving a BMW. Our dedicated team perfectly understands the constraints of your mission and is used to finding the best solutions in the shortest laps of time and providing you with a full service. This includes delivery of your personalized car anywhere in the world while respecting local specifications. And in addition, we offer you particularly attractive sales conditions. Because we just love to push back frontiers.

BMW DIPLOMATIC SALES.

BMW EfficientDynamics Less emissions. More driving pleasure.

Arnold Kontz
184, Route de Thionville
L-2610 Luxembourg
Tel. 49 19 41-1
bmw@arnoldkontz.lu
www.arnoldkontz.bmw.lu

Bernard Muzzolini
2, Rue Jos Kieffer
L-4176 Esch-sur-Alzette
Tel. 57 26 26-1
info@muzzolini.net.bmw.lu
www.muzzolini.bmw.lu

Schmitz s.à.r.l.
21, Rue de la Gare
L-7535 Mersch
Tel. 32 91 11
info@schmitz.net.bmw.lu
www.schmitz.bmw.lu



Environmental information (RD 19/03/04): www.bmw.be

6,8-12,9 L/100 KM • 178-299 G/KM CO₂

RENAULT Z.E. à l'Autofestival 2012



Le coup d'envoi est donné: au festival, Renault proposera 3 modèles 100% électriques. En Europe, 87% des trajets urbains n'excèdent pas 60 km par jour. Avec des autonomies homologuées de 185 et 170 km (cycle mixte NEDC) pour Fluence Z.E et Kangoo Z.E., et 100 km pour Twizy (cycle urbain), les véhicules de la gamme Z.E. Renault sont adaptés à un usage quotidien.

Une offre packagée, simple et complète: La Z.E. BOX

Cette boîte contiendra toutes les réponses sur l'offre électrique se rapportant au véhicule comme à la batterie, à la charge et aux services. Le client peut avoir l'esprit tranquille, Renault a pensé à tout.

Z.E. CAR: Un véhicule zéro émission, sur mesure et intelligent

En achetant un véhicule électrique de la gamme Renault, on découvre un plaisir de conduite inédit et la satisfaction de rouler zéro émission. Dès janvier, 3 modèles seront proposés: Kangoo Z.E. (2 et 5 places) à partir de 20.000 € HTVA, Fluence Z.E., à partir de 24.850 € TVA et Twizy, un concept inédit de mobilité urbaine à partir de 6.640 € TVA (Twizy 45, qui peut se conduire avec un permis A3 et Twizy avec un permis automobile). Fin 2012 suivra ZOE, la berline compacte qui offre du bien-être au quotidien pour tous.

Le véhicule électrique sera commercialisé à un prix abordable: le coût de l'énergie d'un Z.E. est 5 à 10 fois moins élevé que celui d'un véhicule

thermique. Par exemple, avec Kangoo Z.E. et Fluence Z.E., un plein permettant d'effectuer 170 ou 185 km coûtera en moyenne 2 €. De plus, il est possible de bénéficier d'une aide gouvernementale car-e de 5.000 € pour l'achat de Kangoo Z.E. et Fluence Z.E. et de 1.000 € pour l'achat d'un Twizy.

Z.E. BATTERY: Une batterie toujours opérationnelle

Renault est propriétaire de la batterie, via sa filiale RCI. Le client souscrit un contrat de location qui lui garantit de disposer d'une batterie toujours opérationnelle à un prix accessible et adapté aux besoins. Renault s'engage en effet à louer au client une batterie fonctionnelle et avec une capacité de charge toujours supérieure à 75%.

Z.E. CHARGE: Une charge à domicile comme dans les lieux publics

Simple d'utilisation, la Wall-Box est l'équipement incontournable de la charge standard à domicile. Pour faciliter les démarches du client, Renault s'occupe de la mise en relation avec son partenaire ENOVOS.

Les principaux avantages de cette borne sont la conformité aux normes et la protection des circuits électriques du ménage, la facilité d'utilisation et la vitesse de chargement. En 6 à 8 heures, la batterie est entièrement rechargée.

Pour permettre une solution de mobilité durable, Renault et Enovos proposeront systématiquement aux acheteurs de Renault Z.E. de souscrire un abonnement mobistroum, électricité 100% renouvelable: chose faite pour Renault Luxembourg dès janvier 2012.

Z.E. SERVICES: Une assistance permanente

Dans le cadre de la location de sa batterie et quel que soit le forfait qu'il a choisi, le client Renault Z.E. bénéficie d'une assistance toutes pannes, 24h/24 et 7j/7.

Cette assistance couvre aussi bien les pannes liées au véhicule que celles liées au moteur et à la batterie. Elle couvre également les pannes d'énergie, pour lesquelles le client sera remorqué jusqu'au point de recharge de son choix, dans la limite de 80 km.

Ölwechsel von großer Bedeutung



Der Ölwechsel gehört zu den wichtigsten Wartungsmaßnahmen an einem Kraftfahrzeug. Minderwertige Motorenöle und zu lange Ölwechselintervalle können fatale Folgen wie einen Kolbenfresser haben. Experten empfehlen daher alle 12 bis 24 Monate einen Ölwechsel durchführen zu lassen und dabei auf hochwertige Motoröle zu setzen.

Volle Motorleistung nur bei regelmäßigem Ölwechsel

Das Motoröl eines Pkw soll das reibungslose Zusammenspiel von Kolben und Zylinder im Motor sichern. Sammelt sich durch Abrieb der Teile Metallstaub im Öl, steigert sich irgendwann sogar der Verschleiß des Motors. Qualitäts- und Leistungsverlust sind vorprogrammiert – und

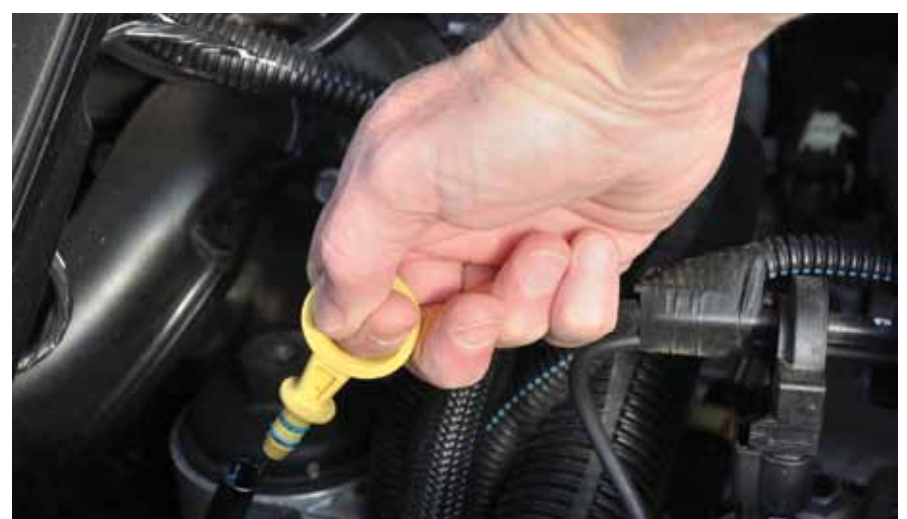
im schlimmsten Fall kommt es zu einem "Kolbenfresser". Ein regelmäßiger Ölwechsel in einer Autowerkstatt beugt dem vor.

Bei der Wahl des Öls auf den Fachmann verlassen

Beim Ölwechsel gibt es bei der Wahl des Motoröls vieles zu beachten. So benötigen Diesel mit Partikelfilter Low-Ash-Motoröle. Synthetiköle sorgen für eine bessere Kühlung

und kürzere Intervalle zwischen den Ölwechseln. Mineralöle hingegen sind oftmals entschieden günstiger.

Im Winter ist zudem die passende Viskosität (Fließeigenschaft) des Öls zu beachten. Wer ganz sicher sein möchte, verlässt sich bei der Wahl des Motoröls auf den Fachmann in der Autowerkstatt. Dieser sorgt nach dem Ölwechsel auch für eine umweltschonende Entsorgung des Altöls.



La nouvelle Audi A4 et la nouvelle S4



Un best-seller gagne encore en pouvoir d'attraction: la gamme A4 a été revue par Audi. Grâce à de nouvelles solutions en matière d'efficacité énergétique, de dynamisme et d'infodivertissement ainsi qu'à un design encore plus séduisant, la berline Audi A4, l'Audi A4 Avant, l'Audi A4 allroad quattro et l'Audi S4 illustrent l'avancée par la technologie.

Le design

L'Audi A4 est le best-seller d'Audi depuis 39 ans déjà, soit huit générations. En tout, la marque en a vendu 10 millions d'exemplaires. Du fait de son design élégant, sportif et suscitant l'émotion, l'A4 occupe une place centrale au sein de la marque Audi. Sur tous les modèles, le design gagne en clarté et en personnalité, qu'il s'agisse de la berline, de l'Avant, de l'allroad quattro ou encore de l'Audi S4.

La silhouette perfectionnée souligne les horizontales à l'avant. Le

capot moteur est fortement bombé, les angles supérieurs de la calandre Singleframe sont biseautés, et les nervures transversales ainsi que les anneaux Audi semblent tridimensionnels. La calandre est grise. Sur les versions six cylindres et en combinaison avec le pack extérieur S line, elle est noir brillant.

Le pare-chocs redessiné se distingue par ses prises d'air anguleuses, ses grilles remaniées et des projecteurs antibrouillard plats. L'A4 allroad quattro se différencie par une calandre ornée d'applications chromées horizontales et par des projecteurs antibrouillard ronds. Les projecteurs ont également été revus: le bord inférieur forme une légère vague et l'intérieur a été repensé. Sur demande, Audi livre des projecteurs xénon plus. Les feux de jour à diodes électroluminescentes y forment une barrette fine et homogène qui reste ouverte dans la zone de la lentille xénon. Sur demande, l'éclairage dynamique en virage adaptive light est également disponible.

Les feux arrière rappellent la ligne des projecteurs. En combinaison avec les projecteurs xénon plus, ils présentent des bandeaux homogènes composés de diodes. Le pare-chocs avec cache de diffuseur a été redessiné et le système d'échappement se termine toujours par deux embouts.

Le système de navigation MMI plus peut être complété par le téléphone de voiture Bluetooth online. Sous le terme générique Audi connect, il permet d'accéder à des services attrayants en voiture. En font partie la fonction Google de recherche de destinations spéciales par commande vocale ou encore la navigation avec les images de Google Earth et Google Street View par exemple.

Un autre service, l'information sur la circulation Audi online, renseigne le conducteur en temps réel sur l'encombrement de l'itinéraire choisi. Via le hotspot wifi, une autre fonctionnalité du téléphone de voiture Bluetooth online, les passagers

de l'A4 peuvent consulter leurs messages ou simplement surfer sur Internet pendant le trajet à l'aide de leurs appareils portables.

L'Audi S4

L'Audi S4, déclinée en version berline et Avant, est équipée du moteur le plus puissant de sa gamme, le 3.0 TFSI qui développe 245 kW (333 ch) et un couple de 440 Nm.

Sur la berline, il se contente en moyenne de 8,0 litres aux 100 km malgré des performances remarquables: la S4 atteint les 100 km/h en 5,0 secondes, sa vitesse de pointe est limitée par l'électronique à 250 km/h.

Les nouveaux modèles Audi S4 se reconnaissent à leurs projecteurs, pare-chocs, prises d'air et teintes de carrosserie. A l'intérieur également, les modifications sont manifestes. Le châssis sport S et les roues de 18 pouces dont est équipée la S4 assurent un contact étroit avec la route.

La Citroën DS5 reçoit 5 étoiles Euro NCAP

La Citroën DS5 décroche 5 étoiles au protocole Euro NCAP, avec un score de 97% sur les systèmes d'assistance. Le 3^e opus de la ligne DS offre en effet un comportement routier dynamique et sécurisant et dispose d'une architecture renforcée ainsi que des équipements performants qui bénéficient de toute l'expertise de la marque.

Sécurité due notamment à des technologies d'aide à la conduite qui ont fait leurs preuves tels que le répartiteur électronique de freinage, l'aide au freinage d'urgence, le contrôle de traction intelligent, ou encore le limiteur/régulateur de vitesses programmables et l'éclairage statique d'intersection.

Ces bons résultats sont aussi obtenus grâce à des équipements «Créative Technologie» disponibles en exclusivité sur la Citroën DS5 comme:

- une alerte de Franchissement Involontaire de Ligne de nouvelle génération, qui «lit» la route grâce à une caméra implantée dans la partie supérieure du pare-

brise, pour avertir le conducteur lorsque le véhicule dérive de sa trajectoire.

- des feux de route automatiques qui, par le traitement des images de cette même caméra, permettent l'activation et la désactivation automatiques des feux de route selon les conditions d'éclairage et de circulation environnantes.

- un affichage tête haute couleur qui permet de visualiser, dans le champ de vision du conducteur, des informations majeures à la conduite du véhicule telles que la vitesse, les consignes du régulateur ou du limiteur de vitesse ou encore celles du système de navigation.

La sérénité au quotidien passe aussi par des services innovants tel que Citroën eTouch, qui vaut à la Citroën DS5 de recevoir, à l'instar des dernières nées de la marque, le trophée Euro NCAP Advanced.

Cette distinction récompense les systèmes innovants garantissant la plus grande sécurité, mais aussi accessibles au plus grand nombre.

Il s'agit d'une gamme de services innovants qui prend place à bord du véhicule avec notamment les appels d'urgence et d'assistance localisée (selon les pays), deux services gratuits et disponibles 24 h/24, 7 j/7 grâce à une carte SIM intégrée, qui garantissent lors d'un incident ou lorsque l'on est victime ou témoin d'un accident, une localisation précise et une intervention rapide des secours.

Citroën eTouch, c'est aussi deux autres services disponibles sur Internet, dans l'espace personnel MyCITROËN du client: Citroën carnet d'entretien virtuel et EcoDriving.

Ils permettent d'être alerté en cas d'incident mécanique ou de sécurité, d'être informé sur les entretiens à réaliser, mais aussi de suivre la consommation de carburant et les émissions de CO2. Ces services sont gratuits pendant la durée de la garantie contractuelle.

La Citroën DS5 révélée en avant-première à Shanghai

Citroën a révélé le 18 avril 2011 le 3^e opus de sa ligne distinctive DS.

A événement exceptionnel, lieu exceptionnel. La marque a donc choisi le salon international 2011 de Shanghai pour présenter l'expression du meilleur de son savoir-faire, la Citroën DS5.

Création audacieuse et sculpturale, la Citroën DS5 témoigne parfaitement de l'esprit DS, celui d'offrir des partis pris de style, d'architecture, de sensations et de raffinement, tout en mettant en œuvre le meilleur de la technologie Citroën.

Retrouvez cette voiture d'exception sur la page Facebook de la marque:

www.facebook.com/Citroen



CONDITIONS AUTOFESTIVAL!



EcoPrêt
AUTO

OUVERTURE PROLONGÉE

jusqu'à 18h30 (lu - ve du 30.1. au 3.2.2012)
de nombreuses agences BCEE.

Informations et simulations sur www.bcee.lu.



simulateur



SPUERKEESS

Äert Liewen. Är Bank.

citroen.lu

CITROËN préfère TOTAL  Donnons priorité à la sécurité.



OSEZ OSER



CITROËN DS4

En deux mots, tout est dit. Vous n'êtes pas obligé d'aller à la rencontre de la CITROËN DS4. Vous n'êtes pas obligé de vous y asseoir, de la conduire. Vous n'êtes pas obligé d'abandonner les conventions et de vous laisser emporter par son immense potentiel de séduction. Mais vous connaissant, vous oserez. Il y a lieu de respecter le code de la route en toutes circonstances.

Financée à 3,99% TAEG ⁽¹⁾ même sans acompte et garantie sur toute la durée du financement

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



 DE 4,4 À 7,7 L/100 KM  DE 114 À 178 G CO₂/KM

Informations environnementales: citroen.lu. (1) Le Pack Citroën Autofin EssentialDrive se compose d'un crédit Citroën Autofin et d'un Contrat EssentialDrive. Ces 2 éléments peuvent être souscrits séparément à des conditions similaires. Citroën Autofin est une proposition de prêt à tempérament en 60 mois maximum faite par Citroën Financial Services, marque de PSA Finance Belux S.A. (prêteur), rue de l'Étoile 99 à B-1180 Bruxelles, sous réserve d'acceptation du dossier. Le Taux Annuel Effectif Global (TAEG) et le taux débiteur fixe sont de 3,99% pour une CITROËN DS4. Offre valable jusqu'au 31/01/2012 sur toutes les CITROËN DS4 neuves vendues à particulier. Le Contrat EssentialDrive est souscrit pour la durée du prêt et un kilométrage annuel de 20.000 km. La première de ces 2 échéances atteinte mettra fin au Contrat EssentialDrive. Annonceur: Citroën Belux SA (importateur), place de l'Yser 7 à B-1000 Bruxelles. Exemple pour une CITROËN DS4 1.6 VTi 120 BVM Chic: prix de 20.507€, acompte de 5.101,60€, 60 mensualités de 283,15€, montant total dû de 22.090,60€, frais compris dans le coût total du crédit: 0€. Le prix mensuel du Pack Citroën Autofin EssentialDrive est de 297€ sur 60 mois, incluant l'abonnement mensuel EssentialDrive pour 13,85€/mois. Offre non cumulable avec toutes autres promotions en cours et valable chez nous.

ETOILE GARAGE
L-2557 LUXEMBOURG
Tél.: 40 22 66 - 1

ETOILE GARAGE
L-3515 DUDELANGE
Tél.: 51 91 90

ETOILE GARAGE
L-4026 ESCH-SUR-ALZETTE
Tél.: 55 01 55

GARAGE BINSFELD
L-4562 DIFFERDANGE (NIEDERKORN)
Tél.: 54 50 56

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5481 WORMELDANGE
Tél.: 76 82 65

CLERBAUT AUTOMOBILES
L-5750 FRISANGE
Tél.: 23 60 60 - 1

ETOILE GARAGE
L-7540 ROLLINGEN/MERSCH
Tél.: 26 32 63

GARAGE INTINI
L-8080 BERTRANGE
Tél.: 45 64 45

GARAGE NEUGEBAUER
L-8422 STEINFORT
Tél.: 39 00 29

GARAGE J. LEYDER
L-8509 REDANGE-SUR-ATTERT
Tél.: 23 62 39 - 1

GARAGE STROTZ
L-9559 WILTZ
Tél.: 26 95 02 47

www.etoilegarage.lu

www.facebook.com/etoilegarage